

RAPPORT ANNUEL

DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Exercice 2021

B
R
B



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

RAPPORT ANNUEL

Exercice 2021

CONSEIL GENERAL



Désiré MUSHARITSE
1er Vice-Gouverneur



Dieudonné MURENGERANTWARI
Gouverneur



Marie-Goreth NDAYISHIMIYE
2ème Vice-Gouverneur



Annonciate NSHIMIRIMANA
Membre



Lydia IRAKOZE
Membre



Vincent NGENDAMBIZI
Membre



Jean MUVAYO
Membre

MISSIONS DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

- 1. Définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;*
- 2. Définir et mettre en œuvre le régime de change ;*
- 3. Détenir et gérer les réserves officielles de change ;*
- 4. Réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ;*
- 5. Emettre les billets de Banque et les pièces de monnaie ;*
- 6. Promouvoir un système financier stable et solide ;*
- 7. Promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide ;*
- 8. Agir en qualité de Caissier de l'Etat ;*
- 9. Réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent ;*
- 10. Réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque, sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.*

VISION DE LA BANQUE :

« Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

PREFACE



Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi,

la cinquante-huitième édition du Rapport Annuel de la Banque de la République du Burundi que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice 2021.

Ce rapport passe en revue l'évolution de l'activité économique internationale et régionale, de la conjoncture économique et financière du Burundi ; des principales activités réalisées relatives aux principales missions de la Banque au cours de l'année 2021 ainsi que les perspectives économiques nationales de l'année 2022.

L'activité économique mondiale a repris en 2021 après la décroissance économique enregistrée en 2020. Le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 6,1% contre une contraction de 3,1% en 2020. Cette reprise est essentiellement liée aux effets de la politique budgétaire et monétaire expansionniste menée par les pays pour faire face aux conséquences de la Covid-19 ainsi qu'à la levée des restrictions des mouvements de la population suite à la vulgarisation des vaccins contre la covid-19. En Afrique subsaharienne, l'activité économique a enregistré une croissance de 4,5% contre une décroissance de 1,9% en 2020.

Le volume du commerce mondial s'est accru de 10,1% contre une contraction de 8,5% en 2020, en rapport avec la reprise économique aux Etats-Unis et en Chine, les deux principales locomotives de l'économie mondiale. L'inflation mondiale s'est établie à 3,5 contre 4,7% en 2020, suite à la baisse de la demande des produits de base.

Au niveau de la politique monétaire, les banques centrales des pays avancés et émergents ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes en 2021, pour stimuler davantage l'activité économique affectée par les effets néfastes de la pandémie de covid-19.

Sur les marchés financiers, la reprise économique a largement contribué à l'amélioration des principaux indices boursiers malgré les pressions inflationnistes manifestées surtout au deuxième semestre de 2021.

L'activité économique dans l'ensemble des pays de la communauté Est africaine (CEA) a fortement augmenté (6,2 contre 0,9%). Cette accélération de l'activité économique est essentiellement liée à la suppression des restrictions des mouvements de la population, aux bonnes productions agricoles et aux investissements en infrastructures.

Concernant la conjoncture économique et financière nationale, l'activité économique s'est accrue de 3,1% contre 0,3% une année avant, en liaison avec les bonnes performances enregistrées dans le secteur primaire (4,7 contre 0,4%) et tertiaire (2,5 contre -3,4%). En revanche, l'activité a décéléré dans le secteur secondaire (2,1 contre 11,3%).

Dans le secteur primaire, l'amélioration de l'activité a particulièrement concerné les branches de l'agriculture vivrière (5,3 contre 0,8%) et d'élevage (15,1 contre -22,7%). Le ralentissement dans le secteur secondaire a, surtout, porté sur les branches des industries (-0,1 contre 5,0%) et de la construction (6,0 contre 30,4%).

La croissance dans le secteur tertiaire est principalement liée à l'amélioration de l'activité économique enregistrée dans les branches du commerce (2,2 contre -5,5%), de transport et communication (16,9 contre -23,6%), des banques et assurances (20,3 contre -0,4%), d'hébergement, restauration et autres services marchands (6,8 contre -41,6%).

L'inflation globale s'est établie à 8,3 contre 7,5% en 2020 et a été tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (10,4 contre 12,5%) et non alimentaires (6,3 contre 2,6%).

La balance des paiements s'est soldée par un déficit des transactions courantes de 825.463,2 MBIF, en forte hausse par rapport à celui de l'année précédente (616.389,4 MBIF). En pourcentage du PIB, le déficit du compte courant représente 11,0 contre 9,3% en 2020.

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 265.247,5 contre 259.195,4 MBIF en 2020, soit une augmentation de 2,3%, essentiellement sous forme de dons projets.

Le Compte des opérations financières s'est soldé par un besoin de financement plus alourdi par rapport à celui de l'année précédente, s'établissant à 535.217,0 contre 372.414,3 MBIF en 2020, suite à un accroissement des engagements extérieurs sous forme de prêts dont la Facilité Rapide de Crédit octroyée par le FMI en octobre 2021, pour lutter contre les effets de la pandémie de la covid-19 (155.493,8 MBIF).

Le niveau des réserves officielles s'est amélioré de 355.095,83 MBIF, suite principalement aux allocations de DTS (415.983,25 MBIF) que le Burundi a bénéficié de la part du FMI en août 2021. Ces réserves couvraient 3,2 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2021, contre 1,1 mois à fin décembre 2020.

Au cours de l'année 2021, le solde des finances publiques s'est amélioré. Le déficit budgétaire (dons compris) a diminué par rapport à celui de l'année précédente (-217.888,9 contre -414.729,4 MBIF). Rapporté au PIB, le ratio du déficit global (dons compris) s'est établi à 2,9 contre 6,2% en 2020.

La dette publique s'est accrue de 11,7%, passant de 3.896,9 à 4.353,3 Mds de BIF. Cette augmentation a concerné aussi bien sur la dette intérieure (+7,5%) que la dette extérieure (+23,3%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représente 58,0% en 2021 contre 58,6% en 2020.

La dette intérieure a augmenté de 7,5%, passant de 2.850,4 à 3.063,2 Mds de BIF. Cette augmentation est essentiellement liée à l'accroissement des engagements de l'Etat envers les banques commerciales principalement sous forme de titres du Trésor (+201.415,1 MBIF). La dette extérieure s'est accrue de 23,3%, et a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (245.861,4 MBIF) et des plus-values de réévaluation (19.925,8 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette (22.281,6 MBIF).

La masse monétaire M3 a augmenté de 20,5%, se fixant à 3.293,2 contre 2.733,8 Mds de BIF à fin décembre 2021 contre 24,1% à fin décembre 2020. Cette augmentation est liée à l'accroissement du crédit intérieur, principalement le crédit au secteur privé.

La croissance de la masse monétaire a résulté de l'augmentation des avoirs intérieurs nets, avec une contribution de 22,5 points de pourcentage, les avoirs extérieurs nets ayant exercé une incidence restrictive sur la croissance de M3 à hauteur de 2,0 points de pourcentage.

La liquidité de l'économie s'est accrue à un rythme moins rapide que l'année précédente (15,3 contre 25,2%), s'établissant à 3.532,0 contre 3.063,0 Mds de BIF. Cette baisse a concerné, à la fois, la liquidité active (14,6 contre 25,0%) et la liquidité passive (16,7 contre 25,6%).

L'activité du secteur bancaire s'est accrue de 26,7% à fin 2021. De fait, le bilan agrégé du secteur s'est établi à 4.933,6 contre 3.894,3 Mds de BIF à fin 2020. L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 52,3 contre 20,1% une année auparavant, passant de 1.310,9 à 1.995,9 Mds de BIF. Les fonds propres du secteur bancaire se sont améliorés de 29,1% en 2021 par rapport à l'année antérieure, atteignant 594,6 contre 460,4 Mds de BIF à fin 2020. Par conséquent, le ratio de solvabilité globale s'est fixé à 23,0 contre 22,4% et le ratio de solvabilité de base est passé de 20,8 à 21,5%, les normes réglementaires étant de 14,5 et 12,5%, respectivement.

Selon les projections du cadrage macroéconomique 2022, l'activité économique pourrait s'améliorer (4,3 contre 3,1%, en rapport avec l'amélioration de l'activité dans le secteur secondaire (4,5 contre 2,1%), tertiaire (4,4 contre 2,5%). Dans le secteur primaire, l'activité va s'améliorer mais à un rythme moins accéléré que celui de l'année précédente (3,8 contre 4,7%).

Le ralentissement dans le secteur primaire serait imputable à la diminution de la valeur ajoutée de la branche de l'agriculture vivrière (3,8 contre 5,3%), et par celle de l'élevage (5,0 contre 15,1%).

Dans le secteur secondaire, l'amélioration de l'activité serait principalement tirée par la bonne performance de la branche des industries (1,6 contre -0,1%), de la branche extractions (2,0 contre 1,2%) et celle de la branche de la construction (10,0 contre 6,0%). La reprise de l'activité économique dans le secteur tertiaire est due à l'amélioration de la valeur ajoutée dans la branche commerce (6,0 contre 2,2%), hébergement, restauration et autres services marchands (10,0 contre 6,8%), l'administration publique (5,0 contre 3,2%) et celle de services domestiques (6,5 contre 1,4%).

Dans les perspectives, suite aux pressions inflationnistes consécutives à la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques, la Banque de la République du Burundi va mener une politique monétaire prudente consistant à maîtriser la croissance de la masse monétaire et intensifier ses interventions sur le marché de changes pour mitiger l'inflation importée.

Diédonné MURENGERANTWARI,

GOUVERNEUR.

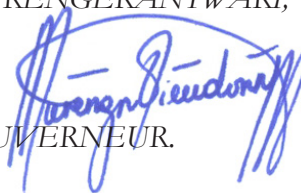


TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	v
TABLE DES MATIERES	ix
LISTE DES GRAPHIQUES.....	x
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES.....	xiii
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	1
I.1. Production économique et commerce mondial.....	1
I.2. Prix des matières premières et inflation mondiale	1
I.3. Politique monétaire et marchés financiers.....	2
I.4. Activité économique dans les pays de la CEA.....	2
II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	4
II. 1. Production et prix	4
II.1.1. Production.....	4
II.1.2. Demande.....	11
II.1.3. Evolution de l'inflation	12
II.2. Balance des paiements.....	13
II.2.1. Compte des transactions courantes.....	15
II.2.2. Compte de capital	21
II.2.3. Compte des opérations financières.....	21
II.3. Finances publiques.....	23
II.3.1. Recettes et dons.....	24
II.3.2. Dépenses.....	25
II.3.3. Solde global et financement.....	26
II.3.4. Dette publique	26
II.4. Secteur monétaire et financier.....	29
II.4.1. Situation monétaire.....	29
II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire	34
II.4.3. Liquidité de l'économie.....	35
II.4.4. Activité du secteur bancaire.....	37
II.4.5. Crédits à l'économie ³	37
II.4.6. Taux d'intérêt bancaires.....	39
II.4.7. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.....	40
II.4.8. Activité et solidité du secteur de la microfinance	41

III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE.....	42
III.1. Politique monétaire : Objectif et instruments.....	42
III.1.1. Objectif de politique monétaire.....	42
III.1.2. Instruments de politique monétaire.....	42
III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire	43
III.2. Marché des changes et taux de change.....	44
III.3. Circulation fiduciaire et système de paiement.....	46
III.3.1. Circulation fiduciaire.....	46
III.3.2. Systèmes de paiement et de règlement	47
III.4. Supervision du secteur bancaire et de microfinance.....	49
III.4.1. Supervision des institutions de microfinance.....	49
III.4.2. Supervision des établissements de paiement	49
III.5. Recherche et statistique.....	49
III.6. Projets de la banque.....	50
III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement	50
III.6.2. Projet de développement du marché financier	50
III.7. Intégration régionale et coopération de la banque.....	51
III.7.1. Intégration au niveau de la Communauté Est Africaine	51
III.7.2. Marché Commun d’Afrique Orientale et Australe	51
IV. ADMINISTRATION DE LA BANQUE.....	53
IV.1. Conseil général	53
IV.2. Comité de direction.....	53
IV.3. Organes de contrôle	54
IV.4. Gestion des risques.....	54
IV.5. Plan stratégique de la banque	55
IV.6. Gestion des ressources humaines.....	55
IV.6.1. Effectif du personnel.....	55
IV.6.2. Politique sociale.....	56
IV.6.3. Formation.....	56
CONCLUSION GENERALE.....	57
ANNEXES.....	58

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières.....	2
Graphique 2 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)	4
Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café (en cts/lb)	7
Graphique 4 : Evolution annuelle du taux d'inflation.....	12
Graphique 5 : Composition des recettes fiscales (en % du total).....	25
Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en % du total)	25
Graphique 7 : Dette extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF).....	28
Graphique 8 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens.....	39
Graphique 9 : Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période)	45
Graphique 10 : Volume des paiements réglés dans le système ATS	48
Graphique 11 : Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mds BIF).....	48
Graphique 12 : Taux des paiements réglés en moins de 15 minutes.....	48
Graphique 13 : Liquidité moyenne des banques dans le système en BIF, en USD et en Euros.....	48
Graphique 14 : Répartition de l'effectif du personnel par catégories	55
Graphique 15 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge.....	55

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB et du commerce dans le monde (en%).....	xvi
Tableau 2 : Evolution de l'inflation dans le monde.....	xvii
Tableau 3 : Evolution de la croissance du PIB de la CEA (en %)	2
Tableau 4 : Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi	4
Tableau 5 : Principales productions vivrières (en T)	5
Tableau 6 : Evolution de la production de poissons (en T).....	5
Tableau 7 : Evolution de l'effectif du cheptel.....	6
Tableau 8 : Production du café arabica à fin décembre 2021 (en T).....	6
Tableau 9 : Production de coton et superficies exploitées par région	7
Tableau 10 : Production du thé (en T).....	8
Tableau 11 : Vente de thé sec.....	8
Tableau 12: Indice pondéré de la production industrielle.....	9
Tableau 13 : Trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE	10
Tableau 14 : Ressources et Emplois	11
Tableau 15 : Ecart entre les ressources et les emplois intérieurs en % du PIB.....	11
Tableau 16 : Epargne nationale brute en Mds de BIF	12
Tableau 17 : Taux d'inflation par composantes.....	13
Tableau 18 : Balance des paiements (en MBIF).....	14
Tableau 19 : Evolution des exportations de biens (en MBIF).....	15
Tableau 20 : Evolution des importations de biens (en MBIF).....	16
Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique (%)	17
Tableau 22: Répartition des importations par zone géographique (en % du total).....	18
Tableau 24 : Importations des services (en MBIF).....	19
Tableau 25 : Solde des revenus primaires (en MBIF).....	20
Tableau 26 : Revenus secondaires (en MBIF).....	20
Tableau 27 : Compte de capital (en MBIF).....	21

Tableau 28 : Compte des opérations financières (en MBIF).....	22
Tableau 29 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)	23
Tableau 30 : Recettes et dons (en MBIF)	24
Tableau 31 : Structure de la dette publique (en MBIF).....	26
Tableau 32 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)	27
Tableau 33 : Dette extérieure (en MBIF)	28
Tableau 34 : Service de la dette (en MBIF).....	29
Tableau 35: Situation monétaire ² à fin d'année (en MBIF)	30
Tableau 36 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %).....	30
Tableau 37 : Dépôts à vue par détenteurs à fin d'année (en MBIF)	31
Tableau 38 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteurs à fin d'année (en MBIF)	32
Tableau 39 : Dépôts en devises par détenteurs à fin d'année (en MBIF)	33
Tableau 40 : Avoirs et engagements extérieurs (à fin d'année)	33
Tableau 41 : Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF).....	35
Tableau 42: Composantes de la liquidité de l'économie.....	35
Tableau 43 : Taux de liquidité de l'économie	36
Tableau 44 : Evolution des ressources et emplois du secteur bancaire en MBIF.....	37
Tableau 45: Encours des crédits à l'économie (en MBIF)	38
Tableau 46: Crédits par branche d'activité (à fin d'année en MBIF).....	39
Tableau 47 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire	40
Tableau 48 : Cours de change de fin période des principales monnaies en BIF.....	45
Tableau 49 : Cours de change moyen des principales monnaies en BIF.....	45
Tableau 50 : Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017).....	46
Tableau 51 : Evolution des critères de convergence macroéconomique du Burundi.....	52

LISTE DES ABBREVIATIONS ET SIGLES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
ACH	: <i>Automated Clearing House</i>
AfSS	: Afrique Subsaharienne
ARCT	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
ARFIC	: Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
ATS	: <i>Automated Transfer System</i>
BCE	: Banque Centrale Européenne
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BIF	: Franc Burundi
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique Africaine
BRARUDI	: Brasserie et Limonaderies du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAF	: Coût, Assurance et Fret
CCC	: Chambre de Compensation du COMESA
CEA	: Communauté Est Africaine
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	: <i>Common Market for Eastern and Southern Africa</i>
Cts/lb	: Centimes de Dollar la Livre
CSD	: <i>Central Securities Depository</i>
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
ECOSAT	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
FED	: <i>Federal Reserve</i>
FMI	: Fonds Monétaire International
GWH	: Giga Watt par Heure
Ha	: Hectare
IMC	: Institut Monétaire du COMESA
IMF	: Institutions de Microfinance
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
Kg	: Kilogramme
M2	: Masse Monétaire au sens strict
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique

MUSD	: Millions de Dollar Américain
ND	: Non Disponible
OBR	: Office Burundais des Recettes
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
ODECA	: Office pour le Développement du Café
OFID	: OPEC Funds for International Development
OIC	: Organisation Internationale du Café
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
OTB	: Office du Thé du Burundi
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit Net Bancaire
PROTHEM	: Promotion du Thé à MWARO
REGIDESO	: Régie de Distribution de l'eau et de l'électricité
R.D.C.	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RNP	: Régie Nationale des Postes
ROA	: <i>Return On Assets</i>
ROE	: <i>Return On Equity</i>
RTGS	: Real Time Gross Settlement
SIP	: Société Immobilière Publique
T	: Tonnes
USD	: Dollar Américain

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. Production économique et commerce mondial

La croissance économique mondiale a repris en 2021, s'établissant à 6,1% contre une contraction de 3,1% enregistrée en 2020. Cette reprise de l'activité économique est essentiellement due aux effets de la politique budgétaire et monétaire

expansionniste menée par les pays pour faire face aux conséquences de la Covid-19 ainsi qu'à la reprise des mouvements de population suite à la vulgarisation des vaccins contre la Covid-19.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB et du commerce dans le monde (en%)

	2017	2018	2019	2020	2021
I. Production mondiale	3,7	3,6	2,9	-3,1	6,1
I.1. Pays Avancés	2,5	2,9	1,7	-4,5	5,2
Etats-Unis	2,3	2,7	2,3	-3,4	5,7
Zone Euro	2,6	1,8	1,6	-6,4	5,3
Japon	1,7	0,6	-0,2	-4,5	1,6
Royaume-Uni	1,7	1,3	1,4	-9,9	7,4
I.2. Pays émergents et en développement	4,7	4,6	3,7	-2,0	6,8
Pays émergents et en développement d'Asie	6,5	6,3	5,3	-1,0	7,3
Chine	6,9	6,7	5,8	2,3	8,1
Inde	6,7	6,1	4,0	-8,0	8,9
Pays émergents et en développement d'Europe	6,0	3,2	2,4	-2,0	6,7
Amérique latine et Caraïbes	1,2	1,1	0,2	-7,0	6,8
Moyen-Orient et Asie centrale	1,3	1,0	0,8	-3,4	5,7
Afrique Subsaharienne	2,7	3,3	3,2	-1,9	4,5
Nigeria	0,8	1,9	2,2	-1,8	3,6
Afrique du Sud	1,3	0,8	0,2	-7,0	4,9
II. Volume du Commerce mondial (biens et services)	5,2	3,8	0,9	-8,5	10,1

Source : FMI, *Perspective de l'économie mondiale*, 2022

Dans les pays avancés, la croissance économique s'est accélérée de 5,2% contre une contraction de 4,5% l'année précédente. Aux Etats-Unis, le PIB a augmenté de 5,7% contre une contraction de 3,4% en 2020. La croissance économique a fortement rebondi dans la Zone euro et au Royaume uni respectivement à 5,3% et 7,4%, après la décroissance enregistrée une année

avant. Au Japon, le PIB s'est accru de 1,6 contre un repli de 4,5% l'année précédente.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique a fortement repris en 2021 par rapport à 2020 (+6,8 contre -2,0%). Cette reprise est principalement expliquée par

l'accélération de l'activité économique en Chine (+8,1 contre +2,3%) et en Inde (8,9 contre - 8,0%).

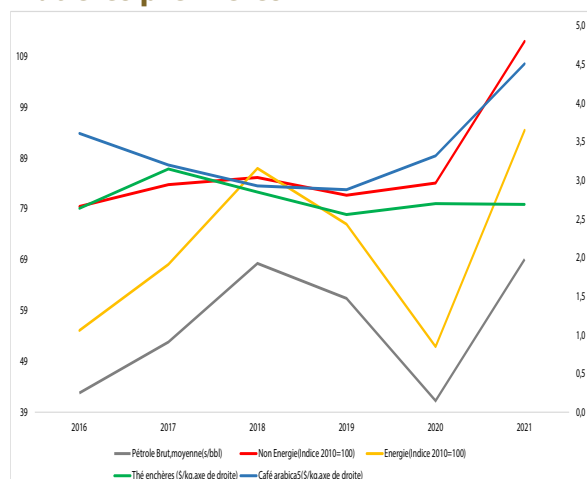
En Afrique subsaharienne, le PIB a repris de 4,5% contre une décroissance de 1,9%.

De même, le commerce mondial a fortement augmenté de 10,1% contre une contraction de 8,5% en 2020, suite à la reprise des mouvements de population ainsi qu'à l'amélioration de l'activité économique aux Etats-Unis et en Chine.

I.2. Prix des matières premières et inflation mondiale

Au cours de l'année 2021, les prix des matières premières ont globalement augmenté, suite à la hausse de la demande liée à la reprise de l'activité économique mondiale.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source : Banque Mondiale, prix des matières premières

Le cours du pétrole brut s'est établi à 69,10 USD par baril en 2021 contre 41,26 USD par baril en 2020. L'indice de l'énergie (94,5 contre 51,91) de même que celui des produits non

énergétiques (112,0 contre 84,1) ont augmenté d'une année à l'autre.

En 2021, l'inflation mondiale a baissé par rapport à l'année précédente (3,5 contre 4,7%). Aux Etats-Unis d'Amérique, elle a augmenté, passant de 1,2 à 4,7%, en rapport avec l'augmentation de la demande intérieure liée à la politique monétaire et budgétaire expansionniste adoptée pour relancer l'économie affectée par la covid-19. De même, dans la Zone euro, l'inflation a augmenté, s'établissant à 2,6 contre 0,3%. Par contre dans les pays émergents et en développement, l'inflation a légèrement baissé (4,9 contre 5,9%) tirée par la baisse de l'inflation en Chine (0,9 contre 2,4) et en Inde (5,5 contre 6,2%).

Tableau 2 : Evolution de l'inflation dans le monde

	2017	2018	2019	2020	2021
Monde	3,6	3,5	3,2	4,7	3,5
Pays avancés	1,7	2	1,4	0,7	3,1
Etats-Unis	2,1	2,4	1,8	1,2	4,7
Zone euro	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6
Japon	0,5	1	0,5	0,5	0,0
Pays Émergents et en développement	5	5,1	5,1	5,9	4,9
Chine	1,6	2,1	2,9	2,4	0,9
Inde	3,6	3,4	4,8	6,2	5,5
Afrique subsaharienne	10,7	8,3	8,2	10,2	11,1

Source: FMI (www.imf.org)

I.3. Politique monétaire et marchés financiers

Dans le cadre des programmes de soutien aux économies face aux effets de la pandémie de Covid-19, les banques centrales ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes en 2021.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a reconduit la fourchette cible des taux, qui était situé entre 0,0 et -0,25%. Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu les taux d'intérêt directeurs des principales opérations de refinancement (0,00%), de la facilité de prêt marginal (0,25%) et de la facilité de dépôt (-0,50%). Elle a également poursuivi son programme d'achat des actifs et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de financement favorables aux entreprises et aux ménages. La Banque Centrale du Japon a maintenu le taux d'intérêt directeur à -0,10%.

Sur les marchés financiers la reprise économique a largement contribué à l'augmentation des principaux indices des actions malgré les pressions inflationnistes manifestées surtout au deuxième semestre de 2021. L'indice des actions mondiales MSCI ACWI s'est accru de 19,1%, l'indice phare américain S&P 500 a enregistré des records historiques de plus de 28,0%. L'indice de référence de la Zone Euro, l'Euro Stoxx 50 a affiché une performance de +23,3% à fin 2021.

Sur les marchés obligataires, les performances ont été plus mitigées, en liaison avec le niveau historiquement bas des taux de politique

monétaire accommodante des banques centrales et les niveaux d'inflation plus élevées. Dans la Zone euro, le marché obligataire a enregistré des performances négatives (-3,4%) pour le principal indice FTSE de cette zone.

I.4. Activité économique dans les pays de la CEA

En 2021, l'activité économique pour l'ensemble des pays de la Communauté Est Africaine (CEA) s'est accélérée (6,2 contre 0,9%). Cette accélération de l'activité économique est principalement liée à la levée des restrictions sur les mouvements de la population, aux bonnes productions agricoles et aux investissements en infrastructures.

Tableau 3 : Evolution de la croissance du PIB de la CEA (en %)

	2017	2018	2019	2020	2021
Burundi*	3,8	5,3	4,5	0,3	3,1
Kenya	4,9	6,3	5,4	-0,1	7,2
Ouganda	5,0	6,0	8,0	-2,1	5,1
Rwanda	6,1	8,6	9,4	-0,2	10,2
Tanzanie	6,8	7,0	7,0	1,0	4,9
Sud Soudan		-5,9	0,9	-6,6	5,3
CEA	5,6	5,6	6,3	0,9	6,2
AfSS	3,0	4,2	3,1	-1,7	4,5

Sources : FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, avril 2022;

*MFBPE, Cadre macroéconomique, octobre 2022

II. 1. Production et prix

II.1.1. Production

En 2021, l'activité économique s'est accrue de 3,1 contre 0,3% en 2020, essentiellement en liaison avec la croissance de l'activité dans le sec-

teur primaire (4,7 contre 0,4%) et tertiaire (2,5 contre -3,4%). Toutefois, elle a décéléré dans le secteur secondaire (2,1 contre 11,3%).

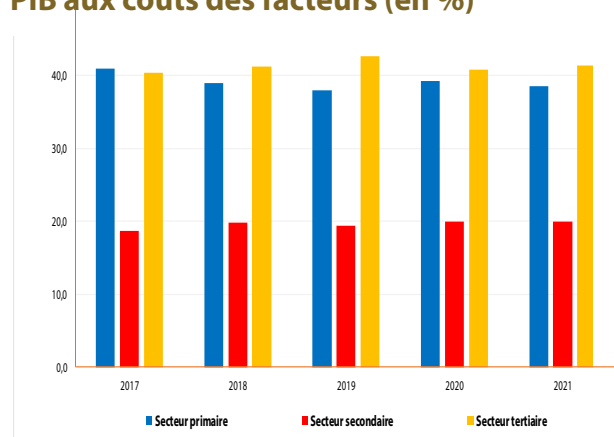
Tableau 4 : Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi

	2017	2018	2019	2020*	2021*
A. PIB en Milliards de Francs burundais à prix courants					
1. Secteur primaire	2 132,7	2 090,9	2 122,1	2 359,8	2 620,9
2. Secteur secondaire	968,1	1 059,8	1 085,5	1 196,8	1 357,6
3. Secteur tertiaire	2 099,3	2 208,9	2 388,0	2 447,5	2 813,5
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	5 200,1	5 359,7	5 595,6	6 004,2	6 792,0
5. Impôts indirects moins subventions	502,0	554,7	621,3	651,4	714,4
6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ (4 + 5)	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6	7 506,4
B. Variations du PIB réel (en %) à prix constants de 2005					
1. Secteur primaire	0,2	7,4	2,8	0,4	4,7
2. Secteur secondaire	7,6	2,5	1,1	11,3	2,1
3. Secteur tertiaire	4,0	3,2	7,2	-3,4	2,5
4. PIB AU COUT DES FACTEURS	3,5	4,3	4,7	0,6	3,0
5. Impôts indirects moins subventions	6,2	12,9	3,0	-1,7	3,5
6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	3,8	5,3	4,5	0,3	3,1

(*) : Données provisoires

Source : Cadrage Macroéconomique, juin 2022

Graphique 2 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

La répartition des différents secteurs dans le PIB aux coûts des facteurs montre que les parts des secteurs secondaire (20,0 contre 19,9%) et tertiaire (41,4 contre 40,8%) ont légèrement augmenté tandis que celle du secteur primaire (38,6 contre 39,3%) a légèrement reculé.

II.1.1.1. Secteur primaire

L'amélioration de l'activité dans le secteur primaire (4,7 contre 0,4%) a particulièrement concerné les branches de l'agriculture vivrière (5,3 contre 0,8%) et d'élevage (15,1 contre -22,7%).

a. Agriculture vivrière

La production des principales cultures vivrières a augmenté de 12,7%, s'établissant à 7.783.693 contre 6.907.251 T en 2020, grâce aux bonnes conditions climatiques qui ont prévalu au cours

de l'année 2021, l'utilisation des semences sélectionnées et l'utilisation des fertilisants.



Champ de variétés de Maïs sélectionné dans la province de Kayanza

Tableau 5 : Principales productions vivrières (en T)

Année/Culture	2017	2018	2019	2020	2021
Bananes	830 952	1 654 955	1 179 759	917 298	1 301 443
Tubercules	3 369 046	3 272 393	3 544 646	4 519 890	4 314 259
Céréales	318 728	585 162	503 960	686 287	1 164 933
Légumineuses (+Oléagineux)	383 112	405 605	711 731	783 776	1 003 058
Total	4 901 838	5 918 115	5 940 096	6 907 251	7 783 693

Source : Statistiques du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement

b. Pêche

Les prises de poissons sur le lac Tanganyika se sont établies à 22.160 contre 22.003 T d'une année à l'autre, soit une légère augmentation de

0,7%. Par contre, la production dans les lacs du Nord a baissé de 2,7%, passant de 4.236 à 4.121T.

Tableau 6 : Evolution de la production de poissons (en T)

	2017	2018	2019	2020	2021
LACTANGANIKA					
Pêche artisanale	17 766	19 056	17 047	20 247	20 410
Pêche coutumière	1 746	2 226	2 621	1 756	1 750
LACS DU NORD					
Pêche coutumière	5 334	5 001	4 768	4 236	4 121
TOTAL	24 846	26 283	24 436	26 239	26 281

Source: ENAB

c. Elevage

Dans le domaine de l'élevage, les activités d'encadrement et d'amélioration de la production animale ont été poursuivies. Ainsi, dans le cadre de l'amélioration génétique du cheptel, 6.529 bovins ont été inséminés et 1.958 naissances par insémination ont été enregistrées. L'effectif du bétail a globalement augmenté,

s'établissant à 1.117.598 contre 838.991 têtes de bovins en 2020, et à 4.182.683 contre 2.788.052 têtes pour les caprins. De même, l'effectif des porcins a augmenté, se situant à 1.347.582 contre 794.974 têtes de porcins l'année précédente. Toutefois, celui des ovins a diminué, à 635.183 têtes contre 759.687 en 2020.

Tableau 7 : Evolution de l'effectif du cheptel

	2017	2018	2019	2020	2021
Bovins	1 044 649	1 110 936	756 036	838 991	1 117 598
Caprins	3 043 059	3 249 827	3 227 903	2 788 052	4 182 683
Ovins	512 882	548 608	728 050	759 687	635 183
Porcins	708 867	774 689	804 013	794 974	1 347 582

Source: ENAB

d. Agriculture d'exportation



Plantation du palmier à huile à Kivoga, à Bujumbura Rural

En 2021, la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation a décliné par rapport à l'année précédente (-14,1 contre 18,3%), suite à la forte décroissance de la valeur ajoutée du café (-61,9 contre 94,9%) et de la décélération de la valeur ajoutée des autres cultures d'exportation (9,5 contre 40,0%).

• Café

La production du café arabica en parche a diminué de 57,2% par rapport à celle de la même période de l'année précédente, passant de 18.580 à 7.952 tonnes, suite à la cyclicité des caféiers. Par conséquent, le volume total du café vert a diminué de 54,9%, se fixant à 5.526 contre 12.262 tonnes.

Tableau 8 : Production du café arabica à fin décembre 2021 (en T)

Campagne	Café parche	Café vert	Rendement (en %)
2014/2015	18 450	12 829	69,5
2015/2016	22 009	17 454	79,3
2016/2017	17 908	11 760	65,7
2017/2018	21 535	15 229	70,7
2018/2019	30 633	20 074	65,5
2019/2020	10 366	7 511	72,5
2020/2021	18 580	12 262	66,0
2021/2022	7 952	5 526	69,5

Source: ODCA

Le volume total du café vendu s'est établi à 16.578,9 contre 5.708,4 tonnes pour l'exercice 2020, à un prix moyen de 4.565,1 BIF/kg ou 104,5 cts/lb. Le prix moyen sur le marché international calculé par l'Organisation Internationale du Café (OIC) a augmenté, s'établissant à 112,7,94 contre 108,0 cts/lb, suite principalement à la baisse de la production des principaux pays producteurs comme le Brésil et la Colombie. Toutefois, les recettes d'exportation du café ont diminué de 5,7%, s'établissant à 59.087,5 contre 62.637,8 MBIF suite au décalage de rapatriement des recettes d'exportations.

• Coton

La production du coton a augmenté de 32,4% au cours de l'année 2021, s'établissant à 1.010 contre 763 tonnes l'année précédente, principalement liée à l'augmentation de la superficie exploitée.

Tableau 9 : Production de coton et superficies exploitées par région

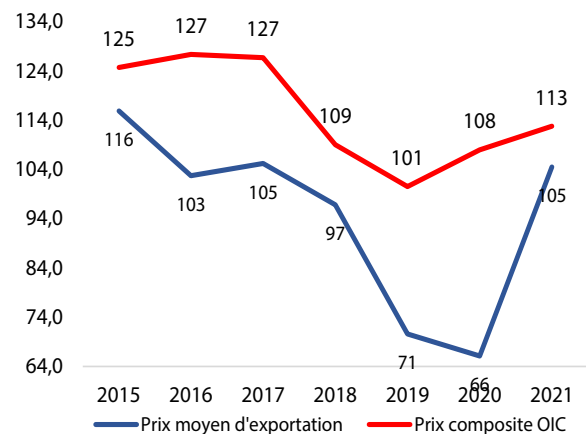
	2017	2018	2019	2020	2021
A. Superficies exploitées (en Ha)					
Imbo Nord	1 425	1 691	1 288	1 428	1 812
Imbo Sud	1 126	1 291	1 050	316	280
MOSO	65	50	62	67	71
TOTAL	2 616	3 032	2 400	1 811	2 163
B. Production (en tonnes)					
Imbo Nord	811	1 412	516	616	876
Imbo Sud	776	643	326	128	115
Moso	35	11	28	19	19
TOTAL	1 622	2 067	870	763	1 010
Rendement (kg/ha)	703	681	362	421	467
Coton fibre (en tonnes)	779	868	365	302	406

Source : COGERCO

• Thé

La production du thé en feuilles vertes a régressé de 2,1%, s'établissant à 53.676 contre 54.810 tonnes en 2020. Par contre, le volume de thé sec produit a légèrement augmenté de 0,4%,

Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café (en cts/lb)



Source : BRB, à partir des données de l'ODECA et de l'OIC

De même, le rendement par hectare a augmenté, s'établissant à 467 contre 421 kg/ha d'une année à l'autre. Le volume du coton-fibre obtenu après usinage a augmenté de 34,4%, passant de 302 à 406 tonnes.

passant de 11.376 à 11.426 tonnes d'une année à l'autre. Ainsi, le rendement moyen à l'usinage a légèrement augmenté (21,3 contre 20,8%).

Tableau 10 : Production du thé (en T)

	2017	2018	2019	2020	2021
Production de l'OTB					
Feuilles vertes	44 773	37 411	51 351	52 097	52 127
Thé sec	9 706	7 718	10 866	10 920	11 109
Production de PROTHEM					
Feuilles vertes	4 399	2 782	2 647	2 713	1 549
Thé sec	951	605	577	456	317
Total					
Feuilles vertes	49 172	40 193	53 998	54 810	53 676
Thé sec	10 657	8 323	11 443	11 376	11 426
Rendement	21,7	20,7	21,2	20,8	21,3

Source : Rapports OTB et PROTHEM

La quantité de thé sec vendue en 2021 a augmenté de 4,0% par rapport à l'année précédente, se fixant à 10.597,0 contre 10.185,7 tonnes. Par contre, les recettes ont légèrement diminué de 0,9%, s'établissant à 42.420 contre 42.800

MBIF, suite à la baisse du prix moyen tant aux enchères de Mombassa (3.977 contre 4.211 BIF/kg) qu'aux ventes directes (4.303 contre 4.530 BIF/kg).

Tableau 11 : Vente de thé sec

Marché/Année		2017	2018	2019	2020	2021
1. Ventes locales	Tonnes	418,0	572,0	569,0	632,5	675,0
	Prix moyen (BIF/Kg)	3 242,0	3 440,0	3 126,0	3 046,0	3 105,0
	Valeur en MBIF	1 356,0	1 966,0	1 780,0	1 926,5	2 098,0
2. Exportations						
Enchères Mombassa	Tonnes	7 468,0	8 252,0	8 049,0	7 543,2	7 279,0
	Prix moyen (BIF/Kg)	5 044,0	4 463,0	4 065,0	4 211,0	3 977,0
	Valeur en MBIF	37 671,0	36 829,0	32 721,0	31 766,4	28 948,0
Ventes directes	Tonnes	1 752,0	1 625,0	1 773,0	2 010,0	2 643,0
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 929,0	4 837,0	4 265,0	4 530,0	4 303,0
	Valeur en MBIF	8 638,0	7 862,0	7 565,0	9 107,4	11 374,0
3. Total général	Tonnes	9 638,0	10 449,0	10 391,0	10 185,7	10 597,0
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 945,5	4 465,2	4 048,3	4 202,0	4 003,0
	Valeur en MBIF	47 665,0	46 657,0	42 066,0	42 800,3	42 420,0

Source: OTB

II.1.1.2. Secteur secondaire

L'activité dans le secteur secondaire a ralenti (2,1 contre 11,3%), en rapport particulièrement avec la décélération de la valeur ajoutée dans les branches des industries (-0,1 contre 5,0%) et de la construction (6,0 contre 30,4%).

L'indice moyen pondéré de la production industrielle a baissé de 1,6%, passant de 155,1 à 152,6 d'une année à l'autre, en liaison avec le recul de la production des industries alimentaires, particulièrement de la production de sucre (-37,3%) et de cigarettes (-10,0%). Toutefois, la production des boissons de la BRARUDI s'est accrue de 5,9%.

Tableau 12 : Indice pondéré de la production industrielle

	2017	2018	2019	2020	2021
Industries alimentaires	128,0	127,6	126,4	142,4	137,8
dont : Boissons	84,5	88,9	90,6	95,4	101,0
Sucre	21,6	19,2	18,3	20,1	12,6
Industries chimiques	10,3	11,2	11,6	12,5	14,6
dont: Savons	6,3	7,2	7,1	7,9	8,4
Peinture	2,9	2,4	3,0	3,2	3,9
Autres industries	0,2	0,2	0,3	0,2	0,1
dont: Tubes en PVC	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1
Indice pondéré	138,5	139,1	138,3	155,1	152,6

Source: BRB, Compilé à partir des données fournies par les entreprises industrielles

La production d'électricité de la REGIDESO a baissé de 5,3%, s'élevant à 248,7 GWH contre 262,6 GWH enregistrée l'année précédente. Cette diminution est liée à baisse de la production de la Centrale Hydroélectrique de Mugeru et Rwegura, en rapport avec la faible pluviométrie. L'Office National de la Tourbe (ONATOUR) a poursuivi l'exploitation des tourbières des sites de Buyongwe, Gisozi, Gitanga, kidimbagu et Kashiru. La production s'est accrue, passant de 9.110,9 à 12.955,7 tonnes, en rapport avec les

anticipations d'augmentation des ventes.

Dans la branche de la construction, les activités de l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) ont principalement consisté à l'acquisition et gestion des immeubles et d'équipements de l'Etat, aux travaux d'aménagement et de viabilisation des parcelles à usage résidentiel et à la construction de logements à caractère social, aux travaux de protection du lac et de curage des rivières et ravins.

L'Agence Routière du Burundi a mené des travaux d'aménagement, de construction et de bitumage sur la RN18 (Kibumbu-Gitega), la RN16 (Bururi-Gakuba) et la RN3 (Nyanza-Lac-Rumonge et Gitaza-Rumonge). Elle a conduit des travaux de réhabilitation sur la RN5 (Bujumbura-Nyamitanga) et de traitement des points critiques sur la RN1, la RN2, la RN3, la RN9 et la RN11. D'autres travaux de réhabilitation, d'agrandissement et d'entretien des routes ont été effectués, notamment la réhabilitation des points critiques et l'amélioration de l'assainissement sur la RN7, la RN29 et les routes revêtues en Mairie de Bujumbura.



Route régionale réhabilitée reliant Tanzanie et Burundi, à MAKAMBA

II.1.1.3. Secteur tertiaire

L'activité dans le secteur tertiaire s'est accrue de 2,5 contre une contraction de 3,4%, en rapport avec l'amélioration de l'activité dans les branches de commerce (2,2 contre -5,5%), de transport et communication (16,9 contre -23,6%), de banques et assurances (20,3 contre -0,4%) ainsi que d'hébergement, restaurant et autres services marchands (6,8 contre -41,6%).

L'activité au port de Bujumbura s'est accrue par rapport à l'année précédente.

En effet, le tonnage de marchandises s'est accru de 9,2%, passant de 228.340,9 à 249.289,6 tonnes en liaison avec l'augmentation des importations de ciment.

Le trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE a augmenté de 70,7%, s'établissant à 4.248 contre 2.488 vols une année avant, en rapport avec la reprise des vols des aéronefs. Le nombre de passager s'est fortement accru, passant de 64.456 à 148.706 passagers.

Tableau 13 : Trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Arrivées					
Passagers	131 476,0	139 078,0	130 627,0	34 636,0	87 860,0
Bagages (en T)	2 097,0	0,0	0,0	285,0	96,0
Fret (en T)	2 042,5	1 609,8	2 065,6	1 979,1	1 507,3
Poste (en T)	47,2	36,5	38,7	40,0	22,0
Aéronefs	2 467,0	2 356,0	2 198,0	1 244,0	2 125,0
2. Départs					
Passagers	77 140,0	87 505,0	98 706,0	29 820,0	60 846,0
Bagages (en T)	348,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fret (en T)	119,7	180,7	176,7	196,4	319,0
Poste (en T)	62,3	63,3	44,7	7,0	33,6
Aéronefs	2 367,0	2 356,0	2 200,0	1 244,0	2 123,0

Source : AACB

Les recettes touristiques ont baissé de 18,2% d'une année à l'autre, passant de 1.392,9 à 1.139,5 MBIF, en raison des restrictions au voyage et au tourisme, liées à la persistance de la pandémie de la covid-19.

Au niveau des télécommunications, l'ARCT a procédé à l'octroi et au renouvellement des licences d'installation et d'exploitation des ressources en fréquences et en numéros ainsi qu'à l'octroi des autorisations de fourniture des services. Le chiffre d'affaires s'est accru de 6,5%,

passant de 103,9 contre 110,6 Mds de BIF d'une année à l'autre.

Dans le domaine des assurances, le montant total des primes perçues s'est accru de 20,7%, passant de 64.646,8 à 78.037,4 MBIF d'une année à l'autre. Le taux de croissance de la valeur ajoutée dans la branche « Administration publique » a décéléré (3,2 contre 4,8%). Les effectifs recrutés au niveau de la Fonction Publique ont baissé d'une année à l'autre, passant de 3.703 à 1.186.

II.1.2. Demande

En volume, les emplois se sont accrus (3,0 contre -0,2%) par rapport à l'année précédente, sous l'effet principalement de l'accélération de

la consommation (3,6 contre 0,3%) et des exportations (6,4 contre -2,7%).

Tableau 14 : Ressources et Emplois

	2017	2018	2019	2020*	2021*
A. Milliards de BIF (à prix courants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6	7 506,4
2. Importations (biens et services)	1 530,9	1 614,0	1 874,6	1 961,0	2 052,2
3. Ressources = Emplois	7 233,0	7 528,4	8 091,5	8 616,6	9 558,6
4. Dépenses intérieures	6 764,3	7 019,3	7 539,4	8 045,7	8 941,4
- Consommation	5 922,0	6 143,2	6 684,3	6 990,4	7 838,9
- Investissements Bruts	842,3	876,2	855,1	1 055,3	1 102,5
5. Exportations (biens et services)	468,7	509,1	552,1	570,8	617,2
B. Variations (à prix constants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	3,8	5,3	4,5	-0,3	3,1
2. Importations (biens & services)	13,7	6,1	0,3	0,4	2,9
3. Ressources = Emplois	6,7	5,5	3,2	-0,2	3,0
4. Dépenses intérieures	5,2	5,4	2,7	-0,1	2,8
- Consommation	5,3	5,4	3,3	0,3	3,6
- Investissements Bruts	4,7	5,3	0,1	-2,1	-0,9
5. Exportations (biens et services)	37,3	8,0	9,6	-2,7	6,4

(*) : Données provisoires à partir de l'année 2020.

Source : ISTEERU

En valeur, la demande intérieure a progressé (8.941,4 contre 8.045,7 MBIF), en liaison avec l'augmentation de la consommation finale (7.838,9 contre 6.990,4 MBIF) et, dans une moindre mesure, aux investissements bruts (1.102,5 contre 1.055,3 MBIF).

II.1.2.1 Ecart entre ressources et emplois

En 2021, les ressources intérieures n'ont pas couvert les emplois intérieurs. L'écart entre les emplois et les ressources, exprimé en pourcentage du PIB a légèrement baissé, s'établissant à 19,1 contre 20,9% l'année précédente.

Tableau 15 : Ecart entre les ressources et les emplois intérieurs en % du PIB

	2017	2018	2019	2020*	2021*
1. Emplois intérieurs	118,6	118,7	121,3	120,9	119,1
2. Ressources intérieures = PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	18,6	18,7	21,3	20,9	19,1
4. Importations de biens et services non facteurs	26,8	27,3	30,2	29,5	27,3
5. Exportations de biens et services non facteurs	8,2	8,6	8,9	8,6	8,2

(*) : Données provisoires

Source: ISTEERU

II.1.2.2. Epargne nationale

D'une année à l'autre, le déficit intérieur s'est presque stabilisé (-332,5 contre -334,8 Mds de BIF), en liaison avec le maintien du rythme de la consommation intérieure comparé à celui de la production intérieure.

Le besoin net de financement de l'économie a baissé, passant de 299,0 à 198,0 Mds de BIF, en rapport essentiellement avec l'augmentation du solde des revenus des services facteurs et des transferts unilatéraux (971,8 contre 832,0 Mds de BIF).

Tableau 16 : Epargne nationale brute en Mds de BIF

	2017	2018	2019	2020*	2021*
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6	7 506,4
2. Consommation privée et publique	5 922,0	6 143,2	6 684,3	6 990,4	7 838,9
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-219,9	-228,7	-467,4	-334,8	-332,5
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	412,9	459,9	678,3	832,0	971,8
5. Epargne nationale brute (3+4)	193,0	231,2	210,9	497,2	639,3
6. Transferts de capital nets	142,2	211,0	250,7	259,2	265,3
7. Investissements bruts	842,3	876,2	855,1	1 055,3	1 102,5
8. Besoin (-) ou capacité(+) net de financement (5-6)	-507,1	-433,9	-393,5	-299,0	-198,0

(*) : Données provisoires.

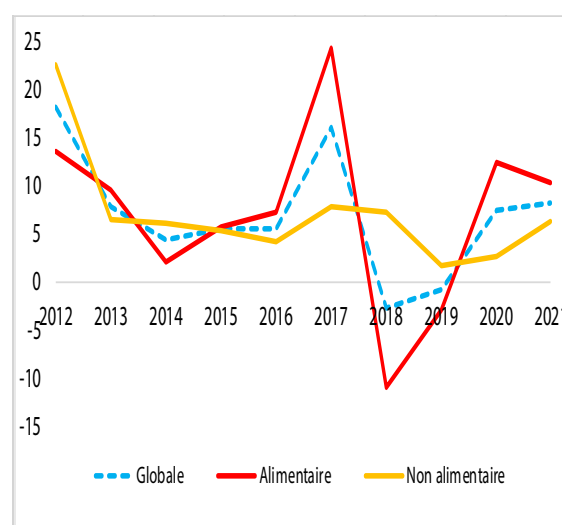
Source: BRB sur base des données du cadrage macroéconomique

II.1.3. Evolution de l'inflation

Au cours de l'année 2021, l'inflation globale s'est établie à 8,3 contre 7,5% en 2020 et a été tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (10,4 contre 12,5%) et non alimentaires (6,3 contre 2,6%).

La hausse des prix des produits non alimentaires a porté sur l'ensemble des sous rubriques, particulièrement: « santé » (28,8 contre 2,4%), « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (7,8 contre 5,1%) et « Ameublement, équipement manager et entretien courant de la maison » (5,5 contre 3,0%).

Graphique 4 : Evolution annuelle du taux d'inflation



Source : BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

L'inflation alimentaire a principalement porté sur les sous rubriques : « huiles et graisses » (28,9 contre 1,2%), « fruits » (25,3 contre 5,7%);

« légumes » (12,2 contre 17,2%) ; et « lait, fromage et œufs » (10,9 contre 6,9%).

Tableau 17 : Taux d'inflation par composantes

	2017	2018	2019	2020	2021
Alimentaire	24,4	-11,0	-2,9	12,5	10,4
-Pains et céréales	27,1	-15,4	0,5	11,6	3,6
-Viande	10,4	5,9	4,4	17,2	10,1
- Poisson	27,2	14,8	4,3	5,0	4,6
- Lait, fromage et œufs	9,2	2,7	5,0	6,9	10,9
- Huiles et graisses	5,1	10,6	2,6	1,2	28,9
- Fruits	16,7	2,1	-1,7	5,7	25,3
- Légumes	28,1	-17,5	-6,7	17,2	12,2
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	21,0	-6,6	0,1	5,3	-2,9
- Produits alimentaires non définis ailleurs	7,7	3,6	4,2	9,4	1,2
Non alimentaire	7,9	7,4	1,8	2,6	6,3
- Boissons alcoolisées et Tabac	9,3	6,0	-0,9	1,8	4,5
- Articles d'habillement et articles chaussants	10,8	6,4	3,2	4,8	5,5
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	7,4	12,4	2,5	5,1	7,8
- Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	9,8	6,4	2,8	3,0	5,5
- Santé	3,9	8,8	3,5	2,4	28,8
- Transport	9,0	8,9	0,8	-1,2	1,6
- Communications	0,7	0,9	0,4	-0,3	2,1
- Loisirs et culture	7,4	6,6	6,9	6,4	1,0
- Enseignement, éducation	14,5	22,8	2,2	1,7	5,0
- Hôtellerie, café et restauration	7,3	5,7	-0,4	1,7	3,8
- Autres biens et services	7,2	8,3	2,2	3,1	3,3
Globale	16,1	-2,6	-0,7	7,5	8,3

Source: BRB, calculs établis à partir des données de l'ISTEEBU

II.2. Balance des paiements

La balance des paiements de l'année 2021 s'est soldée par un déficit des transactions courantes de 825.463,3 MBIF, en forte hausse par rapport à celui de l'année précédente (616.389,4 MBIF). Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit du compte courant représente 11,0 contre 9,3% en 2020. Le solde excédentaire du compte de capital, constitué principalement par des dons

projets, s'est légèrement amélioré (+2,3%), se fixant à 265.247,5 contre 259.195,1 MBIF en 2020.

Le compte financier s'est soldé par un déficit de 535.217,0 MBIF contre 372.414,3 MBIF en 2020, en rapport principalement avec le déficit du compte des autres investissements sous formes des prêts.

Tableau 18 : Balance des paiements (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
Compte courant	-642 760,7	-617 425,1	-644 151,2	-616 389,4	-825 463,3
Crédit	950 296,3	1 071 706,7	1 295 498,0	1 419 134,7	1 590 970,2
Débit	1 593 057,0	1 689 131,8	1 939 649,3	2 035 524,1	2 416 433,4
Biens	-824 359,0	-867 145,2	-995 108,5	-1 147 732,7	-1 432 024,3
Exports FOB	298 500,0	348 832,8	406 919,3	354 943,1	326 276,8
Imports FOB	1 122 859,0	1 215 977,9	1 402 027,9	1 502 675,8	1 758 301,1
Services	-231 342,6	-210 215,5	-327 324,0	-296 547,7	-358 863,0
Crédit	169 196,2	187 065,6	145 186,7	165 127,6	210 866,6
Débit	400 538,8	397 281,1	472 510,7	461 675,2	569 729,7
Revenus primaires	2 968,8	11 480,5	16 000,3	32 444,8	19 336,1
Crédit	27 590,7	29 844,2	36 274,0	54 663,7	50 047,5
Débit	24 621,9	18 363,6	20 273,7	22 218,9	30 711,3
Revenus secondaires	409 972,2	448 455,1	662 281,0	795 446,2	946 088,0
Crédit	455 009,4	505 964,2	707 118,0	844 400,4	1 003 779,3
Débit	45 037,3	57 509,2	44 837,0	48 954,2	57 691,3
Compte de capital	142 167,5	211 043,6	250 739,6	259 195,1	265 247,5
Crédit	145 127,8	211 888,2	254 136,5	260 191,2	265 881,5
Débit	2 960,3	844,5	3 396,9	996,1	634,0
Capacité (+)/ besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)	-500 593,2	-406 381,5	-393 411,6	-357 194,3	-560 215,7
Compte financier					
Capacité (+)/ besoin (-) de financement (du compte financier)	-502 066,5	-429 963,2	-427 004,5	-372 414,3	-535 217,0
Investissements directs	-269 748,0	0,0	-548,0	-14 528,7	-17 387,4
Acquisition nette d'actifs financiers	17,2	0,0	1 380,6	2 174,5	2 240,7
Accroissement net de passifs	269 765,2	0,0	1 928,6	16 703,3	19 628,2
Investissements de portefeuille	75 621,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	78 343,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	2 721,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-314 013,5	-374 650,9	-507 765,9	-319 075,0	-872 925,4
Acquisition nette d'actifs financiers	157 810,2	119 113,0	69 214,4	184 234,2	90 283,5
Accroissement net de passifs	471 823,7	493 763,9	576 980,3	503 309,2	963 208,9
Avoirs de réserves	6 073,5	-55 312,3	81 309,4	-38 810,6	355 095,8
Erreurs et omissions	-1 473,3	-23 581,7	-33 592,9	-15 220,0	24 998,8
Solde du compte courant en % du PIB	-11,3	-10,4	-10,4	-9,3	-11,0
Pour mémoire PIB (en milliards de BIF)	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6	7 506,4

Source: BRB

II.2.1. Compte des transactions courantes

En 2021, le solde des transactions courantes a enregistré un déficit de 825.463,3 MBIF contre 616.389,4 MBIF en 2020. Le solde des biens a continué de se détériorer, se fixant à 1.432.024,3 contre 1.147.732,7 MBIF l'année précédente. Cette détérioration a principalement résulté d'une forte hausse des importations de biens (+14,5%). Le déficit des services s'est également creusé (358.863,0 contre 296.547,7 MBIF), à la suite principalement de l'aggravation du déficit des services de transport et de ceux de la construction. L'excédent des revenus secondaires s'est accru (18,9%), se fixant à 946.088,0 contre 795.446,2 MBIF tandis que celui des revenus primaires a baissé, s'établissant à 19.336,13 contre 32.444,8 MBIF en 2020.

II.2.1.1. Balance commerciale

Le déficit commercial s'est accru en 2021, atteignant 1.709,0 contre 1.430,9 Mds de BIF en 2020. Ce creusement du déficit est tiré par une forte hausse des importations CIF (2.035,3 contre 1.741,9 Mds de BIF), largement supérieure à celle des exportations CIF (326,2 contre 311,0 Mds BIF).

II.2.1.1.1. Exportations de biens

Les exportations CIF ont atteint 326,2 milliards de BIF en 2021, en hausse de 4,9% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation a concerné aussi bien les exportations des produits primaires (2,6%) que celles des produits manufacturés (+9,7%).

Tableau 19 : Evolution des exportations de biens (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Produits primaires	233 498,0	253 182,4	260 871,2	210 716,9	216 238,4
dont: Café	63 433,4	72 827,9	69 796,3	58 726,9	54 427,9
Thé	50 068,9	46 407,2	40 663,8	40 192,8	45 394,7
Minéraux de Niobium	11 485,0	21 913,8	18 670,9	12 389,7	27 072,2
Or	101 494,2	100 775,8	123 428,5	88 036,5	80 170,5
2. Produits manufacturés	65 002,1	68 073,0	71 298,7	100 276,3	110 008,7
dont: Farine de blé	14 008,9	16 095,3	19 014,8	17 656,2	10 655,5
Bières	11 664,9	5 809,1	5 735,5	8 886,9	14 086,7
Cigarettes	11 683,5	6 445,5	7 476,8	13 185,0	12 090,3
Bouteilles en verre foncé	7 225,3	735,0	2 127,1	5 163,7	7 660,8
Total	298 500,1	321 255,4	332 169,9	310 993,2	326 247,1

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEERU)

Pour les produits primaires, les exportations des minerais de Niobium (+118,5%) et du thé (+12,9%) ont fortement augmenté.

Par contre, les exportations du café (-7,3%) et de l'or non monétaire (-8,9%) ont reculé d'une année à l'autre.

Quant aux exportations des produits manufacturés, la plus importante augmentation a concerné les bières (+58,5%) et les bouteilles en verre foncé (+48,4%). Toutefois, les exportations de la farine de blé ont considérablement baissé (-39,7%).

II.2.1.1.2. Importations de biens

D'une année à l'autre, les importations CIF ont augmenté de 16,8% en 2021, s'élevant à 2.035,3 contre 1.741,9 Mds de BIF en 2020. Cette augmentation des importations a porté aussi bien sur les biens de production (24,3 contre 1,5%)

que sur les biens de consommation (14,0 contre 1,1%). Cependant, les importations de biens d'équipement ont augmenté mais à un rythme moins important que celui de l'année précédente (6,2 contre 30,8%).

Tableau 20 : Evolution des importations de biens (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Biens de production	537 693,6	629 446,0	739 588,9	750 547,4	933 268,9
dont: Huiles minérales	218 454,6	274 147,6	296 812,2	263 208,0	329 495,1
Métallurgie	48 625,9	82 689,4	91 848,7	119 438,2	178 967,3
Alimentation	110 533,2	85 689,9	109 486,9	104 347,0	124 460,7
Construction	41 142,8	49 998,7	100 828,4	90 977,8	113 733,9
Agriculture et élevage	57 722,8	71 873,1	62 155,7	85 020,3	77 740,1
2. Biens d'équipement	229 884,5	275 997,2	278 899,7	364 785,2	387 420,3
dont: Matériel électrique	51 931,7	75 603,9	63 272,4	105 762,5	83 535,8
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	90 716,6	68 878,9	94 714,3	97 571,9	104 989,3
Chaudières, engins mécaniques	48 331,6	83 276,2	76 091,9	99 045,3	123 180,7
3. Biens de consommation	539 609,5	509 218,9	619 938,9	626 575,4	714 574,5
dont: Alimentaires	158 084,4	159 271,9	159 449,9	174 058,0	195 999,3
Pharmaceutiques	106 809,7	107 981,7	117 435,0	123 812,4	140 848,3
Textiles	78 759,1	55 789,0	87 898,2	60 222,2	78 935,5
Véhicules	39 958,0	42 344,3	66 287,0	80 604,4	76 694,8
Total	1 307 187,6	1 414 662,1	1 638 427,5	1 741 908,0	2 035 263,8

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEEBU)

Concernant les importations de biens de production, leur augmentation est principalement imputable aux huiles minérales (25,2%), aux biens métallurgiques (49,8%), aux biens destinés à la construction (25,0%) et à ceux destinés à l'alimentation (19,3%). En revanche, les importations des biens destinés à l'agriculture et élevage ont baissé (-8,6%).

L'accroissement des importations de biens d'équipement a, notamment, concerné les

chaudières et engins mécaniques (24,4%) et les tracteurs, véhicules et engins de transport (7,6%). Les importations du matériel électrique ont diminué (-21,0%).

S'agissant de la hausse des importations de biens de consommation, elle est notamment tirée par les biens alimentaires (12,6%), les textiles (31,1%) et les produits pharmaceutiques (13,8%).

II.2.1.1.3. Répartition géographique des échanges de biens

En 2021, l'Asie, l'Afrique et l'Europe sont restés, respectivement, les principaux partenaires commerciaux du Burundi. Au niveau des exportations, l'Asie a été la principale destination

des produits burundais, avec une part de 40,5% du total des exportations, en diminution par rapport à celle de l'année précédente (44,1%). Elle est suivie par l'Afrique (41,9 contre 38,4%), l'Europe (16,1 contre 16,3%), l'Amérique (1,3 contre 1,1%) et l'Océanie (0,2 contre 0,1% en 2020).

Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique (%)

	2017	2018	2019	2020	2021
Europe	19,0	21,1	16,6	16,3	16,1
dont: Suisse	5,1	5,3	5,7	4,9	1,9
Belgique	4,7	6,7	3,6	5,0	8,4
Allemagne	5,1	4,2	3,6	3,7	3,2
Royaume-Uni	2,8	2,5	2,2	1,7	1,8
Asie	49,2	50,2	55,0	44,1	40,5
dont: Emirats arabes Unis	34,9	34,0	39,2	32,2	27,5
Pakistan	8,2	7,3	6,2	5,6	5,9
Afrique	30,3	27,3	27,0	38,4	41,9
dont: RDC	15,7	10,5	10,5	19,6	20,7
Pays de l'EAC	6,9	9,2	8,1	10,1	12,3
Egypte	4,1	3,6	3,1	2,7	3,0
Amérique	1,4	1,3	1,3	1,1	1,3
Océanie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Total	100	100	100	100	100

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEEDU)

En Asie, le Burundi a principalement exporté vers les Emirats Arabes Unis et le Pakistan, à respectivement 27,5% et 5,9% du total des exportations contre 32,2% et 5,6% l'année précédente.

En Afrique, le pays a principalement exporté vers la R.D.C. (20,7 contre 19,6%) et vers les pays de l'EAC, notamment la Tanzanie (4,7%), le Kenya (3,6%) et l'Ouganda (3,9%).

Les exportations du Burundi vers l'Europe sont principalement destinées, vers la Belgique (8,4

contre 5,0%), l'Allemagne (3,2 contre 3,7%), la Suisse (1,9 contre 4,9%) et le Royaume-Uni (1,8 contre 1,7%).

De même, au niveau des importations, l'Asie est restée le principal fournisseur des biens au Burundi en 2021 (53,3 contre 51,4%), suivie de l'Afrique (30,6 contre 29,4%), l'Europe (14,4 contre 17,4%), l'Amérique (1,5 contre 1,6%) et l'Océanie (0,2% comme en 2020).

Tableau 22 : Répartition des importations par zone géographique (en % du total)

	2017	2018	2019	2020	2021
Europe	18,5	18,4	17,3	17,4	14,4
dont: Belgique	3,9	3,4	4,2	5,3	3,4
France	3,7	3,4	1,5	1,9	1,5
Allemagne	1,9	1,6	2,5	1,4	1,4
Royaume-Uni	0,8	1,0	1,8	2,1	1,6
Danemark	1,7	2,0	2,1	1,4	1,4
Asie	49,5	55,2	52,6	51,4	53,3
dont: Chine	14,1	13,0	15,1	15,6	18,2
Arabie Saoudite	8,6	17,2	15,1	11,8	12,7
Inde	13,0	7,1	7,7	9,5	8,6
Emirats arabes Unis	6,7	8,8	7,0	6,8	7,2
Japon	3,6	3,9	3,6	4,1	3,2
Afrique	28,4	24,6	28,0	29,4	30,6
dont: Pays de l'EAC	20,0	16,9	17,3	19,0	21,5
Zambie	4,0	3,2	4,9	3,6	3,6
Egypte	-	-	-	2,3	2,0
Afrique du Sud	1,2	1,2	2,2	1,7	0,9
Amerique	3,6	1,7	2,0	1,6	1,5
Océanie	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2
Total	100	100	100	100	100

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEUBU)

En Asie, les importations du Burundi ont provenu essentiellement des pays tels que la Chine (18,2 contre 15,6%), l'Arabie saoudite (12,7 contre 11,8%), l'Inde (8,6 contre 9,5%) et le Japon (3,2 contre 4,1%). En Afrique, le Burundi a principalement importé les biens provenant de la Zambie (3,6% comme en 2020), de l'Egypte (2,0 contre 2,3%) et dans les pays de la CEA, notamment, la Tanzanie (10,0 contre 8,6%), l'Ouganda (5,6 contre 5,0%) et le Kenya (5,5 contre 5,2%).

Les importations en provenance de l'Europe proviennent essentiellement de la Belgique (3,4 contre 5,3%), du Royaume-Uni (1,6 contre 2,1%), et de la France (1,5 contre 1,9%).

II.2.1.2. Balance des services

Par rapport à l'année précédente, le solde déficitaire des services s'est détérioré en 2021,

s'établissant à -358.863,0 contre -296.547,7 MBIF. Cette détérioration est imputable à la hausse plus importante des importations de services (+108.054,4 MBIF) par rapport à celle des exportations de services (+45.739,1 MBIF).

II.2.1.2.1. Les exportations des services

Les exportations des services ont enregistré une croissance annuelle de 27,7% en 2021, s'établissant à 210.866,6 contre 165.127,6 MBIF en 2020, en liaison avec l'accroissement des recettes des services fournis aux administrations publiques étrangères (+27,9%) et des services aux entreprises (+44,6%).

Tableau 23 : Exportations des services (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	0,0	132,1	256,7	2 198,0	1 586,2
3. Services de transports	3 238,9	3 952,8	2 889,4	3 766,9	6 154,3
dont: Fret	812,4	1 035,6	1 887,4	2 841,1	5 380,6
Passagers	2 346,8	2 743,8	913,3	14,7	290,9
4. Services de voyages	5 197,8	6 983,3	4 474,6	1 392,9	1 139,4
a. professionnels	735,9	550,1	628,6	381,2	320,8
b. personnels	4 461,8	6 433,2	3 846,0	1 011,6	818,7
5. Services de construction	0,0	2 266,5	0,0	485,4	0,0
6. Services d'assurance et de pension	1 539,6	1 400,1	2 926,0	5 480,9	6 085,7
7. Services financiers (autres qu'assurance)	1 456,9	1 385,4	767,9	951,7	493,5
8. Services d'utilisation de la propriété intellectuelle	23,7	0,0	0,0	0,0	34,7
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	5 471,7	7 438,3	5 712,2	7 989,3	6 431,5
10. Autres services aux entreprises	12 660,3	19 780,7	25 934,4	37 218,8	53 830,2
11. Services personnels, culturels et récréatifs	0,0	38,6	26,3	68,8	29,0
12. Services fournis par les administrations publiques, n.c.a	139 607,3	143 687,8	102 199,3	105 574,9	135 082,0
TOTAL	169 196,2	187 065,6	145 186,7	165 127,6	210 866,6

Source : BRB

II.2.1.2.2. Les importations des services

Les importations des services ont augmenté de 23,4% en 2021, atteignant 569.729,7 contre 461.675,2 MBIF en 2020. Cette augmentation

est principalement imputable à l'accroissement des services de transport (+18,8%) et de ceux de construction (+187,9%).

Tableau 24 : Importations des services (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	297,8	0,0	32,1	334,6	177,8
3. Services de transports	256 727,4	274 254,2	304 097,0	313 115,9	364 780,2
dont: Fret	216 989,5	240 086,7	268 517,5	290 616,5	345 518,8
Passagers	36 967,3	31 744,2	34 008,4	21 475,4	17 103,0
4. Services de voyage	41 481,7	40 635,1	46 759,7	22 214,8	37 374,1
a. professionnels	20 081,4	22 427,3	26 774,4	8 223,8	17 172,4
b. personnels	21 400,3	18 207,8	19 985,3	13 991,0	20 201,7
5. Services de construction	3 388,3	3 188,0	29 594,7	22 389,7	64 459,5
6. Services d'assurance et de pension	4 052,1	2 078,7	2 789,5	2 362,0	2 005,8
7. Services financiers (autres qu'assurance)	4 375,3	3 918,9	1 644,7	1 588,1	995,5
8. Services d'utilisation de la propriété intellectuelle	33,2	0,0	0,0	0,2	5 073,8
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	13 900,7	15 300,0	18 225,4	19 037,8	19 462,2
10. Autres services aux entreprises	36 368,5	34 074,2	51 176,1	50 358,1	45 477,9
11. Services personnels, culturels et récréatifs	46,1	23,6	14,5	509,7	33,8
12. Services aux administrations publiques, n.c.a	39 867,7	23 808,5	18 176,9	29 764,4	29 889,0
Total	400 538,8	397 281,1	472 603,5	461 675,2	569 729,6

Source : BRB

II.2.1.3. Les revenus primaires

Le compte des revenus primaires est essentiellement constitué de la rémunération des salariés et des revenus des investissements. Ce solde du compte des revenus primaires a

enregistré un excédent de 19.336,1 millions de BIF en 2021, en recul de 40,4% par rapport à l'année précédente. Le solde excédentaire des rémunérations des salariés a baissé (-12,1%) et le solde déficitaire des revenus d'investissements s'est creusé (45,0%) d'une année à l'autre.

Tableau 25 : Solde des revenus primaires (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Rémunérations des salariés	15 158,7	20 494,5	29 114,8	48 500,7	42 613,8
Crédit	23 054,0	27 198,3	35 835,2	54 250,1	48 299,9
Débit	7 895,3	6 703,9	6 720,5	5 749,4	5 686,1
2. Revenus des investissements	-12 189,7	-9 013,9	-13 111,9	-16 055,9	-23 277,7
Crédit	4 523,7	2 645,8	438,8	413,6	1 747,6
Débit	16 713,5	11 659,7	13 550,7	16 469,4	25 025,3
3. Autres revenus primaires	-0,2	0,0	-2,5	0,0	0,0
Crédit	13,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débit	13,1	0,0	2,5	0,0	0,0
Total	2 968,8	11 480,5	16 000,3	32 444,8	19 336,1

Source : BRB

II.2.1.4. Les revenus secondaires

Le solde excédentaire des revenus secondaires s'est accru de 18,9% en 2021, s'établissant à 946.088,0 contre 795.446,2 MBIF en 2020. Les soldes des transferts courants des administrations

publiques et du secteur privé ont augmenté, respectivement de 50,9% et de 12,9%. Les transferts personnels affichent une progression considérable sur les trois dernières années, et représentent 22,7% du total des revenus secondaires.

Tableau 26 : Revenus secondaires (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Administrations publiques	70 390,1	57 043,8	118 877,2	127 278,4	192 038,1
Crédit	74 089,5	57 043,8	118 877,2	145 834,0	217 294,1
Débit	3 699,4	0,0	0,0	18 555,6	25 256,0
2. Secteur privé	339 582,1	391 411,2	543 403,9	668 167,8	754 049,9
Crédit	380 920,0	448 920,4	588 240,8	698 566,4	786 485,1
Débit	41 337,9	57 509,2	44 837,0	30 398,6	32 435,3
a. Transfers personnels (transferts courants entre ménages)	16 009,4	31 203,4	108 516,8	165 470,0	215 023,1
Crédit	35 350,5	58 965,7	134 045,6	188 973,1	241 586,1
Débit	19 341,1	27 762,3	25 528,8	23 503,1	26 563,0
b. Autres transferts courants	323 572,7	360 207,8	434 887,1	502 697,9	539 026,8
Crédit	345 569,5	389 954,7	454 195,3	509 593,3	544 899,0
Débit	21 996,7	29 746,9	19 308,2	6 895,4	5 872,3
Total	409 972,2	448 455,1	662 281,0	795 446,2	946 088,0

Source : BRB

II.2.2. Compte de capital

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 265.247,5 contre 259.195,1 MBIF l'année précédente, soit une légère

augmentation de 2,3%. Ces transferts de capital sont essentiellement constitués des dons projets au profit de l'administration publique.

Tableau 27 : Compte de capital (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Transfert de Capital	142 167,5	211 043,6	250 739,6	259 195,1	265 247,5
2.1. Administrations publiques	142 845,8	211 207,0	252 873,3	256 372,3	254 500,2
Crédit	144 288,2	211 336,6	253 937,0	257 023,4	254 925,4
Débit	1 442,3	129,5	1 063,7	651,1	425,1
2.2 Autres secteurs	-678,3	-163,4	-2 133,7	2 822,8	10 747,3
Crédit	839,7	551,6	199,5	3 167,8	10 956,1
Débit	1 518,0	715,0	2 333,2	345,0	208,9
Total	142 167,5	211 043,6	250 739,6	259 195,1	265 247,5

Source : BRB

II.2.3. Compte des opérations financières

Le compte financier a dégagé un solde déficitaire plus alourdi par rapport à celui de l'année précédente, atteignant à 535.217,0 contre 372.414,3 MBIF en 2020. Ce résultat est principalement imputable à l'accroissement du déficit du solde des autres investissements (-872.925,3 contre -319.075,0 MBIF en 2020) et

à l'allocation des DTS par le FMI d'un montant équivalent à 415.983,2 MBIF que le Burundi a bénéficié en août 2021. En conséquence, les avoirs de réserves ont augmenté de 355.095,8 MBIF alors qu'ils avaient baissé de 38.810,6 MBIF l'année précédente.

Tableau 28 : Compte des opérations financières (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	-269 748,0	0,0	-548,0	-14 528,7	-17 387,4
Acquisition nette d'actifs financiers	17,2	0,0	1 380,6	2 174,5	2 240,7
Accroissement net des passifs	269 765,2	0,0	1 928,6	16 703,3	19 628,2
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	75 621,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	78 343,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	2 721,9	0,0	0,0	0,0	0,0
3. DERIVES FINANCIERS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. AUTRES INVESTISSEMENTS	-314 013,5	-374 651,0	-507 765,9	-319 075,0	-872 925,4
Acquisitions nettes d'actifs financiers	157 810,2	119 113,0	69 214,4	184 234,2	90 283,5
4.1 Autres participations	0,0	0,0	188,1	0,0	2 852,6
4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts	13 810,8	4 016,6	-5 387,4	85 282,2	-20 316,3
Banque centrale	7 172,7	4 750,1	3 998,4	38 298,3	-7 164,9
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	6 638,1	-733,6	-9 385,8	46 983,9	-13 151,3
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.3 Prêts	-1 671,5	-2 413,4	225,3	1 005,0	-1 303,6
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	-1 671,5	-2 413,4	-688,0	905,4	616,9
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs (autres sociétés financières, non financières, ménages et ISBLM)	0,0	0,0	913,3	99,6	-1 920,5
4.4 Crédits commerciaux (accordés)	143 060,1	120 391,4	69 586,1	99 662,7	112 010,0
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM)	143 060,1	120 391,4	69 586,1	99 662,7	112 010,0
4.5. Autres comptes à recevoir	2 610,8	-2 881,6	4 602,4	-1 715,8	-2 959,2
Accroissement net des passifs	471 823,7	493 763,9	576 980,3	503 309,2	963 208,9
4.1 Autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts	31 149,5	-1 977,1	18 548,9	9 477,9	52 032,0
Banque centrale	4 836,3	2 826,1	4 718,3	-8 610,6	25 894,1
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	26 313,2	-4 803,3	13 830,6	18 088,6	26 138,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.3 Prêts	-48 952,2	25 105,1	161 367,4	52 620,2	193 437,4
Banque centrale	-28 353,1	-31 562,2	45 255,5	-41 133,8	-52 437,5
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	-13 832,0	29 210,5	16 274,8	66 427,9	25 660,1
Administration publique	-1 825,9	29 309,9	99 706,0	27 475,9	219 767,5
Autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM)	-4 941,1	-1 853,2	131,1	-149,8	447,3
4.4. Crédits commerciaux (reçus)	489 616,2	470 641,1	396 987,4	441 200,7	301 724,8
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs (autres sociétés non financières, ménages et ISBLM)	489 616,2	470 641,1	396 987,4	441 200,7	301 724,8
4.5. Autres comptes à payer	10,3	-5,1	76,6	10,4	31,4
4.6 Droits de tirage spéciaux (endettement net)	0,0	0,0	0,0	0,0	415 983,2
5. Avoirs de réservés	6 073,5	-55 312,3	81 309,4	-38 810,6	355 095,8
Solde du compte financier	-502 066,5	-429 963,2	-427 004,5	-372 414,3	-535 217,0

Source : BRB

II.3. Finances publiques

Au cours de l'année 2021, le déficit des finances publiques (dons compris) a diminué par rapport à celui de l'année précédente (-217.888,9 contre -414.729,4 MBIF).

Rapporté au PIB, le ratio du déficit global (dons compris) a baissé et s'est établi à 2,9 contre 6,2% en 2020.

Tableau 29 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	Prévisions 2021	Tx de réal
A. Recettes et dons	898 430,8	1 048 225,7	1 244 007,7	1 330 290,8	1 492 247,4	1 492 437,2	100,0
1. Recettes	754 142,6	836 889,2	990 070,8	1 073 267,4	1 237 322,0	1 161 387,9	106,5
Recettes fiscales	699 090,9	770 877,9	890 452,3	970 491,0	1 098 871,5	1 039 836,1	105,7
Recettes non fiscales	55 051,7	66 011,3	99 618,4	102 776,4	138 450,5	102 681,6	134,8
Recettes exceptionnelles	-	-	-	-	-	18 859,7	0,0
2. Dons	144 288,2	211 336,6	253 936,9	257 023,4	254 925,4	331 049,3	77,0
Dons courants	-	-	-	-	-	-	-
Dons en capital	144 288,2	211 336,6	253 936,9	257 023,4	254 925,4	331 049,3	77,0
B. Dépenses	1 145 251,2	1 312 439,4	1 514 529,1	1 745 020,2	1 710 136,3	1 644 950,1	104,0
a. Dépenses courantes	863 733,7	914 155,8	929 222,8	1 318 231,3	1 159 530,9	1 002 425,5	115,7
dont: Dépenses sur biens et services	546 058,3	578 213,8	603 298,9	728 860,6	652 708,7	616 929,8	105,8
Salaires	385 815,5	408 657,4	441 630,5	532 122,9	484 297,8	482 608,0	100,4
Achats de biens et autres services	160 242,9	169 556,4	161 668,4	196 737,6	168 410,9	134 321,9	125,4
Subventions et autres transferts	278 331,0	290 373,5	289 936,8	508 935,2	310 966,0	306 660,3	101,4
Solde courant hors dons	-109 591,0	-77 266,7	60 848,0	-244 963,9	77 791,2	-	-
Solde courant dons compris	34 697,1	134 069,9	314 784,9	12 059,5	332 716,5	-	-
b. Dépenses en capital	281 517,5	398 283,5	585 306,3	426 788,9	550 605,4	642 524,6	85,7
Solde global hors dons (base droits constatés)	-391 108,6	-475 550,2	-524 458,4	-671 752,8	-472 814,3	-	-
Solde global dons compris (base droits constatés)	-246 820,4	-264 213,6	-270 521,4	-414 729,4	-217 888,9	-	-
C. Financement	246 820,4	264 213,6	270 521,4	414 729,4	217 888,9	-	-
1. Financement extérieur	-1 825,9	29 310,0	99 706,0	37 935,3	223 579,7	13 905,8	-
2. Financement intérieur net	268 389,8	236 502,6	232 305,1	417 891,5	-98 957,2	138 607,1	-
a. Secteur bancaire	228 782,2	248 385,9	250 535,1	372 001,5	-126 907,2	108 326,7	-
b. Secteur non bancaire	39 607,6	-11 883,3	-18 230,0	45 890,0	27 950,0	30 280,4	-
3. Erreurs et omissions	-19 743,5	-1 598,9	-61 489,6	-41 097,4	93 266,4	-	-
En % du PIB							
Recettes et dons	15,8	17,7	20,0	20,0	19,9	-	-
Dépenses	20,1	22,2	24,4	26,2	22,8	-	-
Solde primaire	-1,9	-1,3	1,0	-3,7	1,0	-	-
Solde budgétaire global hors dons	-6,9	-8,0	-8,4	-10,1	-6,3	-	-
Solde budgétaire global dons inclus	-4,3	-4,5	-4,4	-6,2	-2,9	-	-
Pour mémoire: PIB (en milliards de BIF)	5 702 100,0	5 914 419,0	6 216 903,0	6 655 687,0	7 506 400,0	-	-

Source : MFBPE et BRB

II.3.1. Recettes et dons

Les ressources totales de l'Etat se sont accrues de 12,2%, s'établissant à 1.492,2 contre 1.330,3 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation des recettes (1.237,3 contre 1.073,3 Mds de BIF). Par contre, les dons ont légèrement diminué de 0,8%, passant de 257.023,4 à 254.925,4 MBIF.

Par rapport aux prévisions budgétaires (1.492,4 Mds de BIF), le taux de réalisation des ressources totales de l'Etat a été de 100,0 contre 94,6% de l'année précédente. Les recettes ont été réalisées à hauteur de 106,5% et les dons à hauteur de 77,0%.

Tableau 30 : Recettes et dons (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	(2021\2020)	%
I. Recettes	754 142,6	836 889,2	990 070,8	1 073 267,4	1 237 322,0	164 054,7	15,3
1. Recettes fiscales	699 090,9	770 877,9	890 452,3	970 491,0	1 098 871,5	128 380,6	13,2
- Impôts sur les revenus	151 525,7	171 677,7	218 012,3	218 521,2	230 064,9	11 543,7	5,3
Sociétés	76 039,2	106 417,0	147 127,6	139 866,5	140 723,4	856,9	0,6
Personnes physiques	75 233,5	64 979,4	70 668,6	78 461,2	89 020,4	10 559,2	13,5
Autres impôts sur les revenus	253,0	281,3	216,1	193,4	321,0	127,6	66,0
- Impôts sur le commerce intérieur	465 995,0	508 706,0	570 335,5	622 408,0	724 841,5	102 433,5	16,5
Taxes sur les transactions	270 127,5	300 362,4	340 843,1	370 183,7	438 001,2	67 817,4	18,3
Taxes de consommation sur le tabac	4 085,2	4 507,1	4 576,0	4 724,7	4 139,4	-585,3	-12,4
Taxes de consom./bière et boiss. gaz.	93 542,6	98 533,2	103 359,3	110 150,1	116 953,2	6 803,1	6,2
Autres impôts intérieurs	98 239,7	105 303,4	121 557,1	137 349,5	165 747,8	28 398,3	20,7
- Impôts sur le commerce extérieur	68 075,1	75 904,2	90 806,4	121 784,6	130 012,6	8 228,0	6,8
Taxes à l'importation	57 863,7	66 621,7	82 159,9	114 162,7	123 091,3	8 928,6	7,8
Taxes à l'exportation	419,5	1 099,2	324,0	187,5	416,7	229,2	122,3
Autres impôts sur le commerce extérieur	9 791,9	8 183,3	8 322,5	7 434,4	6 504,7	-929,8	-12,5
Compensation COMESA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres recettes fiscales	13 495,2	14 589,9	11 298,1	7 777,2	13 952,5	6 175,4	79,4
2. Recettes non fiscales	55 051,7	66 011,3	99 618,4	102 776,4	138 450,5	35 674,1	34,7
- Dividendes	10 734,2	16 607,1	41 922,6	43 507,4	40 530,2	-2 977,3	-6,8
- Autres recettes	44 317,5	49 404,2	57 695,8	59 269,0	97 920,3	38 651,4	65,2
3. Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
II. Dons	144 288,2	211 336,6	253 936,9	257 023,4	254 925,4	28 177,3	11,0
1. Dons courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Dons en capital	144 288,2	211 336,6	253 936,9	257 023,4	254 925,4	28 177,3	11,0
Total	898 430,8	1 048 225,8	1 244 007,7	1 330 290,4	1 492 247,4	192 232,0	14,5

Source : MFBPE et BRB

II.3.1.1. Recettes

Les recettes intérieures de l'Etat ont augmenté de 15,3% par rapport à l'année précédente (1.237,3 contre 1.073,32 Mds de BIF), en

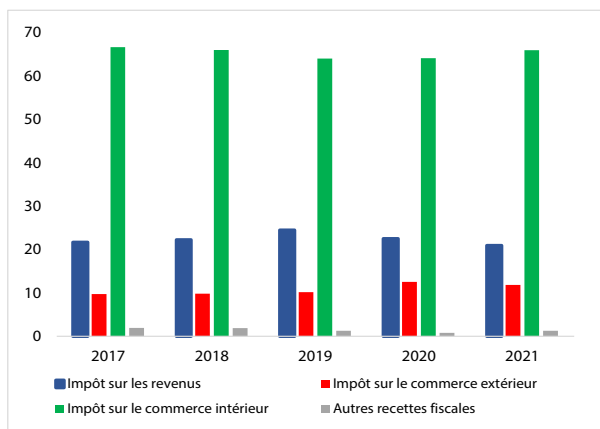
rapport avec l'accroissement des recettes fiscales (+128.380,6 MBIF) et non fiscales (+35.674,1MBIF).

II.3.1.1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont accrues de 13,2%, passant de 970.491,0 à 1.098.871,5 MBIF, grâce à la performance de la collecte fiscale par l'Office Burundais des Recettes. Le taux de réalisation s'est établi à 105,7 contre 105,8% l'année précédente.

La progression des recettes fiscales a porté sur l'impôt sur le commerce intérieur (+102.433,5 MBIF), l'impôt sur les revenus (+11.543,7 MBIF) et l'impôt sur le commerce extérieur (+8.228,0 MBIF), ainsi que sur les autres recettes fiscales (+6.175,4 MBIF).

Graphique 5 : Composition des recettes fiscales (en % du total)



Source : BRB sur base des statistiques MFBPE

La structure des recettes fiscales montre qu'elles sont dominées par l'impôt sur le commerce intérieur (66,0%) suivi par l'impôt sur les revenus (20,9%) et par l'impôt sur le commerce extérieur (11,8%), les autres recettes fiscales étant moins élevées (1,3%).

II.3.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont augmenté de 34,7%, s'établissant à 138.450,5 contre 102.776,4 MBIF. Cette hausse est liée à la progression

des « autres recettes » (+38.651,4 MBIF), les dividendes ayant diminué (-2.977,3 MBIF).

II.3.1.2. Dons

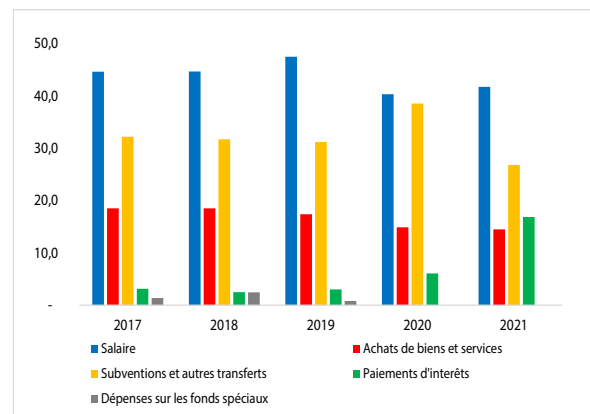
Les appuis extérieurs ont régressé de 0,8% par rapport à l'année précédente (254.925,4 contre 257.023,4 MBIF). Par rapport aux prévisions de 331.049,3 MBIF, les dons ont été réalisés à hauteur de 77,0%.

II.3.2. Dépenses

Par rapport à l'année précédente, les dépenses publiques ont régressé de 2,0%, passant de 1.745,0 à 1.710,1 Mds de BIF. Cette diminution a concerné les dépenses courantes (-158.700,4 MBIF) pendant que les dépenses en capital ont augmenté (+123.816,6 MBIF).

Au niveau de leur structure, les dépenses courantes et les dépenses en capital représentent respectivement 67,8% et 32,2% des dépenses totales. S'agissant des dépenses courantes, elles sont principalement constituées de salaires (41,8%), des achats de biens et autres services (14,5%), des subventions et autres transferts (26,8%) ainsi que des paiements d'intérêts (16,9%).

Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en % du total)



Source : BRB sur base des statistiques du MFBPE

Les dépenses en capital ont été financées par des ressources internes à raison de 205.312,5 MBIF et par des ressources externes sous forme de dons en capital (254.925,4 MBIF) et de tirages sur emprunts extérieurs (90.367,6 MBIF).

II.3.3. Solde global et financement

Le déficit des finances publiques (dons compris) s'est établi à 217.888,9 contre 414.729,4 MBIF en 2020 et a été financé par les ressources extérieures (223.579,7 MBIF).

Le financement extérieur net a fortement augmenté, s'établissant à 223.579,7 contre 37.935,3 MBIF, principalement en rapport

avec la progression des tirages sur prêts directs (+33.526,5MBIF) et tirages sur prêts budgétaires (155.493,78 MBIF) liés à la Facilité Rapide de Crédit octroyée par le FMI pour faire face à la Covid-19.

II.3.4. Dette publique

La dette publique s'est accrue de 11,7%, passant de 3.896,9 à 4.353,3 Mds de BIF. Cette augmentation a concerné aussi bien la dette intérieure (+7,5%) que la dette extérieure (+23,3%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représentait 58,0 en 2021 contre 58,6% en 2020.

Tableau 31 : Structure de la dette publique (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
Dette intérieure	1 647 896,9	1 937 821,9	2 314 927,1	2 850 353,5	3 063 201,0
1. Bons et obligations du Trésor	829 763,9	1 106 829,2	1 497 527,9	1 816 692,6	2 046 057,7
2. Engagements envers la B.R.B.	787 208,1	772 108,5	746 479,4	894 667,8	901 529,1
3. Autres	30 924,9	58 884,2	70 919,8	138 993,1	115 614,2
Dette extérieure	778 292,4	815 659,1	948 429,4	1 046 573,0	1 290 078,5
1. Dette directe	776 284,5	813 791,5	946 831,8	1 045 131,6	1 288 596,5
2. Dette indirecte	2 008,0	1 867,6	1 597,6	1 441,4	1 482,0
Total	2 426 125,9	2 753 481,0	3 263 356,5	3 896 926,5	4 353 279,5
En % de la dette totale					
Dette intérieure	67,9	70,4	70,9	73,1	70,4
1. Bons et obligations du Trésor	34,2	40,2	45,9	46,6	47,0
2. Engagements envers la B.R.B.	32,4	28,0	22,9	23,0	20,7
3. Autres	1,3	2,1	2,2	3,6	2,7
Dette extérieure	32,1	29,6	29,1	26,9	29,6
1. Dette directe	32,0	29,6	29,0	26,8	29,6
2. Dette indirecte	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En % du PIB					
Dette intérieure	28,9	32,8	37,2	42,8	40,8
Dette extérieure	13,6	13,8	15,3	15,7	17,2
Total	42,5	46,6	52,5	58,6	58,0
Pour mémoire: PIB en Mds BIF	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6	7 506,4

Source: BRB et MFBPE

II.3.4.1. Dette intérieure

La dette intérieure s'est accrue de 7,5%, passant de 2.850,4 à 3.063,2 Mds de BIF. Cette augmentation est essentiellement liée à l'accroissement des engagements de l'Etat envers les banques commerciales principalement sous forme de titres du trésor (+201.415,1 MBIF).

L'encours des titres du Trésor a augmenté de 12,6%, passant de 1.816,7 à 2.046,1 Mds de BIF. Cette augmentation a porté aussi bien sur les obligations (+10,9%) que sur les bons du Trésor (+37,9%).

Tableau 32 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
A. Banques Commerciales	643 490,6	932 439,2	1 341 367,9	1 614 642,6	1 816 057,7
Bons	459 750,2	88 202,7	57 683,0	99 484,0	135 495,9
Obligations	183 740,4	844 236,5	1 283 684,9	1 515 158,6	1 680 561,8
B. Secteur non Bancaire	186 273,3	174 390,0	156 160,0	202 050,0	230 000,0
Bons	136 090,0	103 240,0	17 360,0	14 450,0	21 600,0
Obligations	50 183,3	71 150,0	138 800,0	187 600,0	208 400,0
Total général	829 763,9	1 106 829,2	1 497 527,9	1 816 692,6	2 046 057,7
Total Bons	595 840,2	191 442,7	75 043,0	113 934,0	157 095,9
Total Obligations	233 923,7	915 386,5	1 422 484,9	1 702 758,6	1 888 961,8

Source : BRB et MFBPE

II.3.4.2. Dette extérieure

La dette extérieure s'est accrue de 23,3%, passant de 1.046,6 à 1.290,1 Mds BIF d'une fin d'année à l'autre. Cette augmentation a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (245.861,4 MBIF) et des plus-values de réévaluation (19.925,8 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette (22.281,6 MBIF). Les nouveaux tirages ont porté sur la dette di-

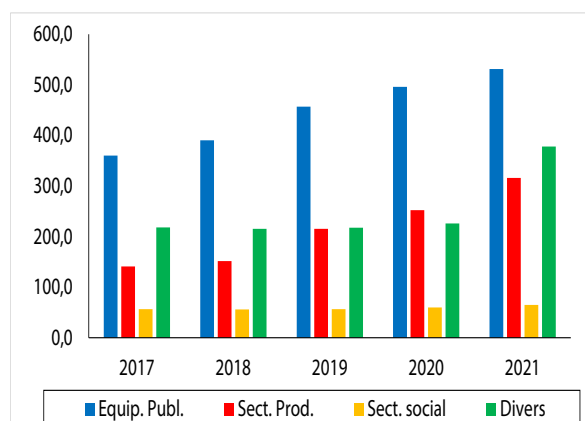
recte provenant de la BADEA (23.804,6 MBIF), de l'OPEP (23.118,57 MBIF), du BEI (14.009,7 MBIF) et du Fonds Saoudien (3.375,3 MBIF). Pour financer les projets d'investissement. L'Etat a également bénéficié d'un appui de la part du FMI sous forme de Facilité Rapide de Crédit de 155.498,8 MBIF afin de faire face à la pandémie de covid-19.

Tableau 33 : Dette extérieure (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
I. Dette directe					
a. Encours début période	722 482,7	776 284,5	813 791,5	946 831,8	1 045 131,6
b. Tirages	14 165,9	41 254,6	117 453,5	56 841,1	245 861,4
c. Réévaluation	55 385,7	8 005,2	32 998,4	60 153,8	19 885,1
d. Amortissements	15 749,8	11 752,8	17 411,6	18 695,1	22 281,6
e. Encours fin période	776 284,5	813 791,5	946 831,8	1 045 131,6	1 288 596,5
II. Dette indirecte					
a. Encours début période	2 148,1	2 008,0	1 867,6	1 597,6	1 441,4
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	101,8	51,5	65,9	54,4	40,7
d. Amortissements	242,0	191,8	335,9	210,6	0,0
e. Encours fin période	2 008,0	1 867,6	1 597,6	1 441,4	1 482,0
III. Dette totale (I et II)					
a. Encours début période	724 630,8	778 292,4	815 659,1	948 429,4	1 046 573,0
b. Tirages	14 165,9	41 254,6	117 453,5	56 841,1	245 861,4
c. Réévaluation	55 487,5	8 056,7	33 064,3	60 208,2	19 925,8
d. Amortissements	15 991,7	11 944,6	17 747,5	18 905,8	22 281,6
e. Encours fin période	778 292,4	815 659,1	948 429,4	1 046 573,0	1 290 078,5
IV. Dette totale/ PIB (en %)	13,6	13,8	15,3	15,7	17,2
PIB en Mds de BIF	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6	7 506,4

Source : BRB et MFBPE

La dette extérieure a principalement financé les équipements publics (41,2%), les projets divers (29,3%), les secteurs productifs (24,5%), et les secteurs sociaux (5,0%).

Graphique 7 : Dette extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)


Source : BRB sur base des statistiques du MFBPE

II.3.4.3. Service de la dette

En 2021, le service de la dette publique a diminué de 2,4%, se fixant à 67.414,9 contre 69.089,3 MBIF l'année précédente. Cette légère réduction a porté sur le remboursement de la dette intérieure en principal (18.222,9 contre 25.656,0 MBIF).

Le ratio du service de la dette par rapport aux recettes intérieures a diminué, s'établissant à 4,5 contre 5,3% l'année précédente. Le ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services non facteurs s'est accru, passant de 5,3 à 6,1% d'une année à l'autre.

Tableau 34 : Service de la dette (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
Service de la dette publique supporté par le budget	67 331,0	66 464,0	71 865,5	69 089,3	67 414,9
. Dette intérieure	43 528,7	49 416,2	44 502,4	41 761,8	34 764,2
Principal	24 693,2	31 229,2	26 985,5	25 656,0	18 222,9
Intérêts	18 835,5	18 187,0	17 516,9	16 105,8	16 541,3
. Dette extérieure	23 802,3	17 047,9	27 363,1	27 327,5	32 650,7
Principal	15 991,7	11 944,6	17 747,5	18 905,8	22 281,6
Intérêts	7 810,6	5 103,3	9 615,6	8 421,7	10 369,0
Recettes d'exportations de biens et services non facteurs	467 696,2	535 898,3	552 106,0	520 070,6	537 143,4
	En pourcentage				
Service de la dette publique par rapport aux dépenses du budget	5,9	5,1	4,7	4,1	4,0
. Dette intérieure	3,8	3,8	2,9	2,5	2,0
. Dette extérieure	2,1	1,3	1,8	1,6	1,9
Service de la dette publique par rapport aux ressources du budget	7,5	6,3	5,8	5,3	4,5
. Dette intérieure	4,9	4,7	3,6	3,2	2,3
. Dette extérieure	2,7	1,6	2,2	2,1	2,2
Service de la dette extérieure/recettes d'export. de biens et services non facteurs	5,1	3,2	5,0	5,3	6,1

Service : BRB

II.4. Secteur monétaire et financier

Le secteur monétaire traite des informations financières relatives aux institutions de dépôts composées de la Banque centrale, des banques commerciales et des institutions de microfinances. La consolidation de ces entités enrichies par les données de l'administration des postes permet de produire une situation monétaire qui dégage les agrégats monétaires indispensables dans la formulation et la conduite de la politique monétaire. Au cours de l'année 2021, le secteur bancaire s'est agrandi avec la transformation d'un établissement financier (FPHU) en une banque commerciale (BHB). Ainsi, d'une fin d'année à l'autre, la masse monétaire s'est accrue de 20,5% et les avoirs intérieurs nets de 23,0% tandis que les avoirs extérieurs nets ont régressé de 57,3%.

Les facteurs autonomes de la liquidité bancaire qui montrent le niveau de la liquidité des banques

sont demeurés à la base de la détermination du sens d'intervention de la Banque Centrale sur le marché monétaire.

La situation financière qui renferme les données de l'ensemble du secteur financier a permis de déterminer la liquidité de l'économie qui s'est accrue à un rythme moins rapide que celui de l'année précédente (15,3 contre 25,2%).

II.4.1. Situation monétaire

Les ressources et les emplois des institutions de dépôt se sont accrus à un rythme moins rapide que celui de l'année précédente (22,4 contre 24,3%), s'établissant à 3.989,0 contre 3.258,0 Mds de BIF. Cette décélération a porté sur la masse monétaire M3 (20,5 contre 24,1%) tandis que les autres ressources ont accéléré leur rythme de progression (32,8 contre 25,3%).

Tableau 35: Situation monétaire² à fin d'année (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
a) Avoirs extérieurs bruts	340 133,2	289 845,9	381 432,6	446 649,7	778 510,2
b) Engagements extérieurs	494 533,2	493 046,9	587 772,9	651 665,8	1 100 900,7
c) Créances nettes sur l'Etat	1 112 214,4	1 337 534,0	1 618 917,6	2 025 750,7	1 930 722,3
Crédit à l'Etat	1 461 623,5	1 763 431,9	2 158 766,3	2 647 828,5	2 850 858,2
Dépôts du secteur gouvernemental	349 409,1	425 897,9	539 848,7	622 077,8	920 135,9
d) Créances sur l'économie	892 751,8	1 031 951,6	1 208 667,7	1 437 282,0	2 380 755,9
Crédit	872 004,7	1 009 475,3	1 173 629,2	1 397 633,7	2 334 340,0
Autres créances	20 747,1	22 476,3	35 038,5	39 648,3	46 415,9
Ressources (I+II) = Emplois (a-b+c+d)	1 850 566,2	2 166 284,6	2 621 245,0	3 258 016,6	3 989 087,7
I. Masse monétaire (M3)	1 499 512,9	1 797 468,9	2 202 818,6	2 733 847,0	3 293 170,2
Masse monétaire (M2)	1 340 926,6	1 625 958,7	2 014 729,8	2 526 518,5	3 038 459,5
.Monnaie (M1)	995 743,0	1 210 240,6	1 430 096,8	1 803 120,5	2 051 223,9
-Circulation fiduciaire hors banques	263 500,5	295 598,6	359 960,0	433 279,2	478 831,7
-Dépôts à vue	732 242,5	914 642,0	1 070 136,8	1 369 841,3	1 572 392,2
.Quasi monnaie	345 183,6	415 718,1	584 633,0	723 398,0	987 235,6
Dépôts en devises des résidents	158 586,3	171 510,2	188 088,8	207 328,5	254 710,7
II. Autres ressources	351 053,3	368 815,7	418 426,4	524 169,6	695 917,5

Source: BRB

La croissance de la masse monétaire a résulté de l'augmentation des avoirs intérieurs nets, avec une contribution de 22,5 points de pourcentage. S'agissant des composantes des avoirs intérieurs nets, les créances sur l'économie et les créances nettes sur l'Etat ont contribué à la progression de la masse monétaire à hauteur de

14,8 et 12,0 points de pourcentage respectivement tandis que les autres postes nets ont exercé une incidence négative sur la croissance de M3 à concurrence de 4,3 points de pourcentage. Les avoirs extérieurs nets ont exercé une incidence restrictive sur la croissance M3 à hauteur de 2,0 points de pourcentage.

Tableau 36 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)

	2017	2018	2019	2020	2021
Masse monétaire M3	26,3	19,9	22,6	24,1	20,5
1. Avoirs extérieurs nets	1,9	-3,2	-0,2	0,1	-2,0
2. Avoirs intérieurs nets	24,4	23,1	22,8	24,0	22,5
- Crédit intérieurs nets	20,0	24,3	25,5	28,8	26,8
Créances nettes sur l'Etat	17,4	15,0	15,7	18,4	12,0
Créances sur l'économie	2,6	9,3	9,8	10,4	14,8
- Autres postes nets	4,4	-1,2	-2,7	-4,8	-4,3

Source: BRB

² Situation consolidée de la BRB et des autres institutions de dépôts

II.4.1.1. Masse monétaire et autres ressources

II.4.1.1.1. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire M3 (3.293,1 contre 2.733,8 Mds de BIF) a augmenté de 20,5% à fin décembre 2021 contre 24,1% à la fin de l'exercice précédent. Cette décélération du rythme de croissance de M3 a concerné l'agrégat monétaire M2 (20,3 contre 25,4%), tandis que les dépôts en devises des résidents ont accéléré (22,9 contre 10,2%).

S'agissant des composantes de M2, la décélération a concerné les dépôts à vue (14,8 contre 28,0%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (10,5 contre 20,4%), tandis que les dépôts à terme et d'épargne ont accéléré leur rythme de croissance (36,5 contre 23,7%).

La part des disponibilités monétaires dans l'agrégat M3 a diminué par rapport à l'année précédente, s'établissant à 62,3 contre 66,0%, tandis que celles des dépôts à terme et d'épargne et des avoirs en devises des résidents ont augmenté, passant respectivement de 26,5 à 30,0 et de 7,6 à 7,7%.

a. Monnaie

Les disponibilités monétaires se sont accrues de 13,8 contre 26,1% l'exercice précédent, passant de 1.803,1 à 2.051,1 Mds de BIF. Ce ralentissement a porté, à la fois, sur l'augmentation des dépôts à vue en BIF (14,8 contre 28,0%) et de la circulation fiduciaire hors institutions de dépôt (10,5 contre 20,4%). La part des dépôts à vue dans M1 a légèrement augmenté (76,7 contre 76,0%) au détriment de celle de la circulation fiduciaire qui a légèrement décéléré (23,3 contre 24,0%).

La diminution du taux de croissance des dépôts à vue en BIF a principalement porté sur les avoirs des ménages (15,3 contre 42,4%), des autres sociétés non financières (9,5 contre 17,4%) et ceux classés dans les autres comptes (20,7 contre 26,5%). Par contre, les dépôts à vue en BIF des sociétés non financières publiques ont accéléré leur rythme de croissance (88,0 contre 19,7%).

Tableau 37 : Dépôts à vue par détenteurs à fin d'année (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	
					en %	en %
Ménages	315 808,9	364 470,8	442 464,9	629 948,3	46,0	726 311,6
Autres sociétés non financières	298 478,2	435 018,3	508 679,3	597 243,0	43,6	653 924,0
Sociétés non financières publiques	34 852,6	31 328,4	23 681,2	28 337,7	2,1	53 288,8
Administrations locales	3 799,1	3 560,4	1 919,3	1 624,6	0,1	7 992,5
Etablissements financiers	6 295,8	7 176,6	10 257,9	7 490,8	0,5	4 166,9
Autres comptes	73 007,9	73 087,6	83 134,2	105 196,9	7,7	126 986,3
TOTAL	732 242,5	914 642,1	1 070 136,8	1 369 841,3	100,0	1 572 670,1

Source: BRB

Les parts des dépôts à vue des ménages (46,2 contre 46,0%) et des sociétés non financières publiques (3,4 contre 2,1%), des administrations locales (0,5 contre 0,1%) et de ceux classés dans

les autres comptes (8,1 contre 7,7%) dans le total des dépôts à vue en BIF ont légèrement augmenté. En revanche, la part des autres sociétés non financières (41,6 contre 43,6%) et

celle des établissements financiers (0,3 contre 0,5%) ont légèrement diminué.

b. Dépôts à terme et d'épargne

Les dépôts à terme et d'épargne en BIF ont augmenté de 36,4 contre 23,7% à la fin de l'année précédente, passant de 723.398,0 à 987.233,9MBIF.

Cette augmentation du taux de croissance des dépôts à terme et d'épargne a concerné ceux

des ménages (39,7 contre 12,7%) et ceux classés dans les autres comptes (27,0 contre 15,2%). Par contre, la croissance des dépôts à terme et d'épargne des autres sociétés non financières a fléchi (37,4 contre 46,7%) au moment où les avoirs à terme et d'épargne des sociétés non financières publiques ont baissé comme l'année précédente (-19,3 contre -42,7%).

Tableau 38 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteurs à fin d'année (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	
					en %	en %
Ménages	181 441,8	205 643,7	270 265,8	304 515,8	42,1	43,1
Autres sociétés non financières	91 317,1	126 812,6	222 431,4	326 371,1	45,1	45,4
Sociétés non financières publiques	14 651,7	16 996,3	13 628,7	7 813,2	1,1	0,6
Administrations locales	51,1	172,5	207,3	118,3	0,0	0,0
Etablissements financiers	8 711,4	4 437,6	4 674,6	0,0	0,0	0,0
Autres comptes	49 010,9	61 655,4	73 425,2	84 579,6	11,7	10,8
Total	345 184,0	415 718,1	584 633,0	723 398,0	100,0	100,0

Source : BRB

La part des dépôts à terme et d'épargne des autres sociétés non financières (45,4 contre 45,1%) et celles des ménages (43,1 contre 42,1%) se sont légèrement accrues au détriment de celles des sociétés non financières publiques (0,6 contre 1,1%) et des dépôts classés dans les autres comptes (10,9 contre 11,7%) qui ont légèrement diminué.

c. Dépôts en devises des résidents

Les dépôts en monnaies étrangères (254.710,7 contre 207.328,5 MBIF) ont augmenté de 22,9% à fin décembre 2021 contre 10,2% à fin décembre 2020, principalement en liaison

avec l'accroissement des avoirs des ménages (33,2 contre 15,3%) et des autres sociétés non financières (22,0 contre 22,6%). En revanche, les avoirs à terme et d'épargne classés dans les autres comptes (-3,3 contre -13,9%) et des sociétés non financières publiques (-14,2 contre +75,8%) ont diminué.

Tableau 39 : Dépôts en devises par détenteurs à fin d'année (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021		
				en %		en %	
Ménages	71 731,0	83 000,8	95 529,0	110 098,1	53,1	146 696,1	36,5
Autres sociétés non financières	42 248,5	51 930,9	45 705,3	56 022,7	27,0	68 347,8	17,0
Sociétés non financières publiques	13 260,8	3 378,1	972,7	1 710,3	0,8	1 468,0	0,4
Administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0
Etablissements financiers	1,4	1,4	1,4	2,4	0,0	1 687,2	0,4
Autres comptes	31 344,6	33 199,0	45 880,4	39 495,0	19,0	183 207,0	45,6
Total	158 586,3	171 510,2	188 088,8	207 328,5	100,0	401 406,8	100,0

Source : BRB

La prépondérance de la part des dépôts des ménages dans le total des dépôts en devises des résidents s'est renforcée (57,6 contre 53,1%), tandis que les parts des autres sociétés non financières (26,8 contre 27,0%) et des dépôts classés dans les autres comptes (15,0 contre 19,0%) ont baissé. Les parts des autres catégories de détenteurs demeurent marginales.

II.4.1.1.2. Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire se sont accrues de 32,7% à fin décembre 2021 contre 25,3% à fin 2020, passant de 524.169,6 à 695.581,1 MBIF, principalement en liaison avec l'augmentation des fonds propres des banques commerciales (571.856,4 contre 411.856,4 MBIF).

II.4.1.2. Contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire ont progressé en 2021, en rapport avec l'accroissement du crédit intérieur alors que les engagements extérieurs ont dépassé les avoirs extérieurs bruts.

II.4.1.2.1. Avoirs et engagements extérieurs

En glissement annuel, les avoirs extérieurs bruts ont augmenté de 331.860,5 MBIF à fin décembre 2021, passant de 446.649,7 à 778.510,2 MBIF. De même, les engagements extérieurs se sont accrues (+449.234,9 MBIF), s'établissant à 1.100.900,7 contre 651.665,8 MBIF. Ces augmentations ont principalement résulté de l'allocation de DTS octroyée par le FMI.

Tableau 40 : Avoirs et engagements extérieurs (à fin d'année)

	2017	2018	2019	2020	2021
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	340 133,2	289 845,9	381 432,6	446 649,7	778 510,2
- dont réserves officielles (en MUSD)	102,2	70,3	113,5	94,3	266,6
Engagements extérieurs (en MBIF)	494 533,2	493 046,9	587 772,9	651 665,8	1 100 900,7
Taux de change (fin de période)	1 766,7	1 808,3	1 881,6	1 946,4	2 006,1

Source : BRB

Les réserves officielles ont augmenté de 191,4% en glissement annuel, alors qu'elles ne s'étaient améliorées que de 16,8% à fin décembre 2020. Ces réserves couvraient 3,2 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2021, contre 1,1 mois à fin décembre 2020. Cette augmentation a principalement concerné les avoirs en DTS (431.179,4 contre 17.838,6 MBIF).

II.4.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur (4.311,2 contre 3.463,0 Mds de BIF) s'est accru à un rythme plus accéléré qu'en 2020 (24,5 contre 22,5%), en liaison avec la progression des créances sur l'économie (65,6 contre 18,9%), les créances nettes sur l'Etat ayant diminué (-4,7 contre +25,1%).

II.4.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat a diminué de 4,7% contre une augmentation de 25,10% en 2020, s'établissant à 1.930,7 contre 2.025,8 Mds de BIF. Cette baisse a porté sur l'endettement net de l'Etat auprès de la Banque Centrale qui a diminué de 62,9% à fin décembre 2021, alors qu'il avait augmenté de 26,4% une année avant, en liaison avec l'accroissement des dépôts du secteur gouvernemental consécutif à l'encaissement de la Facilité Rapide de Crédit de 155.498,8 MBIF. En revanche, l'endettement net de l'Etat auprès des banques commerciales a augmenté, à un

rythme moins rapide qu'en 2020 (24,9 contre 45,1%).

II.4.1.2.2.2. Créances sur l'économie

En glissement annuel, les créances sur l'économie ont augmenté de 65,6% à fin décembre 2021, contre 18,9% une année auparavant, passant de 1.437,3 à 2.380,5 Mds de BIF, en rapport avec l'accroissement des crédits au secteur privé (67,0 contre 19,1%) et des autres créances sur l'économie (17,5 contre 13,2%).

II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Par rapport à fin décembre 2020, le total des facteurs autonomes a baissé (-267.875,7 MBIF), s'établissant à -78.648,5 contre -209.916,7 MBIF. Cette détérioration est imputable à l'effet restrictif lié à la sortie de billets et pièces (-63.860,3 MBIF) et à la diminution des créances nettes sur l'Etat (-258.315,2 MBIF) et des créances nettes sur l'étranger (-48.242,8 MBIF) qui a largement dépassé l'incidence expansive résultant de l'augmentation des divers nets (+102.542,6 MBIF).

Face à cette évolution, les banques commerciales ont augmenté leur recours au refinancement auprès de la Banque Centrale à hauteur de 206.184,7 MBIF et diminué leurs avoirs à la Banque Centrale à concurrence de 59.414,9 MBIF.

Tableau 41 : Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
- Billets et pièces en circulation	-40 634,0	-42 061,3	-64 607,3	-88 888,6	-63 860,3
- Créances nettes sur l'Étranger	22 908,0	-20 736,7	35 826,4	36 285,4	-48 242,8
- Créances nettes sur l'État	21 224,2	-87 161,3	-116 471,1	85 732,6	-258 315,2
- Divers	10 968,6	8 351,0	13 598,3	98 139,8	102 542,6
Total facteurs autonomes	14 466,8	-141 608,3	-131 653,7	131 269,2	-267 875,7
-Refinancement	70 990,0	88 190,0	174 199,9	-123 478,7	206 184,7
dont : Secteur bancaire	72 990,0	88 190,0	174 199,9	-123 478,7	206 184,7
Etablissements financiers	-2 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Réserves	85 456,8	-53 418,3	42 546,2	7 790,5	-61 691,0
dont : Secteur bancaire	86 862,9	-54 787,5	41 745,0	8 125,3	-59 414,9
Etablissements financiers	-1 406,1	1 369,2	801,2	-334,8	-2 276,1

Source : BRB

II.4.3. Liquidité de l'économie

D'une fin d'année à l'autre, la liquidité de l'économie s'est accrue à un rythme moins rapide que l'année précédente (15,3 contre 25,2%), s'établissant à 3.532,0 contre 3.063,0 Mds de

BIF. Cette décélération a concerné, à la fois, la liquidité active (14,6 contre 25,0%) et la liquidité passive (16,7 contre 25,6%).

Tableau 42 : Composantes de la liquidité de l'économie

	2017	2018	2019	2020	2021	2021/2020 (en %)
Fin de la période						
I. Liquidité active	1 134 581,6	1 353 009,9	1 597 541,7	1 997 078,6	2 288 591,1	14,6
Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	263 446,6	295 642,2	359 838,8	433 211,8	478 475,2	10,4
Dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôt	732 242,5	914 642,0	1 070 136,8	1 369 841,3	1 572 501,5	14,8
Dépôts à vue en devises des résidents	138 892,5	142 725,7	167 566,1	194 025,5	237 614,4	22,5
II. Liquidité passive	608 331,2	679 038,7	848 874,8	1 065 909,9	1 244 360,7	16,7
Dépôts à terme et d'épargne en BIF auprès des institutions de dépôts	345 184,0	415 718,1	584 633,0	723 398,0	987 474,7	36,5
Titres du Trésor détenus par le secteur non financiers	186 273,3	169 250,0	144 660,0	187 750,0	227 500,0	21,2
Placements auprès des autres sociétés financières	57 180,1	70 511,2	99 059,0	141 458,9	12 289,7	-91,3
Dépôts à terme en devises des résidents	19 693,8	28 784,5	20 522,8	13 303,0	17 096,3	28,5
Total (I+II)	1 742 912,8	2 032 048,6	2 446 416,5	3 062 988,5	3 532 951,8	15,3
Moyenne annuelle						
I. Liquidité active	1 051 780,0	1 232 323,4	1 515 931,8	1 746 169,4	1 627 587,5	-6,8
Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	243 779,3	263 827,0	308 598,1	372 102,9	339 531,9	-8,8
Dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôt	682 182,8	819 863,6	1 048 722,6	1 186 953,1	1 114 456,9	-6,1
Dépôts à vue en devises des résidents	125 817,9	148 632,8	158 611,1	187 113,4	173 598,7	-7,2
II. Liquidité passive	551 485,7	653 431,9	746 719,4	982 274,2	1 182 108,9	20,3
Dépôts à terme et d'épargne en BIF auprès des institutions de dépôts	317 216,9	387 066,7	464 951,6	659 865,2	851 694,3	29,1
Titres du Trésor détenus par le secteur non financiers	166 378,7	181 916,6	173 860,0	184 643,3	203 931,7	10,4
Placements auprès des autres sociétés financières	53 222,2	64 061,9	85 552,8	121 760,7	109 420,1	-10,1
Dépôts à terme en devises des résidents	14 667,9	20 386,7	22 355,0	16 005,0	17 062,8	6,6
Total (I+II)	1 603 265,6	1 885 755,3	2 262 651,2	2 728 443,6	2 809 696,4	3,0

Source : BRB

La décélération du taux de croissance de la liquidité active a concerné les dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôts (14,8 contre 28,0%) et la circulation fiduciaire en dehors du secteur financier (10,4 contre 20,4%) tandis que la croissance des dépôts à vue en devises des résidents s'est accélérée (22,5 contre 15,8%).

La baisse du taux de croissance de la liquidité passive, a, quant à elle, résulté du ralentissement du rythme de progression des titres du Trésor détenus par le secteur non financier (21,2 contre 29,8%) conjugué à la diminution des placements auprès des autres sociétés financières (-91,3 contre 42,8%). En revanche, les dépôts à terme et d'épargne auprès des institutions de dépôts ont accéléré leur rythme de progression (36,5 contre 23,7 et les dépôts à terme en devises des

résidents se sont accrus à fin décembre 2021 (+28,5%) contre une baisse enregistrée à la même période de 2020 (-35,2%).

En moyenne annuelle, le taux de croissance de la liquidité de l'économie a sensiblement ralenti (3,0 contre 20,6%), en liaison avec le ralentissement du rythme de croissance de la liquidité passive (20,3 contre 31,5%) combiné à la diminution de la liquidité active (-6,8 contre 15,2%).

Les taux de liquidité de l'économie calculés sur la base du PIB et de la DIB ont diminué, s'établissant respectivement à 37,4 contre 41,0% et à 31,4 contre 33,9%. La croissance de la liquidité de l'économie a été moins élevée (3,0 contre 20,6%) que celles de la production intérieure (12,8 contre 7,1%) et de la dépense intérieure brute (11,1 contre 6,7%).

Tableau 43 : Taux de liquidité de l'économie

	2017	2018 (p)	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)
Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	1 603 265,6	1 885 755,3	2 262 651,2	2 728 443,6	2 809 696,4
PIB au prix du marché (en MBIF)	5 702 100,0	5 914 419,0	6 216 903,0	6 655 587,0	7 506 400,0
Rapport liquidités/PIB (en %)	28,1	31,9	36,4	41,0	37,4
Dépense intérieure brute (1)	6 764 280,0	7 019 300,0	7 539 400,0	8 045 700,0	8 941 400,0
Rapport liquidités/DIB (en %)	23,7	26,9	30,0	33,9	31,4

(1) DIB= PIB + importations de biens et services - exportations de biens et services

p: provisoire

Source: BRB

II.4.4. Activité du secteur bancaire

L'activité du secteur bancaire s'est accrue de 26,7% à fin 2021. Le bilan agrégé du secteur s'est établi à 4.933,6 contre 3.894,3 Mds de BIF à fin 2020.

Tableau 44 : Evolution des ressources et emplois du secteur bancaire en MBIF

	2017	2018	2019	2020	2021	2021/2020 (%)
Dépôts de la clientèle	1 234 106,1	1 510 329,6	1 850 092,3	2 351 382,9	2 817 693,1	19,8
Refinancement auprès B.R.B.	160 080,4	249 569,1	427 469,4	299 090,5	530 833,2	77,5
Ressources Marché Interbancaire	149 478,6	164 241,1	199 768,6	273 457,5	428 857,4	56,8
Autres	621 000,8	656 527,6	784 797,8	970 320,3	1 156 261,8	19,2
Ressources = Emplois	2 164 665,9	2 580 667,4	3 262 128,1	3 894 251,2	4 933 645,5	26,7
Caisse	49 771,7	59 188,5	61 950,0	87 473,4	88 833,1	1,6
B.R.B.	229 296,6	165 395,0	216 492,3	222 808,9	176 351,2	-20,9
Banques & Etablissements Financiers	87 582,5	73 981,7	83 580,5	88 671,7	136 371,8	53,8
Titres du Trésor	643 490,6	939 208,8	1 356 976,3	1 631 786,6	1 818 696,8	11,5
Crédit à l'économie	795 480,6	937 823,1	1 071 414,2	1 310 911,8	1 995 894,4	52,3
Autres	359 043,9	405 070,3	471 714,8	552 599,0	717 498,2	29,8

Source: BRB

II.4.4.1. Ressources du secteur bancaire

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 19,8% à fin 2021, s'établissant à 2.817,7 contre 2.351,4 Mds de BIF. Les refinancements de la Banque Centrale ont augmenté de 77,5% pour s'établir à 530,8 Mds de BIF à fin décembre 2021 contre 299,1 Mds de BIF à fin décembre 2020. La proportion des dépôts de la clientèle dans les ressources du secteur a reculé de 3,3 points de pourcentage, se fixant à 57,1 contre 60,4%. Par contre, la part des refinancements s'est accrue de 3,1 points de pourcentage, passant de 7,7 à 10,8%.

II.4.4.2. Emplois du secteur bancaire

Les principaux emplois du secteur bancaire sont constitués des crédits à l'économie et des investissements en titres du Trésor. Les crédits à l'économie se sont accrus de 52,3% à fin décembre 2021, s'établissant à 1.995,9 contre 1.310,9 Mds de BIF à fin décembre 2020.

Toutefois, d'une année à l'autre, la part des crédits à l'économie dans le total emplois du secteur a augmenté de 6,8 points de pourcentage, passant de 33,7% à fin décembre 2020 à 40,5% à fin décembre 2021. En revanche, la part des titres du Trésor dans l'actif a diminué de 5,0 points de pourcentage, passant de 41,9% à 36,9%.

II.4.5. Crédits à l'économie³

A fin 2021, l'encours des crédits à l'économie s'est accru de 52,1 contre 20,1% une année auparavant, passant de 1.591,1 à 2.420,3 Mds de BIF. Toutes les catégories de crédits ont augmenté suite au refinancement des secteurs porteurs de croissance.

De même, le taux de croissance de l'encours des engagements par signature s'est accéléré à fin 2021, passant de 13,2 à 22,9%.

³ Encours des crédits accordés par le secteur bancaire et les microfinances

Cette accélération du rythme de croissance a porté sur les avals et cautions (32,4 contre 22,8%), tandis que les crédits à change non

couverts ont baissé comme en 2020 (-10,4 contre -11,1%).

Tableau 45: Encours des crédits à l'économie (en MBIF)

	2017		2018		2019		2020		2021	
	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen
I. Encours de crédits	977 310,6	927 016,4	1 136 918,5	1 072 303,1	1 324 641,4	1 236 283,3	1 591 118,0	1 472 879,9	2 420 302,2	2 005 191,9
a) Crédits à court terme	631 017,4	596 917,7	707 381,7	700 304,1	824 112,9	761 181,1	960 251,9	910 171,2	1 366 466,7	1 157 851,3
-Importation après expédition	2 339,6	2 352,7	5 697,8	3 978,6	5 439,7	5 602,5	5 028,3	4 743,8	11 553,1	6 216,9
-Trésorerie et créances commerciales	618 331,0	585 879,2	680 555,9	682 885,2	810 020,8	745 101,0	953 303,6	902 752,0	1 312 305,6	1 130 087,5
-Exportation	10 346,8	8 685,9	21 128,0	13 440,3	8 652,4	10 477,6	1 920,0	2 675,4	42 608,0	21 546,9
b) Crédits à moyen terme	198 136,9	195 303,1	252 708,1	212 510,3	284 537,1	277 059,4	330 123,6	307 473,9	446 638,6	397 406,0
-Habitat	24 281,9	23 308,1	24 586,2	26 706,5	22 927,4	23 867,1	35 656,1	25 474,7	33 752,0	30 190,0
-Equipement	173 855,0	171 994,9	228 121,9	185 803,8	261 609,7	253 192,3	294 467,5	281 999,2	412 886,6	367 216,1
c) Crédits à long terme	148 156,3	134 795,6	176 828,7	159 488,7	215 991,4	198 042,8	300 742,5	255 234,8	607 196,9	449 934,6
-Habitat	81 197,0	76 542,7	112 629,1	94 331,7	140 100,4	128 305,5	184 590,1	159 181,5	282 066,5	224 968,6
-Equipement	66 959,3	58 252,9	64 199,6	65 157,0	75 891,0	69 737,3	116 152,4	96 053,3	325 130,4	224 966,0
II. Engagements par signature	73 032,3	69 256,3	88 540,8	80 027,2	107 121,0	98 624,4	121 283,9	110 218,4	149 034,8	158 999,4
a) Crédits à change non couvert	23 381,2	22 148,3	28 315,5	25 592,8	30 266,9	31 005,9	26 913,0	30 401,3	24 118,9	32 908,9
b) Avals et cautions	49 651,1	47 108,0	60 225,3	54 434,4	76 854,1	67 618,5	94 370,9	79 817,1	124 915,9	126 090,5
Total des risques	1 050 342,9	996 272,7	1 225 459,3	1 152 330,3	1 431 762,4	1 334 907,7	1 712 401,9	1 583 098,3	2 569 337,0	2 164 191,3

Source: BRB

II.4.5.1. Crédits à court terme

En glissement annuel, les crédits à court terme ont augmenté de 42,3 contre 16,5% à fin 2020, s'établissant à 1.366,5 contre 960,3 Mds de BIF. Toutes les catégories de crédit à court terme se sont accrues. Les crédits de trésorerie et de mobilisation des créances commerciales se sont accrues plus rapidement en 2021 qu'en 2020 (37,7 contre 17,7%). Les crédits à l'importation (+6.524,8 contre -411,4 MBIF) et ceux à l'exportation (+40.688,0 contre -6.732 MBIF) ont augmenté alors qu'ils avaient diminué à la fin de l'année précédente.

II.4.5.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme se sont accrues plus rapidement qu'en 2020 (35,0 contre 16,0%), s'établissant à 446.638,6 contre 330.123,6MBIF. Les financements à l'équipement se sont accrues

(40,2 contre 12,6%) tandis que ceux à l'habitat ont baissé après avoir augmenté en 2020 (-5,3 contre 55,5%).

II.4.5.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme ont plus que doublé (101,9%) à fin décembre 2021 contre une hausse de 39,2% une année auparavant, passant de 300.742,5 à 607.196,9MBIF. Cet accroissement a concerné, à la fois, les crédits à l'équipement (179,9 contre 53,1%) et ceux à l'habitat (52,8 contre 31,8%).

II.4.5.4 Crédits par branche d'activité

A l'exception des crédits pour la campagne café qui ont diminué comme en 2020 (-23,5 contre -44,8%), les crédits alloués à toutes les autres branches d'activité se sont accrues, à un rythme cependant contrasté.

De fait, les crédits à l'habitat et autres constructions (64,3 contre 30,3%), au commerce (58,6 contre 10,8%) et à l'agriculture (516,0 contre 10,6%) se sont accélérés. En revanche, les crédits à l'industrie (62,9 contre 120,1%) et

les crédits divers (19,6 contre 22,5%) ont ralenti leur rythme de croissance.

Les crédits alloués à l'hôtellerie et tourisme se sont accrus après une baisse enregistrée l'exercice précédent (10,9 contre -16,1%).

Tableau 46: Crédits par branche d'activité (à fin d'année en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021		
				part en %		part en %	
Commerce	225 064,2	251 994,5	349 737,9	387 530,8	29,6	614 527,9	30,8
Café	14 984,5	42 849,8	17 944,0	9 909,2	0,8	7 584,2	0,4
Habitat et autres constructions	134 911,6	159 841,0	202 929,2	264 333,6	20,2	434 333,8	21,8
Industrie	84 716,4	73 101,9	47 468,4	104 490,2	8,0	170 241,8	8,5
Agriculture	18 013,7	17 717,6	20 939,9	23 159,8	1,8	142 674,9	7,1
Hôtellerie et Tourisme	47 514,7	38 620,6	30 005,5	25 171,0	1,9	27 908,2	1,4
Artisanat	863,6	1 214,3	982,4	1 128,6	0,1	6 094,4	0,3
Divers	272 131,4	358 710,1	404 503,4	495 414,3	37,8	592 529,1	29,7
Total	798 200,1	944 049,8	1 074 510,7	1 311 137,5	100,0	1 995 894,3	100,0

Source: BRB

S'agissant de la répartition, les parts des crédits alloués au commerce (30,8 contre 29,6%), à l'habitat et autres constructions (21,8 contre 20,2%) et à l'industrie (8,5 contre 8,0%) et à l'habitat et autres constructions (20,2 contre 18,2%) et à l'agriculture (7,1 contre 1,8%) ont augmenté. Par contre, celle des crédits classés dans les divers a diminué (29,7 contre 37,8%).

II.4.6. Taux d'intérêt bancaires

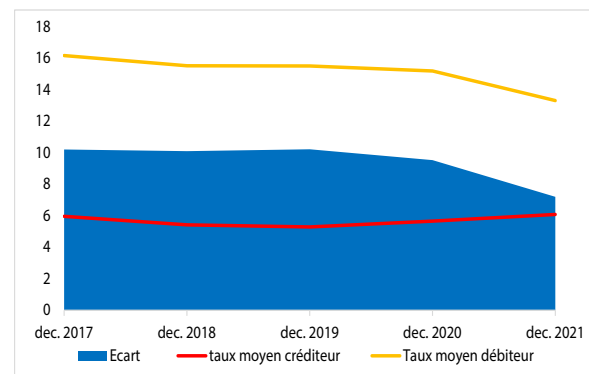
A fin décembre 2021, le taux d'intérêt moyen sur l'encours des crédits a baissé, se fixant à 13,36 contre 15,18% à fin décembre 2020. Cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur les crédits à court terme (14,39 contre 15,67%), à moyen terme (12,57 contre 15,68%) et à long terme (11,23 contre 12,11%).

De même, le taux d'intérêt annuel moyen sur l'encours des crédits a baissé, se fixant à 14,53 en 2021 contre 15,24% en 2020.

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours de l'année 2021 également a diminué par rapport à celui de 2020, s'établissant à 12,88% contre 14,77%.

Cette diminution est en rapport avec le refinancement des secteurs porteurs de croissance à des taux préférentiels par les banques commerciales.

Graphique 8: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens



Source : BRB

Le taux créditeur moyen a augmenté à fin 2021 par rapport à la fin de l'année précédente, s'établissant à 6,08 contre 5,66%. Cette augmentation a concerné les taux d'intérêt sur les dépôts à vue rémunérés (3,20 contre 2,75%), sur les comptes sur livret (4,87 contre 4,74%) et sur les comptes à terme (6,28 contre 6,10%). De même, le taux créditeur annuel moyen a

légèrement augmenté, s'établissant à 5,74 en 2021 contre 5,45% une année auparavant.

II.4.7. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

Les principaux indicateurs de solidité du secteur bancaire se sont améliorés d'une fin d'année à l'autre.

Tableau 47 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

	2017	2018	2019	2020	2021
I. Structure et évolution des actifs					
Actifs liquides/ Total actifs (en %)	46,7	47,9	52,7	52,1	44,9
Crédits nets/ Total actifs nets (en %)	35,3	36	32,8	33,7	42
II. Structure et évolution des ressources					
Dépôts de la clientèle (en %)	57,0	58,5	56,7	60,4	57,1
Refinancement auprès B.R.B. (en %)	7,4	9,7	25,7	7,5	10,8
Banques & Etablissements Financiers (en %)	6,9	6,4	13,1	7,0	8,6
III. Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	251 351,5	273 109,3	336 045,6	428 703,1	555 740,7
Fonds propres globaux (en MBIF)	285 218,5	298 561,0	364 576,9	460 427,1	594 578,7
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	20,7	21,6	20,3	20,8	21,5
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,5	23,7	22,0	22,4	23,0
Ratio de levier (norme 7%)	12,8	11,1	10,3	11,0	11,3
IV. Qualité et concentration des crédits					
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	36,7	36,4	32,8	33,7	40,2
Taux des prêts non performants	14,6	9,0	5,7	5,3	3,4
Taux d'impayés	19,8	13,5	11,4	10,7	9,1
V. Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	58,1	211,7	232,0	213,5	192,8
Coefficient de liquidité en devises	113,5	142,3	137,4	172,4	135,5
Total crédits/total dépôts	64,5	62,2	57,9	55,8	70,8
Ressources Stables/Emplois Immobilisés	136,4	176,6	102,1	106,7	101,0
VI. Rentabilité et performance					
Résultat net de l'exercice (en MBIF)	37 018,4	61 551,3	118 686,4	141 069,1	166 615,3
Produit Net Bancaire (en MBIF)	180 111,1	211 722,2	256 477,4	293 545,9	331 106,3
Rentabilité des Fonds propres (en %)	16,7	22,5	32,6	30,6	28,0
Rentabilité des Actifs (en %)	2,2	2,4	3,7	3,6	3,4

Source: BRB

II.4.7.1. Adéquation des fonds propres du secteur bancaire

Le niveau des fonds propres du secteur bancaire s'est amélioré en 2021 par rapport à l'année antérieure. En effet, les fonds propres de base du

secteur se sont accrus de 29,1% à fin 2021, atteignant 594,6 contre 460,4 Mds de BIF à fin 2020.

Par conséquent, le ratio de solvabilité globale s'est établi à 23,0 contre 22,4% et le ratio de

solvabilité de base est passé de 20,8 à 21,5%, pour des normes règlementaires de 14,5 et 12,5%, respectivement. De même, le ratio de levier s'est établi à 11,3 contre 11,0%, pour une norme réglementaire de 5,0%.

II.4.7.2. Qualité du portefeuille crédits et rentabilité du secteur bancaire

La qualité du portefeuille crédit du secteur bancaire s'est améliorée à fin décembre 2021. Le taux de détérioration du portefeuille s'est établi à 3,4% à fin décembre 2021 contre 5,3% à fin décembre 2020, suite à la radiation des créances compromises qui datent de deux ans dans les bilans des Etablissements de crédit.

Par conséquent, le taux de provisionnement des créances non performantes s'est établi 54,2% à fin décembre 2021 contre 64,9% à fin décembre 2020.

Par rapport à l'année précédente, la rentabilité du secteur bancaire s'est améliorée à fin décembre 2021.

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 12,8%, se fixant à 331.106,3 MBIF à fin décembre 2021 contre 293.545,9 MBIF à fin décembre 2020. Par conséquent, le Résultat Net a augmenté de 18,1%, atteignant 166.615,3 MBIF contre 141.069,1 MBIF. Les rendements des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont respectivement baissé, s'établissant à 3,4 et 28,0%, contre 3,6 et 30,6% à fin décembre 2020.

II.4.8. Activité et solidité du secteur de la microfinance

Le bilan agrégé du secteur de la microfinance a augmenté de 26,2% à fin décembre 2021, s'établissant à 757.788,1 contre 600.599,4 MBIF une année avant. Cet accroissement est essentiellement lié à l'accroissement des dépôts (+17,4%) qui se sont établis à 427.074,4 contre 363.843,7 MBIF l'année précédente.

ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

La Loi n°1/34 du 02 Décembre 2008, portant statuts de la Banque de la République du Burundi lui confèrent la mission de formuler et mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix comme objectif principal. Sans préjudice à ce

dernier, la Banque veille à la stabilité du système financier. Tout en privilégiant les deux objectifs précités, la Banque contribue également à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

III.1. Politique monétaire : Objectif et instruments.

III.1.1. Objectif de politique monétaire.

Pour atteindre son objectif principal de stabilité des prix, la Banque de la République du Burundi utilise les instruments indirects lui permettant de contrôler la croissance des agrégats monétaires. Au cours de l'année 2021, la Banque a poursuivi la mise en œuvre la politique monétaire accommodante consistant à injecter de la liquidité à travers les apports normaux de liquidité ainsi que le refinancement des secteurs identifiés comme porteurs de la croissance économique.

En effet, pour l'année 2021, le volume des interventions de la Banque Centrale à travers les nouvelles orientations de politique monétaire s'est accru, et consistaient à l'assouplissement des conditions de refinancements aux banques commerciales pour les inciter davantage à financer les investissements productifs dans les secteurs agro-pastoral et industriel, les logements sociaux, les infrastructures ainsi que l'hôtellerie et tourisme à moindre coût et sur une longue période.

III.1.2. Instruments de politique monétaire.

Les instruments de politique monétaire utilisés par la Banque de la République du Burundi sont les appels d'offres de liquidité, les facilités de prêt marginal et les réserves obligatoires.

Pour assurer la régulation de la liquidité bancaire, la Banque conduit les opérations d'appels d'offres d'apport ou de reprise de liquidité sur une fréquence hebdomadaire (maturité de 7 jours) où le taux d'intérêt est librement fixé par les banques soumissionnaires. En outre, la Banque effectue des refinancements sur des bases hebdomadaire, mensuelle et annuelle (pour les maturités de 7, 28 et 365 jours) dans le cadre de soutenir le financement des secteurs porteurs de croissance, y compris la campagne café.

Pour les appels d'offres de reprise de liquidité, la Banque de la République du Burundi propose aux banques qui sont en excédent de liquidité de les placer sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres.

La Banque de la République du Burundi maintient une facilité permanente de prêt marginal à laquelle les banques commerciales peuvent recourir pour couvrir leurs soldes débiteurs éventuels au jour le jour. Le taux d'intérêt sur cette facilité de prêt marginal est déterminé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage.

Pour limiter le pouvoir de création monétaire par les banques commerciales, celles-ci doivent constituer des réserves obligatoires sous formes de dépôts non rémunérés. Ces réserves sont constituées séparément, en BIF, en dollar américain et en euro, dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Le coefficient des réserves obligatoires a été maintenu à 3,0% des dépôts collectés.

III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire

Au cours de l'année 2021, la Banque Centrale a poursuivi la mise œuvre de la politique monétaire accommodante pour soutenir la reprise de l'activité économique après le choc sur l'activité économique de l'année précédente induit par la Covid-19. Cette politique a consisté à encourager les établissements de crédit à recourir davantage au refinancement spécial dédié pour financer davantage les secteurs porteurs de croissance.

III.1.3.1. Marché monétaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, 273 opérations d'injection de liquidité par appel d'offres, pour une

moyenne de 30.215 MBIF par opération, ont été effectuées en 2021 contre 347 opérations en 2020 pour une moyenne de 59.817 MBIF par opération.

Cette baisse des interventions normales est liée à l'adhésion des établissements de crédit aux nouvelles orientations de politique monétaire. Au 31 décembre 2021, l'encours du refinancement dédié aux secteurs porteurs de croissance déjà débloqué par la Banque de la République du Burundi était de 349,7 milliards de BIF contre 20,3 milliards de BIF l'année précédente.

Les banques commerciales ont également recouru à la facilité de prêt marginal pour faire face aux besoins ponctuels de trésorerie. En effet, 317 opérations ont été enregistrées en 2021 pour une moyenne de 23.762 MBIF par opération, contre 153 opérations pour une moyenne de 9.988 MBIF par opération une année avant.

Le marché interbancaire a été très dynamique en 2021. En effet, 229 opérations pour un montant de 1.618,3 Mds de BIF ont été enregistrées contre 161 opérations pour un montant de 601,9 Mds de BIF en 2020, soit une moyenne de 134,9 contre 3.738,3 Mds de BIF par opération. Toutes les opérations interbancaires enregistrées en 2021 sont des opérations de pensions livrées garanties par les titres du Trésor.

Au cours de l'année 2021, toutes les banques commerciales se sont conformées à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises.

III.1.3.2. Marché primaire et secondaire des titres du Trésor

La Banque de la République du Burundi a poursuivi pour le compte de l'Etat, l'émission des bons et obligations du Trésor ainsi que l'attribution des obligations du Trésor issues de la conversion des arriérés de l'Etat envers ses fournisseurs pour avoir la liquidité pour continuer leur activité économique. Les obligations du Trésor équivalant à 37.550 MBIF ont été attribuées contre 37.950 MBIF en 2020. L'encours total des titres du Trésor est passé de 1.829,9 Mds de BIF à fin 2020 à 2.060, 4 Mds de BIF à fin 2021, soit une augmentation de 12,6%.

Dans le but d'élargir la base des investisseurs dans les titres du Trésor et permettre à l'Etat de se financer à travers le marché, la Banque a poursuivi la sensibilisation du public sur le fonctionnement et les avantages du

marché secondaire des titres du Trésor. Cette sensibilisation a permis l'augmentation des investisseurs dans les titres du Trésor, en particulier pour les ménages.

En effet, le nombre de ménages et d'autres sociétés privées investissant dans les titres du Trésor est passé de 158 à 270 participants d'une année à l'autre. Le montant investi dans les titres du Trésor par les ménages a augmenté, passant de 26.716,6 MBIF en 2020 à 32.800,6 MBIF en 2021.

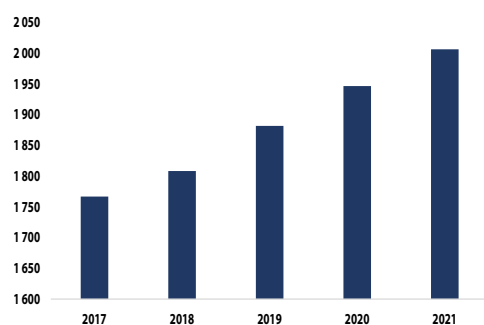
Le marché secondaire des titres du Trésor a également permis aux acquéreurs des obligations du Trésor issues de la titration des arriérés de l'Etat d'avoir de la liquidité par la cession de leurs titres sur ce marché. Ces opérations du marché secondaire des titres du Trésor sont faites, d'une manière automatisée, par l'infrastructure du marché: le Dépositaire Centrale des Titres (CSD).

III.2. Marché des changes et taux de change

Au cours de l'année 2021, la politique de change a été conduite dans un contexte marqué par la reprise de l'activité économique (3,1 contre 0,3%) après le ralentissement de l'activité en 2020 liée aux effets néfastes de la pandémie de la covid-19. Cette reprise de l'activité économique nécessitait des importations de biens et services pour soutenir cette croissance de la production nationale.

En effet, la Banque Centrale a intensifié ses interventions sur le Marché Interbancaire de

Devises (437,6 contre 359,2 MUS\$ en 2020), dans le but de financer les importations de matières premières industrielles, du carburant et des produits médicaux et pharmaceutiques. En outre, ses interventions ont permis de maîtriser la hausse des prix des produits importés dans un contexte international marqué par l'augmentation des prix des matières premières et des difficultés d'approvisionnements pour les entreprises. De même, elles ont permis d'éviter les fortes fluctuations du taux de change.

Graphique 9 : Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période)


Source: BRB

D'une fin d'année à l'autre, le BIF s'est déprécié par rapport au Dollar américain (3,07%), au Livre Sterling (2,17%) et au DTS (0,16%). Par contre, le BIF s'est apprécié par rapport au Yen japonais (7,65%), à l'Euro (5,07%), au franc Suisse (0,54%).

Tableau 48 : Cours de change de fin période des principales monnaies en BIF

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2017	1 766,70	2 110,94	2 509,95	2 378,42	1 805,70	15,67
2018	1 808,27	2 066,67	2 514,93	2 294,42	1 834,97	16,38
2019	1 881,60	2 109,09	2 601,92	2 467,62	1 944,00	17,32
2020	1 946,40	2 392,71	2 803,34	2 651,19	2 207,55	18,87
2021	2 006,10	2 271,51	2 807,73	2 708,84	2 195,58	17,43
Variation 2021/2020 en %	3,07	-5,07	0,16	2,17	-0,54	-7,65

Source: BRB

En moyenne annuelle, le BIF s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies. Il s'est déprécié par rapport au Livre sterling (10,56%), à l'euro (6,95%), au franc Suisse (5,90%), au DTS (5,49%), au Dollar américain (3,18%) et au Yen japonais (0,35%).

Tableau 49 : Cours de change moyen des principales monnaies en BIF

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2017	1 729,06	1 953,70	2 398,02	2 228,62	1 756,50	15,54
2018	1 782,88	2 106,75	2 524,64	2 381,30	1 823,98	16,15
2019	1 845,62	2 066,42	2 549,86	2 356,66	1 857,35	16,94
2020	1 915,05	2 186,30	2 667,84	2 458,96	2 041,95	17,95
2021	1 975,95	2 338,26	2 814,41	2 718,67	2 162,37	18,01
Variation 2021/2020 en %	3,18	6,95	5,49	10,56	5,90	0,35

Source : BRB

A fin de période, le taux de change effectif nominal a augmenté de 2,2% en 2021, passant de 85,4 à 87,4, en rapport avec la dépréciation du BIF vis-à-vis de certaines monnaies des principaux pays partenaires commerciaux du

Burundi. S'agissant du taux de change effectif réel, il a augmenté de 7,8%, se fixant à 99,6 contre 92,4 suite à la hausse plus importante des prix locaux que les prix étrangers.

Tableau 50 : Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017)

Période	Nominal	Réel
2017	107,1	86,2
2018	103,2	85,2
2019	104,9	93,7
2020	100,5	94,3
2021	85,8	95,0
2019		
Mars	93,0	93,2
Juin	92,5	90,8
Septembre	93,4	92,2
Décembre	91,9	93,6
2020		
Mars	92,6	96,2
Juin	91,2	95,0
Septembre	88,0	91,8
Décembre	85,4	92,3
2021		
Mars	86,48	94,44
Juin	84,89	94,18
Septembre	85,14	95,05
Décembre	87,21	99,57

Source : BRB

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal a diminué de 4,8%, s'établissant à 85,8 en 2021 contre 90,1 une année avant, en rapport avec l'appréciation du BIF vis à vis de des monnaies des principaux partenaires commerciaux. Par contre, le taux de change effectif réel a légèrement augmenté de 0,4%, se fixant à 95,0 contre 94,7, suite à la hausse des prix relatifs partiellement contrebalancée par la baisse du taux de change effectif nominal.

III.3. Circulation fiduciaire et système de paiement

III.3.1. Circulation fiduciaire

Dans sa mission d'assurer l'émission des billets de banque et des pièces de monnaie et de veiller à la qualité des billets et pièces en circulation,

la Banque de la République du Burundi a mis à la disposition du public des billets et pièces de monnaie en toutes dénominations en réponse aux besoins exprimés par l'économie burundaise. Des billets de 500 BIF, 2.000 BIF, 5.000 BIF et 10.000 BIF ont été émis pour faciliter les paiements de biens et services.

D'une année à l'autre, la valeur des billets et pièces en circulation a augmenté, passant de 503,7 à 567,6 Mds de BIF, soit un accroissement de 12,7%. Les billets de 10.000 BIF, 5.000 BIF, 2.000 BIF, 1.000 BIF, 500 et 100 BIF représentaient, respectivement 62,5%, 27,5%, 5,06%, 1,4%, 1,5% et 1,5% des billets et pièces en circulation au 31 décembre 2021. Les pièces de 50 BIF, 10 BIF, 5 BIF et 1 BIF représentaient une part marginale de la circulation fiduciaire, soient 0,21%, 0,02%, 0,03% et 0,01%, respectivement.

Dans sa politique de lutte contre la contrefaçon des billets et pièces, la Banque a saisi 26 faux billets d'une valeur prétendue de 212.000 BIF au cours de l'année 2021 dont 17 faux billets de 10.000 BIF, 8 faux billets de 5.000 BIF et 1 faux billet de 2.000 BIF.

Dans le but de préserver la qualité de la circulation fiduciaire et en vue d'harmoniser les pratiques de manipulation des billets de banque selon les standards de la Communauté Est Africaine(CEA) par le secteur bancaire burundais, la BRB a veillé au respect, par les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes (RNP), des critères standards de tri des billets et pièces tout en appliquant la matrice des sanctions y relative en cas de manquement à ces obligations.

III.3.2. Systèmes de paiement et de règlement

Au cours de l'année 2021, la Banque de la République du Burundi a ouvert 209 comptes contre 226 comptes en 2020 pour se conformer à l'article 14 de la Loi Budgétaire 2020/2021 qui stipule que tous les comptes en devises des entités et projets de l'Etat ainsi que ceux des ONG recevant des appuis extérieurs doivent être ouverts à la BRB.

Toutefois, 21 comptes ont été clôturés contre 209 comptes une année avant. En vue d'assurer le fonctionnement de ces comptes, 1.678 carnets de titres de paiements ont été émis en 2021 contre 1.590 en 2020. Les ordres de virements reçus pour le compte de la clientèle ont diminué de 2,8%, s'établissant à 18.703 contre 19.248 ordres de virements en 2020. En valeur, ces ordres de virements totalisaient à 778,3 contre 1.143,1 Mds de BIF.

Au niveau des opérations transitant par la chambre de compensation, les chèques échangés qui constituent le principal instrument de paiements ont augmenté de 42,7%, s'établissant à 169.719 chèques en 2021 contre 118.928 chèques échangés en 2020. En valeur, ils totalisaient 969,9 contre 1.184,6 Mds de BIF, soit une diminution de 18,1%.

Au cours de l'année 2021, la Banque a poursuivi l'exploitation des systèmes de paiement et de règlement ainsi que ceux de traitement des titres opérationnels depuis février 2017. La couverture légale du fonctionnement des systèmes de paiement et de règlement est assurée principalement par la Loi n°01/07 du 11 mai 2018 portant Système National de Paiement qui procure un niveau élevé de protection juridique des systèmes de paiement, des instruments et

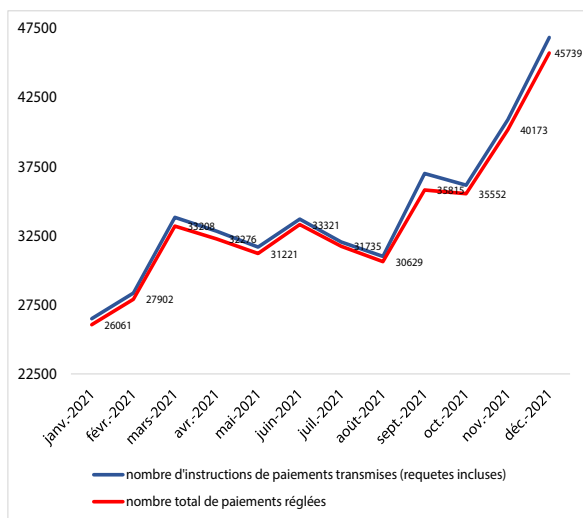
moyens de paiement ainsi que des utilisateurs de ces derniers. Par ailleurs, des règlements ont été édictés par la Banque pour renforcer le cadre juridique des systèmes de paiement et de règlement. Il s'agit, notamment, du Règlement relatif aux services de paiement et aux activités des établissements de paiement, celui relatif aux agents commerciaux en opérations de banques et de services de paiement ainsi que celui relatif à la dématérialisation et au traitement automatisé des chèques.

Pour l'année 2021, des échanges se sont poursuivis entre la Banque Centrale et le secteur bancaire pour la mise en place et le renforcement d'un cadre réglementaire relatif à la participation aux systèmes de paiement et de règlement via ATS et CSD en vue de mieux sécuriser leur fonctionnement opérationnel dans le respect des standards internationaux et aux bonnes pratiques en la matière.

L'intégration automatique des systèmes de paiement avec les systèmes d'information des banques commerciales et de la Régie Nationale des Postes s'est poursuivie avec les deux nouvelles banques commerciales, à savoir la BIJE et la BHB.

Le module de traitement automatisé des chèques a été mis en exploitation opérationnelle dans tout le secteur bancaire burundais et, par voie de conséquence, la chambre de compensation et d'échanges physiques des chèques entre délégués des banques commerciales et de la RNP a été supprimée. Concernant les transactions de paiement réglées dans les systèmes de paiement et de règlement, leur volume et valeur continuent à augmenter dans les systèmes ATS et CSD comme le montrent les tableaux ci-après.

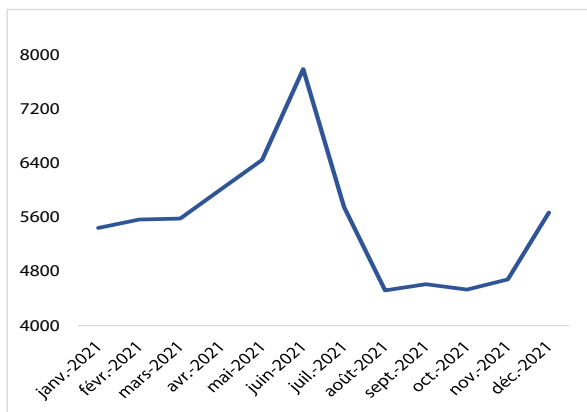
Graphique n° 10 : Volume des paiements réglés dans le système ATS



Source: BRB - Données du Système ATS

Avec l'exploitation opérationnelle du système de paiement ATS depuis plus de quatre ans, la valeur des transactions de paiements réglés dans le système continue à augmenter.

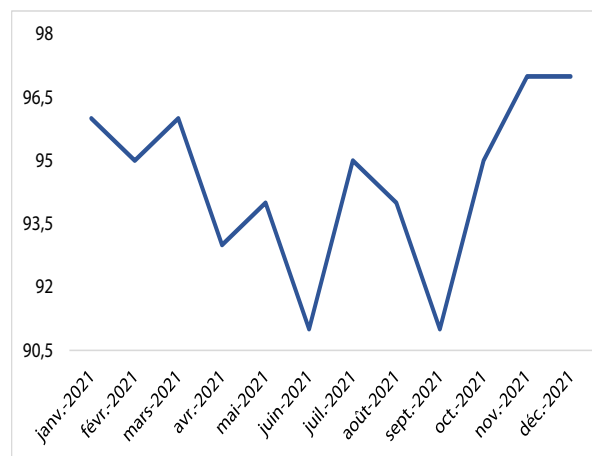
Graphique n°11 : Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mds BIF)



Source: BRB - Données du Système ATS

En outre, le taux moyen annuel des transactions de paiements réglés en moins de 15 minutes est de 95,0%, qui est largement supérieur au taux de 90% indiqué par les normes régissant le fonctionnement des systèmes de paiement et de règlement.

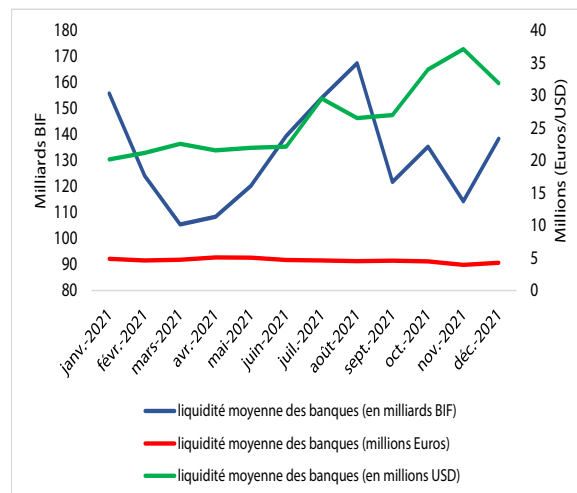
Graphique n° 12 : Taux des paiements réglés en moins de 15 minutes



Source: BRB - Données du Système ATS

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, la Banque de la République du Burundi a effectué toutes ses opérations d'apport de liquidités et accordé des facilités de prêt marginal au secteur bancaire à travers le système de traitement automatisé des opérations sur les titres avec règlement en espèces dans le RTGS, et toutes les opérations ont été effectuées avec succès dans un délai très court.

Graphique n° 13: Liquidité moyenne des banques dans le système en BIF, en USD et en Euros



Source: BRB - Données du Système ATS

III.4. Supervision du secteur bancaire et de microfinance

Au cours de l'année 2021, la Banque de la République du Burundi a poursuivi sa mission de supervision des Etablissements de Crédits et des Institutions de Microfinances à travers des contrôles sur place et sur pièces en vue de vérifier la conformité à la réglementation régissant ce secteur.

III.4.1. Supervision des institutions de microfinance

En vue d'assurer la stabilité des Institutions de microfinance, la BRB a poursuivi les activités de supervision de ce secteur, à travers des contrôles sur pièces et sur place. En outre, elle a agréé deux (2) institutions de microfinances et enregistré quatorze (14) Groupements Financiers Communautaires.

III.4.2. Supervision des établissements de paiement

Au cours de l'année 2021, la Banque Centrale a continué d'assurer le suivi permanent des activités des établissements de paiement. Dans ce cadre, elle a agréé un établissement de paiement de monnaie électronique et donné un accord de fourniture des services financiers numériques à deux (2) banques commerciales et (3) trois institutions de microfinance. De plus, la Banque Centrale a levé au mois de septembre 2021, la mesure de suspension des établissements de paiement de transmission de fonds qui avait été prise au cours de l'année 2020.

III.5. Recherche et statistique

Dans le domaine des statistiques, la Banque a continué les activités visant l'amélioration des statistiques monétaires et financières, du secteur

extérieur, notamment, la balance de paiements et la position extérieure globale, des finances publiques ainsi que celles du secteur réel pour éclairer la Direction de la Banque et informer le public sur l'évolution de l'activité économique nationale.

En outre, durant l'année 2021, la Banque a poursuivi les activités d'harmonisation des statistiques produites au sein de la Banque avec celles des autres Pays membres de la Communauté Est Africaine. Cette harmonisation a consisté en grande partie à l'élaboration des guides méthodologiques qui seront utilisés comme référence par tous les Etats membres de la Communauté Est Africaine. L'élargissement de la couverture des statistiques du secteur de la microfinance pour les intégrer dans les statistiques monétaires a été poursuivi.

En vue d'informer le public sur l'évolution de l'environnement économique national, régional et international, la Banque a poursuivi la production des notes conjoncturelles, des bulletins mensuels, des Rapports de Politique Monétaire, du Rapport Annuel et d'autres publications se trouvant à la Bibliothèque de la Banque et sur son site web: www.brb.bi.

Dans le domaine de la recherche, les activités relatives à la prévision de l'inflation et d'autres variables macroéconomiques sur une base trimestrielle ont été poursuivies. En vue d'éclairer les décisions de politique monétaire sur base des résultats de la recherche, des thèmes ont été développés, notamment : (1) Déterminants de l'inflation au Burundi ; (2) Taux de change effectif réel d'équilibre et mise en œuvre de la politique monétaire ; (3) Effet comparé du crédit au secteur public et privé

sur l'inflation ;(4) Répercussions de la Fin Tech sur la stabilité financière. Les résultats de ces thèmes de recherche seront publiés dans le 5ème Numéro de la Revue Economique et Monétaire de la Banque.

III.6. Projets de la banque

III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement

Dans le cadre du Projet d'Intégration des Systèmes de Paiement au sein de la Communauté Est Africaine, financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque de la République a bénéficié d'un appui de ce projet pour la réalisation de certaines activités.

A cet effet, la Banque a mis en place une connectivité SWIFT devant assurer l'intégration de son système de paiement et de règlement en temps réel (RTGS) avec les systèmes régionaux de la CEA (EAPS-East African Payment System) et du COMESA (REPSS-Regional Electronic Payment and Settlement System) et de permettre les échanges commerciaux et des paiements transfrontaliers au sein des deux blocs économiques régionaux.

En outre, dans le cadre de ce projet, la Banque a procédé à l'acquisition des équipements constitués d'une centrale téléphonique et de vidéo conférence destinés à lui garantir la reprise rapide des activités opérationnelles en cas de survenance de sinistre majeure.

Le processus de mise en place d'une Centrale des Incidents de Paiement (CIP), également financé par le projet régional, est actuellement dans sa phase de passation de marché, l'évaluation des manifestations d'intérêts ayant permis de dégager la liste des soumissionnaires à qui des demandes de propositions techniques et financières ont été soumises.

III.6.2. Projet de développement du marché financier

En 2021, le processus de mise en place du marché des capitaux s'est poursuivi. En date du 20 août 2021, le Conseil d'Administration de l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux a été nommé par Décret Présidentiel. Cependant, comme le prévoit la Loi régissant l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux, le Directeur Général n'est pas concerné par ce Décret. Ce dernier sera recruté sur base d'un concours. Les membres du Conseil d'Administration de l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux ont travaillé avec l'appui technique et financier des services de la BRB impliqués dans le projet de mise en place du marché des capitaux pour élaborer leur Règlement d'ordre intérieur. Les membres du Conseil ont suivi une formation sur les fondements du marché des capitaux et élaboré un plan d'action qui vise l'opérationnalisation effective de l'Autorité de Régulation du marché des capitaux du Burundi.

La BRB, en collaboration avec les banques commerciales du Burundi, a également amorcé le processus de la mise en place de la Bourse du Burundi. La plupart des banques commerciales ont souscrit au capital social de la Bourse du Burundi et la BRB aussi, a adressé une requête au Gouvernement pour solliciter l'accord de principe de participation au capital social de la future société boursière. Le processus attend que tous les actionnaires puissent souscrire au capital social pour continuer son cours normal vers la création effective de la Bourse.

Au cours de l'année 2021, différentes activités de sensibilisation à l'égard des acteurs impliqués dans le projet de mise en place du marché des capitaux du Burundi ainsi que des formations

des cadres de la BRB sur les pratiques de ce marché ont été organisées.

III.7. Intégration régionale et coopération de la banque

Dans le cadre de l'intégration régionale, la Banque de la République du Burundi est très engagée dans le processus d'intégration régionale au niveau de la Communauté Est Africaine, le Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale (COMESA). En outre, la Banque est membre de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA). Au cours de l'année 2021, suite à la pandémie de la COVID-19 qui a entravé les mouvements des personnes pour éviter la propagation de cette pandémie ; beaucoup de réunions en présentiel regroupant les pays membres de ces blocs économiques n'ont pas eu lieu ; certaines ont été faites sur les plateformes électroniques.

III.7.1. Intégration au niveau de la Communauté Est Africaine

Suite à la pandémie de covid-19 qui a entraîné les restrictions sur les mouvements des personnes pour limiter sa propagation, beaucoup de réunions présentielle regroupant les sous-comités en charge de l'harmonisation des politiques monétaire et budgétaire au niveau de la Communauté n'ont pas eu lieu. Au cours des réunions virtuelles regroupant les membres du Comité des Affaires Monétaires, il a été convenu d'accélérer l'harmonisation des pratiques de politique monétaire au sein de la région pour

migrer vers le ciblage des prix. En outre, il a été convenu d'accélérer le processus de création de l'Institut Monétaire de la Communauté Est Africaine (EAMI), structure qui va coordonner toutes les étapes de mise en place de la monnaie unique au niveau de la Communauté.

III.7.2. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe

Suite aux mesures barrières prises pour faire face à la pandémie de la COVID-19, la 42ème réunion du Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales et la 26ème réunion du Comité des Gouverneurs du COMESA n'ont pas eu lieu en présentiel. La Banque a pris part sur la plateforme électronique à la réunion de validation des états financiers audités de la Chambre de Compensation du COMESA (CCC) pour l'année clôturée au 31/3/2021, des états financiers audités de l'Institut Monétaire du COMESA (IMC) pour l'année clôturée le 31/12/2020 et des prévisions budgétaires 2022 de la CCC et de l'IMC.

Le processus d'intégration régionale passe par le suivi et le respect des critères de convergence macroéconomiques convenus entre les pays membres. Dans ce cadre, le Burundi a respecté le critère de convergence relatif au déficit budgétaire. Toutefois, suite à l'environnement macroéconomique national qui a été très affecté par les effets néfastes de la COVID-19, les autres critères macroéconomiques relatifs à l'inflation, à la dette publique et aux réserves de change n'ont pas été respectés.

Tableau 51 : Evolution des critères de convergence macroéconomique du Burundi

	2017	2018	2019	2020	2021
1. Taux inflation annuel (plafond= 8%)	16,1	-2,6	-0,7	7,5	8,3
2. Déficit budgétaire dons compris en % du PIB (plafond = 3%)	-4,3	-4,5	-4,4	-6,2	-2,9
3. Dette publique en % du PIB (plafond = 50%)	42,5	46,6	52,5	58,6	58,0
4. Réserves de change en mois d'importations (plancher= 4,5 mois)	1,7	1,0	1,5	1,1	3,2

Source : BRB

Au cours de l'année 2021, les organes de la Banque ont continué d'exercer leurs missions conformément à la Loi n°1/34 du 02 Décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi. En vertu de ces statuts, les organes de la Banque Centrale sont le Conseil Général, le Comité de Direction et les Organes de contrôle.

L'année 2021 a été marquée par la nomination par le décret n°100/112 du 14 avril 2021, de l'Honorable Audace NIYONZIMA, premier Vice-Gouverneur en remplacement de Monsieur Pacifique MUNYESHONGORE qui avait été nommé premier Vice-Gouverneur par le décret n° 100/002 du 06 janvier 2021 et qui, à la date du 14 avril 2021, fut nommé Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes, OBR, en sigle.

Pour renforcer le cadre réglementaire interne, la Direction de la Banque a émis de nouveaux Ordres de Service portant sur ses différents processus.

Au niveau organisationnel, la Banque a adopté une réforme de gestion des ressources humaines axée sur la performance et les instruments réglementaires permettant la mise en œuvre réussie de ladite réforme ont été édictés.

IV.1. Conseil général

Le Conseil Général, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême qui définit la vision et les politiques de la Banque. En plus des membres du Comité de Direction de la Banque, le Conseil Général est composé de cinq membres

nommés par décret Présidentiel en fonction de leurs compétences et expériences en matières économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Au cours de l'exercice 2021, par le décret n°100/208 du 30 septembre 2021, le Président de la République a nommé cinq Conseillers membres du Conseil Général de la BRB qui ont remplacé ceux dont le mandat avait expiré.

Le Conseil Général a tenu six réunions statutaires qui ont porté, notamment, sur l'examen du rapport annuel de 2020, l'adoption du Règlement du personnel de la BRB, l'analyse du plan de continuité des activités de la BRB, l'analyse du rapport d'audit externe sur les états financiers annuels clos au 30 juin 2020, l'analyse des rapports du Comité de Gestion des réserves de change, l'adoption du plan stratégique de la BRB pour la période de juillet 2021 à juin 2023, l'analyse du rapport annuel de supervision, de stabilité financière ainsi que la mise en place du Comité d'Audit. Le Conseil Général a également adopté le budget de la Banque 2021-2022.

IV.2. Comité de direction

Le Comité de Direction, composé du Gouverneur et de deux Vice-Gouverneurs, a tenu trente et une réunions qui ont, entre autres, porté sur les rapports du Comité de politique monétaire, les rapports du Comité de Gestion des réserves de change, les états financiers trimestriels et annuel, l'analyse du projet de Règlement du personnel, les rapports d'Audit, le budget de l'exercice 2021-2022 et

la révision budgétaire pour la même période ; l'analyse du plan de continuité des activités de la BRB, l'analyse du rapport d'audit externe sur les états financiers annuels clos au 30 juin 2020, l'adoption du plan stratégique de la BRB pour la période de juillet 2021 à juin 2023, l'analyse du rapport annuel de la BRB pour l'exercice 2020, l'analyse du rapport annuel de supervision, de stabilité financière, la mise en place du Comité d'Audit.

IV.3. Organes de contrôle

En vertu des Statuts régissant les activités de la Banque, les organes de contrôle sont constitués de :

- Comité d'Audit ;
- Auditeurs Internes ;
- Auditeurs Externes.

Le Comité d'Audit est composé de trois membres du Conseil Général qui ne sont pas membres du Comité de Direction. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Au cours de l'exercice 2021, le Comité d'Audit a continué d'accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. La Charte indique les pouvoirs et les responsabilités du Comité d'Audit vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers ainsi que des auditeurs internes et externes. Ainsi, le Comité d'Audit a tenu neuf réunions qui ont porté, à la fois, sur les activités de l'Audit Interne et celles de l'Audit Externe.

Les auditeurs internes et externes ont, quant à eux, continué d'exécuter les missions qui relèvent de leurs compétences conformément aux Normes Internationales d'Audit.

La mission de l'Audit Interne consiste à identifier les risques liés aux activités de la Banque et à formuler des recommandations en vue de gérer ces risques.

Pour la réalisation de sa mission, l'Audit Interne s'est, comme pour l'exercice précédent, référé à son manuel des procédures et s'est basé sur la méthodologie d'audit fondé sur les risques. En l'absence d'outils automatisés appropriés, les auditeurs internes ont eu recours à des formulaires standardisés, en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP) qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes existants, les recommandations, les avis de l'audit, les plans d'actions ainsi que les décisions du Comité de Direction.

IV.4. Gestion des risques

En matière de gestion des risques, les activités réalisées en 2021 ont porté, essentiellement, sur l'actualisation de la Cartographie globale des risques et l'élaboration du Plan de Continuité des Activités de la Banque en situation de pandémie.

L'actualisation de la Cartographie globale des risques de la Banque passe par l'appréciation des risques sur base des informations fournies par les entités de la Banque et la proposition des actions de mitigation des risques identifiés.

Sur base des résultats de l'appréciation des risques auxquels la Banque est soumise, la cartographie globale des risques a été révisée.

Par ailleurs, pour se préparer à assurer la continuité des activités critiques en situation de pandémie pouvant entraîner l'absence massive

de son personnel, la Banque a élaboré un dispositif de gestion de la continuité y relatif. Ce dernier fait partie intégrante du Plan de Continuité des Activités de la Banque.

IV.5. Plan stratégique de la banque

En 2021, la Banque a évalué le Plan Stratégique 2017-2019 et poursuivi la mise en œuvre des activités inachevées au cours de cette période. Le Plan Stratégique visait le changement des méthodes de travail de la Banque pour qu'elle soit « une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ». Après l'évaluation des activités du Plan Stratégique 2017-2019, un nouveau Plan Stratégique en cours d'élaboration couvrira la période 2021-2023.

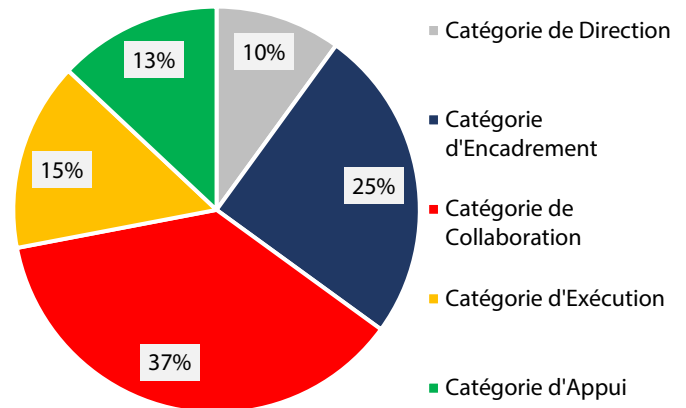
IV.6. Gestion des ressources humaines

IV.6.1. Effectif du personnel

A fin décembre 2021, le personnel de la Banque s'élevait à 770 contre 796 unités de l'année précédente, soit une diminution de 3,3%. La Banque a enregistré 1 recrutement et 27 départs pour diverses raisons. Au niveau de la répartition du personnel, les catégories d'encadrement (25 contre 41%) et de collaboration (37 contre

39,0%) sont restées prédominantes dans l'effectif du personnel de la Banque.

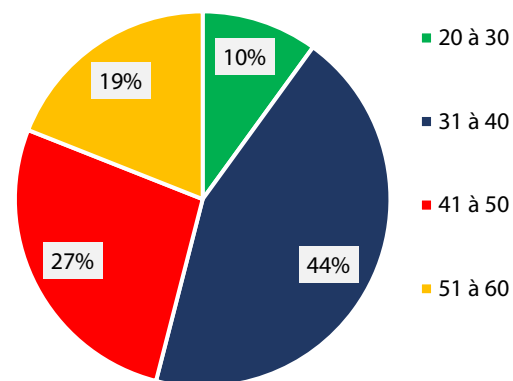
Graphique 14 : Répartition de l'effectif du personnel par catégories



Source : BRB

Par tranches d'âge, 81% du personnel de la Banque avaient l'âge compris entre 20 et 49 ans tandis que 19% du personnel dépassaient l'âge de 50 ans.

Graphique 15 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge



Source : BRB

S'agissant de la répartition par sexe, le personnel masculin et féminin représentait respectivement 62 et 38% de l'effectif total de la Banque et était presque dans les mêmes proportions que l'année précédente.

IV.6.2. Politique sociale

Des avantages sociaux ont été accordés aux agents pour assurer leur bon épanouissement conformément aux Statuts et à la réglementation de la Banque.

IV.6.3. Formation

Suite à la persistance de la pandémie de la Covid-19 au cours de l'année 2021, les formations classiques organisées sur place dans

les centres n'ont pas eu lieu. Cependant, elles ont été substituées par des formations virtuelles sur Zoom plateforme. Ces formations visaient, notamment, le personnel chargé des statistiques, de la supervision bancaire et stabilité financière et de l'inclusion financière. En outre, le personnel de la comptabilité a également bénéficié de formations sur les normes IFRS.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au cours de l'année 2021, l'activité économique nationale a repris après le choc lié à la pandémie de covid-19 qui avait affecté l'économie. Le taux de croissance du PIB s'est établi à 3,1% contre 0,3% une année avant, en liaison avec la croissance de l'activité dans le secteur primaire (4,7 contre 0,4%) et tertiaire (2,5 contre -3,4%).

Pour soutenir cette reprise économique, la Banque a poursuivi la politique monétaire accommodante pour encourager le financement des secteurs affectés par cette pandémie. En outre, la Banque a élargi les secteurs éligibles au refinancement des secteurs porteurs de la croissance, en intégrant les secteurs des infrastructures, l'hôtellerie et tourisme et les logements sociaux qui sont des secteurs moteurs de l'économie nationale et ayant des effets d'entraînements sur les autres secteurs.

Concernant le secteur bancaire, une Banque d'Investissement et de Développement des Femmes (BIDF) a été créée au cours de l'année 2021 dans le souci de promouvoir le crédit à cette grande catégorie la population burundaise.

Concernant la politique de change, suite à la rupture des chaînes d'approvisionnement pour les entreprises, consécutive à la pandémie de

covid-19 qui a provoqué l'augmentation des prix de certains produits ; la BRB a intensifié ses interventions sur le marché de changes pour financer les produits pharmaceutiques en vue d'enrayer la propagation de la Covid-19. De même, ses interventions visaient les importations de produits stratégiques : carburants, engrais, matières premières industrielles.

Selon les projections provisoires du cadrage macroéconomiques 2022, l'activité économique pourrait s'améliorer (4,3 contre 3,1%), en rapport avec l'amélioration de l'activité dans le secteur secondaire (4,5 contre 2,1%), tertiaire (4,4 contre 2,5%).

Toutefois, ces projections sont susceptibles d'être révisées à la baisse suite aux effets néfastes liés la guerre russo-ukrainienne qui a provoqué une flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques. Face à ces pressions inflationnistes, la Banque de la République du Burundi va mener une politique monétaire prudente consistant à contrôler la croissance de la masse monétaire et intensifier ses interventions sur le marché de changes pour mitiger l'inflation importée.

Annexe 1: Principales productions industrielles

	Unité/année	2017	2018	2019	2020	2021
I. Industries extractives						
Tourbe	T	13 157	11 801	15 248	9 633	12 956
II. Industries agricoles						
Café	T	15 229	20 074	10 366	18 580	7 952
Thé	T	9 640	10 701	10 823	10 172	11 222
Coton	T	1 622	2 066	870	763	1 010
III. Industries alimentaires						
Boissons	HI	2 328 436	2 450 875	2 497 857	2 629 652	2 784 108
Huile de coton	Litre	18 805	15 685	18 015	17 810	27 420
Riz (1)	T	1 691	1 107	1 645	-	-
Cigarettes	('000)	799 955	710 060	635 935	980 095	882 565
Sucre	T	21 940	19 535	18 574	20 436	15 880
IV. Industries chimiques						
- de ménage	T	12 615	14 683	14 384	15 502	16 811
- de toilette	T	582	425	630	836	844
Peinture	T	868	734	900	973	1 256
Oxygène	M3	17 917	33 214	51 950	59 559	90 221
Mousse	Matelas (3)	9 259	5 997	-	-	-
Casiers en plastique	Unité	152 691	268 735	194 185	130 166	193 307
V. Industries de matériaux						
de construction non-métalliques						
Tubes en PVC	Kg	55 099	47 835	116 141	38 714	17 575
VI. Industries d'ouvrages en métaux						
Profilés acier (2)	T	11	19	23	31	40

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds «Estetic».

Source: Renseignements fournis par les entreprises industrielles.

Annexe 2 : Opérations financières consolidées de l'Etat (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	Prévisions 2021	Tx de réel
A. Recettes et dons	898 430,8	1 048 225,7	1 244 007,7	1 330 290,8	1 492 247,4	1 492 437,2	100,0
1. Recettes	754 142,6	836 889,2	990 070,8	1 073 267,4	1 237 322,0	1 161 387,9	106,5
Recettes fiscales	699 090,9	770 877,9	890 452,3	970 491,0	1 098 871,5	1 039 836,1	105,7
dont compensation COMESA	-	-	-	-	-	-	-
Recettes non fiscales	55 051,7	66 011,3	99 618,4	102 776,4	138 450,5	102 681,6	134,8
Recettes exceptionnelles	-	-	-	-	-	18 859,7	0,0
dont AMISOM& MUNISCA	-	-	-	-	-	3 000,0	0,0
Produits financiers	-	-	-	-	-	10,5	0,0
Gains de change	-	-	-	-	-	10,5	0,0
2. Dons	144 288,2	211 336,6	253 936,9	257 023,4	254 925,4	331 049,3	77,0
Dons courants	-	-	-	-	-	-	-
Dons en capital	144 288,2	211 336,6	253 936,9	257 023,4	254 925,4	331 049,3	77,0
B. Dépenses	1145251,2	1312439,4	1514529,1	1745020,2	1710136,3	1644950,1	104,0
a. Dépenses courantes	863 733,7	914 155,8	929 222,8	1 318 231,3	1 159 530,9	1 002 425,5	115,7
Dépenses sur biens et services	546 058,3	578 213,8	603 298,9	728 860,6	652 708,7	616 929,8	105,8
Salaires	385 815,5	408 657,4	441 630,5	532 122,9	484 297,8	482 608,0	100,4
Achats de biens et autres services	160 242,9	169 556,4	161 668,4	196 737,6	168 410,9	134 321,9	125,4
Subventions et autres transferts	278 331,0	290 373,5	289 936,8	508 935,2	310 966,0	306 660,3	101,4
Exonérations	-	-	-	-	-	18 000,0	-
Paiements d'intérêts	27 220,0	22 802,0	28 263,8	80 435,5	195 856,2	60 835,4	321,9
Dépenses sur les fonds spéciaux	12 124,2	22 766,6	7 723,3	0,0	0,0	-	-
Solde courant hors dons	-109 591,0	-77 266,7	60 848,0	-244 963,9	77 791,2	158 962,4	48,9
Solde courant dons compris	34 697,1	134 069,9	314 784,9	12 059,5	332 716,5	490 011,7	67,9
b. Dépenses en capital	281 517,5	398 283,5	585 306,3	426 788,9	550 605,4	642 524,6	85,7
Solde global hors dons (base droits constatés)	-391 108,6	-475 550,2	-524 458,4	-671 752,8	-472 814,3	-483 562,2	97,8
Solde global dons compris (base droits const.)	-246 820,4	-264 213,6	-270 521,4	-414 729,4	-217 888,9	-152 512,9	142,9
C. Financement	246820,4	264213,6	270521,4	414729,4	217888,9	152512,9	142,9
1. Financement extérieur	-1 825,9	29 310,0	99 706,0	37 935,34	223 579,74	13 905,8	1 607,8
Tirages sur prêts directs	14 165,9	41 254,6	117 453,5	56 841,10	90 367,59	49 762,5	181,6
Tirages sur prêts budgétaires (FRC FMI)	-	-	-	-	155 493,78	-	-
Moins amort. de la dette extérieure	-15 991,7	-11 944,6	-17 747,5	-18 905,75	-22 281,63	-35 856,7	62,1
Variation des arriérés	-	-	-	-	-	-	-
Allègement de la dette	-	-	-	-	-	-	-
2. Financement intérieur net	268 389,8	236 502,6	232 305,1	417 891,48	-98 957,18	138 607,1	-71,4
a. Secteur bancaire	228 782,2	248 385,9	250 535,1	372 001,48	-126 907,18	108 326,7	-117,2
B.R.B.	8 500,5	-64 686,6	-105 306,5	72 497,98	-266 489,08	-	-
Banques commerciales	219 218,9	312 790,3	355 992,1	297 445,00	137 957,90	108 326,7	127,4
Microfinances	-	-	-195,1	-81,70	2 177,20	0,0	-
CCP	1 062,8	282,2	44,60	2 140,20	-553,20	0,0	-
b. Secteur non bancaire	39 607,60	-11 883,30	-18 230,00	45 890,00	27 950,00	30 280,4	92,3
Etablissements financiers	-	5 140,0	6 360,0	2 800,0	-11 800,0	-16 719,6	70,6
Secteur non financier	39 607,6	-17 023,3	-24 590,0	43 090,0	39 750,0	47 000,0	84,6
3. Erreurs et omissions	-19 743,5	-1 598,9	-61 489,6	-41 097,4	93 266,4	-	-

Source: MFBCDE

Annexe 3: Dette publique extérieure par catégorie et par créancier (en MBIF)

	Encours fin 2020	Tirages	Réévaluation	Amortis- sement	Intérêts	Encours fin 2021
A. Dette directe	1 045 131,62	245 861,4	19 885,12	22 281,63	10 369,03	1 288 596,5
AID	289 200,20	0,0	705,24	5 424,5	1 554,3	284 480,9
BAD	1 435,38	-	3,36	-	-	1 438,7
B.E.I	47 308,55	14 009,7	-2 434,37	-	171,5	58 883,9
BADEA	79 862,08	23 804,6	2 759,76	1 955,43	177,41	104 471,0
FAD	48 236,13	0,0	116,58	1 637,1	500,5	46 715,6
FIDA	99 087,59	0,0	231,67	-	-	99 319,3
Fond koweïtien	59 040,06	395,5	2 218,06	-	461,81	61 653,6
Fonds saoudien	87 485,44	3 375,33	2 701,07	194,73	710,02	93 367,1
OPEP	165 619,73	23 118,57	5 110,86	13 069,9	3 145,33	180 779,3
Autres	167 856,5	181 157,7	8 472,9	0,0	3 648,2	357 487,1
B. Dette rétrocedée	1 441,37	0,0	40,68	0,00	0,00	1 482,0
Fonds Abu Dhabi	1 441,37	0,0	40,68	0,00	0,00	1 482,0
Total	1 046 573,0	245 861,4	19 925,8	22 281,6	10 369,0	1 290 078,5

Source: MFBCDE

Annexe 4 : Opérations de la dette publique extérieure par secteur (en MBIF)

	Encours fin 2020	Tirages		Intérêts	Encours fin 2021	
I. Dette directe	1 045 131,6	245 861,4	19 885,1	22 281,6	10 369,0	1 288 596,5
A. Equipements publics	505 509,8	19 671,4	14 464,0	8 695,1	4 141,5	530 950,0
1. Transport	377 360,2	19 671,4	9 634,0	7 427,0	3 138,7	399 238,6
a) Routes	377 360,2	19 671,4	9 634,0	7 427,0	3 138,7	399 238,6
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	48 185,8	-	120,0	1 268,1	195,6	47 037,6
3. Divers	79 963,8	-	4 709,9	-	807,2	84 673,7
B. Secteurs productifs	252 735,3	64 091,7	2 026,1	4 280,4	4 030,5	314 572,6
1. Agriculture et Elevage	124 842,6	11 336,0	1 617,2	4 092,1	973,5	133 703,6
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	127 892,7	52 755,7	408,8	188,3	3 057,0	180 869,0
C. Secteur social	60 034,0	5 859,2	296,8	1 051,6	322,1	65 138,4
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	60 034,0	5 859,2	296,8	1 051,6	322,1	65 138,4
D. Divers	226 852,6	156 239,1	3 098,3	8 254,5	1 874,9	377 935,5
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 716,6	-	4,0	0,2	0,0	1 720,3
5. Autres	225 136,0	156 239,1	3 094,3	8 254,3	1 874,9	376 215,2
II. Dette rétrocedée	1 441,4	-	40,7	0,0	-	1 482,0
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	1 441,4	-	40,7	0,0	0,0	1 482,0
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	1 441,4	-	40,7	-	-	1 482,0
3. Energie	-	-	-	-	-	-
III. Dette garantie	(5 004,5)	-	-2 461,0	104,6	27,9	(7 570,1)
Secteurs productifs	(5 004,5)	-	-2 461,0	104,6	27,9	(7 570,1)
1. Agriculture	(394,3)	-	-454,9	-	-	(849,2)
2. Télécommunications	(1,0)	-	-0,5	-	-	(1,5)
3. Industrie	(842,9)	-	-409,7	-	-	(1 252,6)
4. Divers	(3 766,3)	-	-1 595,9	104,6	27,9	(5 466,8)
Total	1 046 573,0	245 861,4	19 925,8	22 281,6	10 369,0	1 290 078,5

Source : MFBCDE

Annexe 5 : Evolution des réserves internationales (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
BRB					
Avoirs extérieurs	194 000,2	145 607,1	241 766,3	250 872,7	593 226,4
Réserves officielles de change	180 587,6	127 036,3	213 443,9	183 574,4	534 875,8
-Or	2 211,8	2 234,6	2 767,8	3 553,5	3 523,9
-DTS	1 985,5	12 311,3	493,8	17 838,6	432 179,4
-Tranche de réserve FMI	49 876,8	48 581,8	50 296,9	29 695,1	28 605,0
-Devises	126 513,5	63 908,6	159 885,4	132 487,2	70 567,5
Autres créances	13 412,6	18 570,8	28 322,4	67 298,3	58 350,6
- Engagements extérieurs	338 480,6	310 824,2	371 157,0	343 978,0	734 574,5
Banques commerciales	-9 919,6	-37 983,9	-76 949,6	-111 910,8	-181 042,4
- Avoirs extérieurs	146 133,0	144 238,8	139 666,3	195 777,0	185 283,8
- Engagements extérieurs	156 052,6	182 222,7	216 615,9	307 687,8	366 326,2

Source: BRB

Annexe 6 : Situation monétaire (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021
a) Avoirs extérieurs bruts	340 133,2	289 845,9	381 432,6	446 649,7	778 510,2
b) Engagements extérieurs	494 533,2	493 046,9	587 772,9	651 665,8	1 100 900,7
c) Créances nettes sur l'Etat	1 112 214,4	1 337 534,0	1 618 917,6	2 025 750,7	1 930 722,3
Crédit à l'Etat	1 461 623,5	1 763 431,9	2 158 766,3	2 647 828,5	2 850 858,2
Dépôts du secteur gouvernemental	349 409,1	425 897,9	539 848,7	622 077,8	920 135,9
d) Créances sur l'économie	892 751,8	1 031 951,6	1 208 667,7	1 437 282,0	2 380 755,9
Crédit	872 004,7	1 009 475,3	1 173 629,2	1 397 633,7	2 334 340,0
Autres créances	20 747,1	22 476,3	35 038,5	39 648,3	46 415,9
RESSOURCES (I+II) = EMPLOIS (a-b+c+d)	1 850 566,2	2 166 284,6	2 621 245,0	3 258 016,6	3 989 087,7
I. Masse monétaire (M3)	1 499 512,9	1 797 468,9	2 202 818,6	2 733 847,0	3 293 170,2
Masse monétaire (M2)	1 340 926,6	1 625 958,7	2 014 729,8	2 526 518,5	3 038 459,5
.Monnaie (M1)	995 743,0	1 210 240,6	1 430 096,8	1 803 120,5	2 051 223,9
-Circulation fiduciaire hors banques	263 500,5	295 598,6	359 960,0	433 279,2	478 831,7
-Dépôts à vue	732 242,5	914 642,0	1 070 136,8	1 369 841,3	1 572 392,2
.Quasi monnaie	345 183,6	415 718,1	584 633,0	723 398,0	987 235,6
Dépôts en devises des résidents	158 586,3	171 510,2	188 088,8	207 328,5	254 710,7
II. Autres ressources	351 053,3	368 815,7	418 426,4	524 169,6	695 917,5

Source: BRB

Annexe 7 : Crédit du secteur financier (en MBIF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
2016													
I. Crédits à court terme	587 754,1	592 517,6	590 147,0	587 856,1	602 092,4	625 062,1	626 920,8	629 186,9	631 091,6	626 685,4	611 325,8	605 766,6	609 700,5
- Mobilisation des créances commerciales	178 092,9	183 680,0	180 926,0	181 159,0	183 581,0	188 769,1	189 199,4	188 270,1	189 108,4	189 572,4	190 690,8	199 717,1	186 897,2
- Crédits à l'exportation	5 608,2	3 600,2	2 709,9	5 827,7	5 867,8	1 715,2	4 680,0	3 286,1	2 656,9	1 763,9	909,9	909,9	3 255,4
- Crédits à l'importation après expédition	5 751,2	4 880,4	5 282,1	2 533,8	2 196,9	5 600,2	5 474,6	5 546,7	4 825,7	4 400,2	3 679,8	3 280,3	4 454,3
- Crédits de trésorerie	398 301,8	400 357,0	401 229,0	398 335,6	410 446,7	428 977,6	427 566,8	432 084,0	434 500,6	430 948,9	416 045,3	402 330,6	415 093,6
II. Crédits à moyen terme	180 388,6	177 303,1	185 384,2	187 705,2	189 888,0	184 520,6	181 932,1	204 216,9	196 856,1	194 387,6	201 285,0	195 807,8	189 972,9
- Habitat	17 668,3	17 961,6	17 676,2	17 791,6	17 867,3	18 509,7	18 821,5	20 121,0	20 840,0	20 879,3	21 524,9	21 762,2	19 284,8
- Equipement	162 720,3	159 341,5	167 708,0	169 913,6	172 020,7	166 010,9	163 110,6	184 095,9	176 016,1	173 508,3	179 760,1	174 051,6	170 688,1
III. Crédits à long terme	116 892,7	116 473,3	114 963,5	115 527,3	114 985,6	114 391,0	114 799,5	114 007,5	115 424,8	117 797,0	119 744,6	121 013,8	116 335,1
- Habitat	64 902,1	66 562,4	65 125,7	65 827,3	62 927,0	64 799,4	64 997,8	67 489,8	63 979,3	68 753,3	69 455,0	67 282,9	66 008,5
- Equipement	51 990,6	49 910,9	49 837,8	49 700,0	52 058,6	49 591,6	49 801,7	46 517,7	51 445,5	49 043,7	50 289,6	53 730,9	50 326,6
Total	885 035,4	886 294,0	890 494,7	891 088,6	906 966,0	923 973,7	923 652,4	947 411,3	943 372,5	938 870,0	932 355,4	922 588,2	916 008,5
2017													
I. Crédits à court terme	622 086,8	572 934,4	572 837,9	564 364,3	584 026,8	618 569,0	636 709,4	652 987,9	672 850,3	679 060,6	689 250,9	631 050,3	624 727,4
- Mobilisation des créances commerciales	195 922,5	137 801,8	135 680,7	140 439,7	139 780,8	140 451,2	137 017,2	138 615,6	153 830,7	153 413,8	150 562,1	138 435,1	146 829,3
- Crédits à l'exportation	5 354,4	6 198,3	5 956,6	3 680,9	4 853,1	10 841,3	9 798,8	11 925,7	11 386,4	10 834,2	13 053,7	10 346,8	8 685,9
- Crédits à l'importation après expédition	2 366,2	2 365,0	1 811,7	1 982,8	2 251,1	2 222,3	2 467,1	3 469,8	2 800,1	1 813,1	2 343,3	2 339,6	2 352,7
- Crédits de trésorerie	418 443,6	426 569,3	429 388,9	418 260,9	437 141,7	465 054,2	487 426,3	498 976,7	504 833,1	512 999,5	523 291,8	479 928,8	466 859,6
II. Crédits à moyen terme	181 760,1	190 283,8	190 160,0	192 251,8	194 524,7	200 619,7	200 611,5	206 263,8	197 138,6	196 273,0	195 612,9	198 136,9	195 303,1
- Habitat	21 338,8	30 658,7	21 987,1	21 741,0	21 309,0	21 867,5	21 877,2	23 907,7	23 372,8	23 615,7	23 740,1	24 281,9	23 308,1
- Equipement	160 421,3	159 625,1	168 172,9	170 510,8	173 215,7	178 752,2	178 734,3	182 356,1	173 765,8	172 657,3	171 872,8	173 855,0	171 994,9
III. Crédits à long terme	138 312,1	130 575,7	127 669,2	131 064,3	125 267,5	130 249,5	137 040,0	132 399,7	131 805,2	140 885,5	144 122,5	148 156,3	134 795,6
- Habitat	74 119,3	76 410,9	70 224,5	75 595,1	73 703,3	76 125,1	76 721,4	78 095,3	78 360,0	78 975,9	78 985,1	81 197,0	76 542,7
- Equipement	64 192,8	54 164,8	57 444,7	55 469,2	51 564,2	54 124,4	60 318,6	54 304,4	53 445,2	61 909,6	65 137,4	66 959,3	58 252,9
Total	942 159,0	893 793,9	890 667,1	887 680,4	903 819,0	949 438,2	974 360,9	991 651,4	1 001 794,1	1 016 219,1	1 028 986,3	977 343,5	954 826,1
2018													
I. Crédits à court terme	630 053,8	641 248,2	651 526,5	655 767,1	652 813,4	694 154,0	734 002,5	742 378,0	753 077,4	786 346,9	754 440,9	707 381,7	700 265,9
- Mobilisation des créances commerciales	136 064,0	140 069,0	157 753,5	157 141,5	152 480,0	154 717,6	162 918,2	166 376,3	165 717,4	163 734,7	163 179,9	143 274,5	155 285,6
- Crédits à l'exportation	9 003,0	8 104,6	7 114,3	4 740,2	4 710,3	9 256,8	19 772,0	20 072,8	18 713,7	25 279,1	13 389,2	21 128,0	13 440,3
- Crédits à l'importation après expédition	2 551,6	3 459,0	4 490,6	4 242,6	4 176,6	4 053,8	3 737,4	3 927,6	3 548,3	3 292,1	4 565,8	5 697,8	3 978,6
- Crédits de trésorerie	482 435,2	489 615,6	482 168,1	489 642,8	491 446,5	526 125,8	547 574,9	552 001,3	565 098,0	594 041,0	573 306,0	537 281,4	527 561,4
II. Crédits à moyen terme	200 318,9	207 487,7	193 889,9	198 583,2	194 889,2	207 831,7	201 463,7	214 631,5	214 070,1	214 908,5	249 341,3	252 700,1	212 510,3
- Habitat	24 672,2	25 642,7	28 196,6	27 553,9	26 955,8	27 605,1	27 264,1	27 618,2	27 187,7	27 380,0	25 816,1	24 586,2	26 706,6
- Equipement	175 646,7	181 845,0	165 693,3	171 029,3	167 933,4	180 226,6	174 199,6	187 013,3	186 882,4	187 528,5	223 525,2	228 121,9	185 803,8
III. Crédits à long terme	147 805,3	151 505,1	155 413,3	156 464,8	157 483,9	158 870,3	162 203,4	156 172,2	162 276,8	161 905,9	166 934,6	176 828,7	159 488,7
- Habitat	81 758,7	83 930,7	84 253,3	89 160,9	89 563,7	91 292,4	93 233,3	95 603,4	100 835,6	104 041,4	105 677,6	112 629,1	94 331,7
- Equipement	66 046,6	67 574,4	71 160,0	67 303,9	67 920,2	67 577,9	68 970,1	60 568,8	61 441,2	57 864,5	61 257,0	64 199,6	65 157,0
Total	978 178,0	1 000 241,0	1 000 829,7	1 010 815,1	1 005 186,5	1 060 856,0	1 097 669,6	1 113 181,7	1 129 424,3	1 163 161,3	1 170 716,8	1 136 918,5	1 072 264,9
2019													
I. Crédits à court terme	695 073,8	701 189,7	709 056,2	701 665,1	723 527,4	746 264,1	781 864,4	783 895,6	801 785,8	820 659,6	845 081,5	824 112,9	761 181,3
- Mobilisation des créances commerciales	134 489,5	131 967,7	127 790,0	121 114,7	131 001,2	128 837,3	133 338,5	131 102,8	125 161,5	122 551,7	137 576,1	115 234,3	128 347,1
- Crédits à l'exportation	17 415,4	15 134,4	14 064,4	11 062,9	7 536,1	6 687,9	6 125,3	8 616,4	10 534,6	10 329,0	9 572,9	8 652,4	10 477,6
- Crédits à l'importation après expédition	5 900,0	5 576,9	6 195,9	6 156,9	5 934,0	5 715,4	5 537,5	5 860,9	4 647,0	4 059,8	6 205,8	5 439,7	5 602,5
- Crédits de trésorerie	537 268,9	548 510,7	561 005,9	563 330,6	579 056,1	605 023,5	636 863,1	638 315,5	661 442,7	683 719,1	691 726,7	694 786,5	616 754,1
II. Crédits à moyen terme	254 063,9	256 379,2	267 703,7	273 227,8	276 845,6	282 596,8	284 932,8	285 872,5	292 577,9	287 879,1	278 096,1	284 537,4	277 059,4
- Habitat	24 963,0	23 812,2	24 770,8	24 439,9	23 846,5	23 874,0	23 974,2	23 664,8	23 082,0	24 079,2	22 971,1	22 927,7	23 867,1
- Equipement	229 100,9	232 567,0	242 932,9	248 787,9	252 999,1	258 722,8	260 958,6	262 207,7	269 495,9	263 799,9	255 125,0	261 609,7	253 192,3
III. Crédits à long terme	178 481,8	185 064,0	183 895,0	187 903,9	189 477,4	193 347,3	197 644,9	207 661,7	209 484,9	210 211,0	217 350,1	215 991,4	198 042,8
- Habitat	115 039,7	118 859,5	120 857,7	125 499,4	125 499,3	128 660,2	130 820,8	131 579,8	133 372,2	134 089,8	135 287,5	140 100,4	128 305,5
- Equipement	63 442,1	66 204,5	63 037,3	62 404,5	63 978,1	64 687,1	66 824,1	76 081,9	76 112,7	76 121,2	82 062,6	75 891,0	69 737,3
Total	1 127 619,5	1 142 632,9	1 160 654,9	1 162 796,8	1 189 850,4	1 222 208,2	1 264 442,1	1 277 429,8	1 303 848,6	1 318 749,7	1 340 527,7	1 324 641,7	1 236 283,5
2020													
I. Crédits à court terme	844 621,3	829 116,7	853 253,3	861 113,0	920 544,6	909 733,4	943 967,6	978 541,1	937 460,3	945 449,7	950 856,9	973 337,3	912 333,1
- Mobilisation des créances commerciales	104 328,8	105 940,5	135 858,9	135 909,3	134 663,3	126 403,1	116 701,3	123 766,2	133 036,6	142 894,6	144 695,7	136 464,0	128 388,5
- Crédits à l'exportation	1 520,5	7 088,3	4 868,7	6 866,6	5 915,5	5 916,6	3 704,2	1 926,4	3 846,7	2 926,4	2 434,5	1 920,0	2 675,5
- Crédits à l'importation après expédition	5 190,9	5 813,2	5 505,7	4 597,0	4 525,8	3 700,7	4 269,4	4 448,1	3 981,4	4 416,9	5 447,7	5 028,3	4 743,8
- Crédits de trésorerie	733 581,1	710 274,7	707 022,0	719 920,1	780 764,0	779 038,0	819 292,7	848 400,4	796 595,6	795 211,8	798 279,0	829 925,0	776 525,4
II. Crédits à moyen terme	290 854,5	294 830,5	292 092,6	293 865,5	289 842,3								

Annexe 8 : Taux d'intérêts moyens débiteurs appliquées par les banques (en %)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Court terme	17,44	16,40	15,75	15,84	15,67	14,39
- Exportations	15,50	0,00	7,68	7,00	7,00	0,00
- Importations	15,20	16,84	14,77	15,81	15,29	7,10
- Trésorerie	16,82	15,98	15,84	17,16	16,80	15,67
- Autres	17,71	16,54	16,06	15,26	15,15	13,85
Moyen terme	15,83	16,03	14,98	15,23	15,68	12,57
- Habitat	16,95	17,05	18,33	17,92	18,31	13,36
- Equipement et divers	15,79	16,00	14,93	15,20	15,66	12,53
Long terme	14,78	14,83	15,36	14,24	12,11	12,37
- Habitat	15,59	15,70	18,29	16,56	15,94	13,90
- Equipement et divers	14,77	14,82	15,32	14,21	12,10	11,18
Moyenne generale	16,77	16,16	15,47	15,49	15,18	13,40

Source: BRB

Annexe 9 : Taux d'intérêts moyens créditeurs appliqués par les banques (en %)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôts à vue (1)	4,55	3,18	2,70	1,92	2,75	3,20
Comptes sur livrets	6,84	5,48	4,54	4,56	4,74	4,87
Dépôts à terme	7,60	6,94	6,72	6,23	6,10	6,28
1 mois au plus	7,47	6,53	6,19	5,02	5,13	5,07
1 an au plus	7,21	6,86	6,89	6,78	6,51	6,75
2 ans au plus	10,69	10,34	7,58	9,72	10,90	6,61
plus de 2 ans	9,58	8,81	7,71	8,11	7,94	7,19
Bons de caisse	8,03	4,34	-	-	-	-
1 mois au plus	-	-	-	-	-	-
1 an au plus	8,03	4,34	-	-	-	-
plus d'un an	-	-	-	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-	-
Epargne à la source	-	-	-	-	-	-
Bons d'épargne	-	-	-	-	-	-
Moyenne générale	7,21	5,96	5,43	5,28	5,66	6,08

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

Source : BRB

Annexe 10 : Importations par rubriques douanières (en MBIF et tonnes)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021p	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
01	Animaux vivants	1 360,8	743	2 421,6	997	3 504,5	1 177	2 191,9	688	419,4	49	2 865	744	2 236	334
02	Vianades	5 153,0	443	14 558,9	1 242	8 669,2	794	5 279,1	315	15,8	7	1 778	241	1 014	162
03	Poissons	3 110,4	2 965	3 022,5	2 911	2 974,4	2 967	2 906,7	5 369	5 609,8	3 883	7 687	4 966	7 062	4 589
04	Produits laitiers	2 393,3	953	2 203,2	599	2 002,2	553	1 074,7	459	2 154,9	614	1 286	422	1 954	764
07	Légumes	3 410,4	11 541	3 871,2	10 808	4 498,0	10 285	7 459,9	12 584	5 249,5	9 693	5 232	11 785	11 717	36 372
08	Fruits	145,1	215	193,0	197	150,1	89	241,5	199	298,8	413	330	277	517	988
1001	Froment et méteil	16 199,0	51 980	26 927,7	66 281	35 809,8	82 594	36 562,2	81 140	57 130,0	118 514	43 790	83 639	48 680	73 751
1005	Mais autre que de semence	0,0	0	0,0	0	0,0	0	15 607,5	33 612	11 484,4	23 693	9 455	16 000	8 594	8 352
1006	Riz	9 375,3	13 081	9 729,4	12 009	44 197,9	27 914	16 926,3	15 627	27 118,9	16 961	14 812	17 975	23 131	26 812
1101	Farine de froment	6,1	573	77,3	95	4 653,1	6 004	3 965,8	4 919	207,2	261	2 510	3 061	4 052	5 481
1107	Malt	16 172,7	16 261	13 292,9	14 089	15 330,6	17 175	18 041,5	19 492	13 490,7	13 815	17 597	17 017	17 710	16 364
1209	Graines	299,1	77	331,2	28	220,6	15	421,3	21	852,3	23	1 146	57	1 756	38
1302	Sucs et extraits végétaux	2 305,1	42	1 704,1	45	1 905,6	43	2 295,3	31	770,6	11	1 558	22	3 044	44
1507-1515	Huiles végétales	7 998,8	5 518	12 433,9	8 994	14 233,9	7 929	20 700,4	14 810	16 928,3	12 400	12 227	7 688	15 888	7 956
1517	Margarine	587,6	156	458,5	129	601,1	161	512,2	145	712,1	198	672	191	897	238
16	Préparations viandes et poissons	180,8	100	264,5	148	330,2	186	3 045,3	297	8 888,1	673	10 190	857	8 742	610
17019110-9910	Sucre cristallisé	13 976,0	10 517	16 841,7	12 758	41 125,9	26 267	31 826,6	22 985	25 055,1	16 649	30 389	22 785	34 550	28 351
1704	Suceries sans cacao	2 307,2	1 374	2 166,6	1 436	3 723,0	1 758	4 000,8	2 078	6 997,6	3 266	7 912	3 325	9 400	8 239
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	664,0	282	876,1	114	4 588,5	752	1 476,8	216	5 758,4	2 556	927	101	1 204	118
1902	Pâtes alimentaires	816,3	896	830,8	947	836,2	1 009	1 093,5	1 349	1 106,3	1 247	1 414	1 466	1 887	1 796
190531	Biscuits	1 696,9	1 229	1 722,5	1 238	2 158,8	1 783	2 741,9	2 050	2 710,9	1 904	4 136	2 745	6 325	10 324
20	Préparations légumineuses et fruits	2 619,4	1 715	2 162,0	1 464	2 409,9	1 657	3 151,3	2 040	3 432,8	1 735	4 640	2 538	4 759	2 356
21	Préparations alimentaires diverses	14 716,3	3 865	15 520,5	3 837	13 551,4	3 842	9 599,9	3 091	18 890,9	4 682	20 498	6 223	36 630	7 842
2203	Bières	5 751,2	8 319	2 875,8	2 500	3 698,0	2 501	5 100,0	3 192	5 555,5	3 680	5 791	2 661	9 454	7 366
2204	Vins	1 092,2	468	783,0	227	967,7	217	1 784,5	368	1 877,2	405	2 479	516	2 837	795
2205	Vermouths	4,7	2	11,8	5	17,6	3	15,1	2	58,5	16	140	28	199	40
2207-08	Liqueurs et autres boissons spiritueuses	1 076,5	446	1 208,5	503	2 148,7	716	3 214,0	1 188	4 197,5	1 946	6 768	3 082	11 359	5 334
2401	Tabac	6 589,8	865	6 433,4	802	7 039,4	826	5 968,7	667	4 024,4	433	3	6	2 408	202
240220	Cigarettes	29,8	1	186,1	17	73,4	1	144,2	3	164,7	4	5 888	505	120	3
2501	Sel	5 162,5	31 577	5 844,2	30 570	5 008,1	31 866	7 000,3	31 969	7 542,8	33 019	8 741	33 858	9 203	37 884
252310	Ciments non pulvérisés dits clinkers	4 978,0	55 268	5 341,5	51 318	3 429,4	15 418	18 690,5	88 911	64 227,4	198 794	36 302	115 627	33 773	104 245
252329	Ciment portland	14 761,1	69 186	17 057,3	71 950	17 524,2	82 610	16 028,9	76 705	16 735,7	72 070	21 935	84 096	41 927	152 473
2710113-14-1911	Essence d'avion et kérosène	3 718,3	5 421	1 817,2	1 510	5 460,5	4 281	6 109,0	4 900	6 866,0	5 178	2 914	2 158	3 489	2 368
27101111-15	Essence autres	83 305,8	104 193	84 544,6	61 748	93 537,5	70 306	119 777,5	96 031	120 822,2	96 201	117 145	107 472	152 399	111 751
27101921-23-31-39	Gas oil et fuel oil	78 827,4	116 114	73 754,6	64 695	106 256,0	89 672	135 388,4	108 935	146 759,5	112 909	130 196	121 859	157 390	124 076
27101912-14	Pétrole	646,4	969	546,4	454	353,1	251	51,7	27	10,9	3	1 720	1 273	2	2
27101919-1910-19-26	Huiles et graisses	5 464,2	2 521	5 788,6	2 729	3 552,3	3 401	5 334,1	2 622	3 892,2	1 714	7 441	3 199	2 472	1 118
271091-99-1941-42	Déchets d'huile	7 046,9	14 899	5 881,2	8 226	5 114,7	7 080	3 295,8	4 562	4 445,1	4 421	3 398	3 224	1 197	1 112
2711-2715	Asphaltes, bitumes	8 289,3	4 930	6 701,0	5 687	5 112,6	2 758	3 923,3	3 346	6 295,5	2 621	8 662	14 468	6 211	6 463
28	Produits chimiques inorganiques	6 436,5	7 395	6 513,5	6 694	7 284,1	6 074	9 815,8	7 568	10 796,2	9 183	9 930	8 902	7 211	7 131
29	Produits chimiques organiques	2 561,5	746	2 215,7	671	3 324,1	671	3 781,1	941	6 228,3	1 352	3 794	864	6 127	1 194
30	Produits pharmaceutiques	102 432,6	4 733	89 983,5	4 340	106 480,6	4 346	107 819,1	4 628	115 646,2	6 041	123 557	5 247	139 533	13 741
31	Engrais	27 301,3	27 303	35 922,0	39 793	50 879,5	49 219	64 536,5	62 849	50 746,7	56 292	65 634	86 381	57 717	56 782
32	Matières colorantes	7 406,7	2 622	7 074,7	3 248	8 663,1	3 550	9 858,1	3 839	9 789,5	3 929	11 335	4 156	12 191	7 796
33	Produits de parfumerie	6 897,4	2 333	15 378,0	2 682	15 153,7	3 165	16 388,2	4 099	18 925,8	3 809	19 969	3 750	15 965	4 956
3401-05	Savons et produits d'entretien	4 348,8	2 357	3 583,2	1 927	3 811,7	2 122	4 150,5	2 473	5 089,2	2 988	5 501	2 913	8 141	5 178
3605	Allumettes	70,1	35	175,0	91	175,0	86	244,7	89	168,3	50	111	36	141	30
37	Produits photographiques et cinématographiques	100,8	20	105,4	20	156,9	17	180,4	23	122,0	12	170	8	107	7
380810	Insecticides	0	0,0	0	0	0	0	0	0	332,6	28	6 362	102	2 664	333
380840	Désinfectants	0	0,0	0	0	0	0	0	0	123,3	12	397	54	431	73
39	Matières plastiques	23 261,8	9 132	28 018,4	10 323	29 283,8	10 771	38 841,6	13 337	35 886,8	13 918	42 603	14 021	67 553	26 745
4011-12	Pneumatiques	11 635,4	2 223	10 690,2	3 012	26 015,5	2 498	14 787,0	2 654	14 026,3	3 217	14 687	3 005	19 393	4 280
4013	Chambres à air	685,3	167	846,8	216	1 032,7	235	899,3	270	926,8	328	550	230	1 048	323
42	Ouvrages en cuir	8 970,7	304	5 968,1	386	6 667,7	438	6 066,5	521	2 400,8	965	2 280	804	1 618	674
44	Bois et ouvrages en bois	3 485,1	3 029	2 645,3	2 245	2 754,4	1 921	2 226,6	2 843	2 732,2	2 370	3 135	2 672	4 472	3 373
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	24 584,0	8 115	18 971,7	8 477	18 452,7	7 906	17 136,2	6 695	27 527,2	10 930	31 736	16 520	28 827	9 591
49	Articles de librairie	10 870,3	763	11 137,2	1 828	13 046,1	1 672	5 960,0	562	21 695,5	1 143	10 515	993	8 946	1 641
5206-12	Tissus de coton	1 150,8	196	1 052,9	269	5 365,8	929	8 836,7	1 340	7 798,2	1 596	13 327	2 459	13 628	3 367
5407-08	Tissus synthétiques et artificiels continus	139,3	32	737,4	113	4 384,4	606	957,0	154	268,4	39	192	48	499	67
5512-16	Tissus de fibres textiles synthétiques discontinus	1 326,1	277	1 165,6	328	645,6	235	618,3	372	1 897,8	636	1 270	496	2 614	915
5607	Ficelles et cordes	24,3	16	34,6	10	26,9	12	101,7	67	151,4	81	573	148	348	1 370
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	4,1	3	5,4	0	12,3	1	18,7	2	11,6	1	12	12	136	60
61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	6 721,1	647	3 659,4	778	5 050,7	1 091	5 763,1	1 405	6 631,1	1 394	5 105	1 260	5 078	1 276
62	Vêtements et acc. du vêtement en bonneterie	14 006,5	861	9 807,2	717	11 563,9	700	11 001,3	698	13 053,7	1 126	5 468	1 090	9 040	1 818
6308-10	Frippe	13 166,0	12 576	14 766,5	11 374	20 060,9	14 465	20 782,0	14 760	20 109,4	13 582	23 390	15 226	19 617	15 156

Annexe 11 : Structures des importations (en MBIF et en Tonnes)

Période	2017		2018		2019		2020		2021p	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:	537 693,6	552 643	629 446,0	686 636	739 588,9	854 148	750 547	873 078	933 269	965 489
10. Métallurgie	48 625,9	33 776	82 689,4	42 222	91 848,7	43 466	119 438	57 423	178 967	83 365
11. Agriculture et élevage	57 722,8	54 632	71 873,1	67 638	62 155,7	61 704	85 020	93 602	77 740	65 593
12. Alimentation	110 533,2	140 548	85 689,9	128 071	109 486,9	156 605	104 347	148 871	124 461	142 075
13. Textile	1 132,8	205	690,3	265	916,8	279	1 891	580	1 587	393
14. Construction	41 142,8	126 018	49 998,7	198 450	100 828,4	314 995	90 978	278 541	113 734	378 140
15. Bois	1 113,8	857	1 211,9	1 236	1 902,7	1 568	1 722	1 675	2 550	2 179
16. Papier	1 644,4	918	2 505,7	1 525	6 060,9	3 653	4 111	2 443	3 537	1 978
17. Cuir	189,9	130	256,9	185	178,3	75	38	18	155	272
18. Autres biens de production:	275 588,1	195 560,4	334 530,0	247 043,3	366 210,5	271 804,4	343 003,1	289 925,3	430 539,2	291 495,3
180. Chimiques	23 801,9	7 455	23 403,8	8 708	26 074,9	11 467	34 762	11 713	51 409	10 620
181. Combustibles solides	357,7	1 476	204,3	227	2 607,1	10 316	813	4 531	1 946	10 042
182. Huiles minérales	218 454,6	175 499	274 147,6	221 211	296 812,2	232 319	263 208	238 848	329 495	247 847
183. Autres	32 973,9	11 131	36 774,3	16 898	40 716,3	17 703	44 220	34 833	47 689	22 987
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	229 884,5	30 408	275 997	40 096	278 900	50 071	364 785	55 127	387 420	57 618
20. Chaudières, engins mécaniques	48 331,6	4 521	83 276,2	7 101	76 091,9	7 332	99 045	11 165	123 181	12 588
21. Pièces et outillages	16 953,3	10 161	17 571,0	10 235	17 917,2	9 839	29 136	14 717	38 911	15 934
22. Matériel électrique	51 931,7	5 881	75 603,9	6 957	63 272,4	7 332	105 762	9 675	83 536	8 820
23. Tracteurs, véhicules et engins/ transport	90 716,9	8 793	68 878,9	12 228	94 714,3	24 358	97 572	17 787	104 989	18 745
24. Autres biens d'équipement	21 951,1	1 053	30 667,1	3 575	26 903,8	1 210	33 270	1 783	36 803	1 530
III. BIENS DE CONSOMMATION:	539 609,5	239 462,7	509 218,9	249 962,2	619 938,9	239 647,4	626 575,4	247 526,2	714 574,5	308 880,9
30. Durables:	245 697,2	65 257	211 516,4	65 336	304 369,3	78 546	282 300	81 420	327 204	99 874
300. Textiles	78 759,1	24 738	55 789,0	18 398	87 898,2	18 273	60 222	14 634	78 936	22 704
301. Véhicules	39 958,0	5 361	42 344,3	7 275	66 287,0	9 760	80 604	13 328	76 695	10 854
302. Autres	126 980,1	35 158	113 383,2	39 663	150 184,1	50 513	141 473	53 459	171 574	66 317
31. Non durables:	293 912,3	174 206	297 702,4	184 626	315 569,6	161 101	344 275	166 106	387 371	209 006
310. Alimentaires	158 084,4	157 320	159 271,9	165 638	159 449,9	140 639	174 058	139 718	195 999	176 723
311. Pharmaceutiques	106 809,7	4 358	107 981,7	4 638	117 435,0	6 107	123 812	5 256	140 848	13 787
312. Autres	29 018,2	12 527	30 448,8	14 349,7	38 684,7	14 354,8	46 404,9	21 132,2	50 522,9	18 495,9
TOTAL	1 307 187,7	822 514	1 414 662,1	976 694	1 638 427,5	1 143 866	1 741 908	1 175 731	2 035 264	1 331 987

Source: OBR

Annexe 12 : Importations par pays de provenance (en tonne et en MBIF)

Période	2017		2018		2019		2020		2021p	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. Europe	109 323,5	241 807,0	134 943,4	260 568,6	157 247,7	282 983,7	142 004,8	303 211,7	135 327,7	292 613,7
1. Union Européenne	43 590,9	192 462,9	44 381,9	192 957,6	78 896,4	207 411,9	52 258,5	220 928,3	54 724,2	210 905,5
Allemagne	11 388,3	24 956,0	5 359,2	22 362,5	41 097,7	41 468,4	5 099,7	24 223,9	4 951,5	29 356,1
Belgique	12 056,6	51 595,6	14 338,2	47 858,9	16 274,4	68 331,5	18 687,4	91 637,1	22 543,6	69 283,2
Danemark	939,8	22 015,7	1 296,9	28 195,9	678,6	33 761,2	452,0	23 599,4	751,9	28 512,0
Espagne	123,8	466,4	222,0	2 502,6	226,6	3 060,1	147,9	1 125,9	2 795,1	3 314,7
France	7 852,7	48 885,1	7 223,5	47 454,5	5 144,3	24 182,4	7 693,6	32 831,2	6 537,9	30 353,4
Grèce	105,2	578,8	56,7	560,7	50,0	364,1	78,4	319,3	89,1	694,8
Irlande	19,6	102,2	3 062,9	4 100,4	17,5	29,6	35,9	911,8	4,9	1 377,9
Italie	5 270,7	9 853,5	5 390,1	12 741,9	3 024,7	11 318,9	4 491,8	9 928,9	9 560,1	21 823,1
Pays-Bas	2 335,2	20 213,6	2 912,7	20 187,9	2 099,7	12 757,4	1 994,1	17 390,0	5 874,8	18 763,9
Portugal	2 357,8	2 364,6	2 571,5	2 589,6	832,1	819,4	502,4	4 949,6	484,6	296,1
Roumanie	0,2	28,4	0,0	2,0	11,6	320,1	2,9	547,7	11,4	110,4
Autres pays de l'U.E.	1 140,9	11 402,8	1 948,2	4 400,7	9 439,2	10 998,9	13 072,4	13 463,6	1 119,6	7 020,0
2. AUTRES	65 732,6	49 344,2	90 561,5	67 611,0	78 351,3	75 571,8	89 746,3	82 283,4	80 603,4	81 708,1
Suisse	1 568,8	3 044,6	58,3	2 344,8	97,7	2 559,2	106,0	2 546,5	468,6	2 944,4
Turquie	11 301,9	13 241,5	8 346,8	11 289,0	10 060,2	13 301,1	15 076,6	19 443,7	14 741,8	21 743,7
Russie	48 517,1	22 972,7	77 933,2	37 830,3	50 085,9	26 107,5	36 068,0	36 853,9	30 325,9	32 800,7
Royaume-Uni	4 242,9	9 872,7	2 892,4	14 256,8	17 753,6	30 226,9	33 488,5	18 168,7	34 917,8	23 676,2
Autres pays d'Europe	101,9	212,7	1 330,7	1 890,2	353,9	3 377,0	5 007,2	5 270,6	149,3	543,1
II. Asie	320 416,4	647 243,9	417 494,8	780 541,9	411 464,4	862 569,9	435 571,4	896 184,0	462 294,1	1 085 756,3
Arabie Saoudite	94 356,3	112 073,2	201 137,3	242 634,2	196 687,6	247 251,4	194 016,7	206 169,1	196 554,7	258 302,1
Bangladesh	218,7	876,4	260,1	916,2	294,1	1 430,6	275,9	1 549,0	131,2	1 297,9
Corée du Nord	87,7	2 337,8	45,5	118,6	250,0	1 107,3	315,0	1 602,5	266,2	1 115,6
Corée du Sud	406,2	5 873,7	592,3	4 845,6	397,9	2 765,5	646,2	4 434,7	1 124,7	11 184,7
Emirats Arabes Unis	48 475,7	87 849,7	81 122,8	124 525,7	66 644,8	115 439,6	68 142,5	119 178,5	70 899,2	146 903,4
Hong-Kong	2 777,8	5 892,6	103,5	27 088,0	234,4	3 984,3	495,4	5 676,5	241,7	8 409,5
Iran	225,1	423,4	551,5	397,7	31,8	39,4	108,9	92,2	392,5	310,0
Japon	5 891,4	47 490,0	13 825,6	54 612,4	13 769,2	58 436,5	14 731,4	71 153,0	13 006,8	65 843,2
Pakistan	7 598,2	7 513,2	5 455,9	9 755,7	4 497,0	7 719,4	2 167,5	3 897,5	4 467,7	5 124,4
Rép. Pop. de Chine	69 335,7	184 059,6	63 772,5	183 503,6	79 224,7	247 222,7	84 629,7	271 561,4	101 220,2	369 742,6
Taiwan	446,1	646,3	666,8	1 302,6	25,2	157,0	5,5	310,0	70,2	751,9
Union Indienne	79 846,6	170 567,6	25 931,3	99 781,1	30 828,3	126 217,6	47 833,3	165 074,0	60 588,6	174 675,3
Autres pays d'Asie	10 751,0	21 640,4	24 029,6	31 060,3	18 579,3	50 798,7	22 203,5	45 485,6	13 330,3	42 095,5
III. AFRIQUE	366 103,7	370 928,3	410 038,2	348 030,1	548 194,7	459 134,2	579 513,8	511 735,1	717 434,7	622 089,3
Afrique du Sud	7 856,0	15 349,0	6 019,0	16 817,5	13 755,1	36 019,4	7 404,6	28 884,6	2 829,5	18 719,1
Djibouti	12,0	15,0	1,7	4,5	0,1	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte							12 009,6	40 709,5	13 767,6	40 489,5
Kenya	38 886,7	73 559,2	34 790,7	69 955,9	46 853,8	88 405,1	33 573,4	90 447,6	55 233,1	112 051,4
Ouganda	42 883,3	73 306,2	44 208,0	72 669,7	36 408,3	70 388,4	43 307,9	87 634,5	53 680,3	114 566,3
R.D.C.(1)	921,0	1 640,2	6 108,4	6 989,5	2 396,7	2 942,1	29 001,3	16 256,9	48 525,3	31 195,4
Rwanda	15 553,2	12 656,0	6 695,3	8 101,8	14 339,0	19 338,2	1 971,2	3 872,6	3 806,7	6 746,5
Tanzanie	163 183,2	101 589,8	207 470,4	88 799,9	203 526,0	105 908,3	284 942,4	149 409,2	353 119,3	204 268,8
Zambie	85 411,7	51 889,8	85 916,2	45 203,6	205 471,3	80 807,9	149 219,1	62 888,2	179 513,1	73 878,6
Zimbabwe	0,1	9,8	36,1	100,2	36,2	104,4	18,8	78,5	3,8	156,1
Autres pays d'Afrique	11 396,4	40 913,3	18 792,4	39 387,5	25 408,2	55 216,8	18 065,6	31 553,6	6 956,1	20 017,8
IV. Amérique	26 360,5	46 621,1	13 773,8	24 459,0	26 583,1	32 953,5	18 295,5	28 731,3	13 043,5	30 708,1
Etats-Unis	8 787,5	33 371,7	6 187,8	17 066,4	18 887,3	24 627,4	10 792,4	21 190,7	5 212,7	18 753,9
Canada	5 699,3	4 970,2	4 912,6	4 619,3	7 555,6	7 039,2	2 441,0	3 344,7	2 075,9	4 184,6
Autres pays d'Amérique	11 873,7	8 279,2	2 673,4	2 773,3	140,2	1 286,9	5 062,0	4 195,9	5 754,9	7 769,6
V. Océanie	309,4	587,2	443,4	1 062,4	350,6	746,2	345,8	2 046,0	3 887,3	4 096,3
Australie	278,6	549,5	360,2	1 038,2	342,1	681,1	312,4	2 021,8	3 870,5	4 061,9
Autres	30,8	37,8	83,2	24,2	8,5	65,1	33,4	24,2	16,9	34,4
VI. Pays non spécifiés	0,1	0,1	0,0	0,0	26,0	39,9	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	822 513,6	1 307 187,7	976 693,6	1 414 662,1	1 143 866,4	1 638 427,4	1 175 731,2	1 741 908,0	1 331 987,4	2 035 263,8

(1) : République Démocratique du Congo

Source : OBR

Annexe 13 : Structure des exportations (en Tonne et en MBIF)

	2017		2018		2019		2020		2021p	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Produits primaires	42 313	233 498,0	40 320	253 182,4	38 937	260 871,2	44 499,8	210 716,9	35 194,5	216 238,4
café marchand	13 328	63 433,4	16 899	72 827,9	21 684	69 796,3	12 896,2	58 726,9	9 211,9	54 427,9
coton	18	4,6	29	12,7	0	0,0	0,0	0,0	10,0	5,4
peaux brutes	838	959,4	1 157	2 657,8	803	1 854,7	696,6	1 299,6	689,0	239,7
thé	10 421	50 068,9	10 525	46 407,2	10 081	40 663,8	8 832,2	40 192,4	10 809,2	45 394,7
huile de palme brute	42	394,7	101	362,7	3	8,1	166,3	180,9	7,5	16,1
minéral de nobilium	372	11 485,0	592	21 913,8	613	²	578,3	12 389,7	602,4	27 072,2
métaux de terres rares			425	1 826,4	75	239,4	319,5	3 053,9	0,0	0,0
Or	2	101 494,2	2	100 775,8	2	123 428,5	0,9	88 036,5	0,7	80 170,5
animaux vivants	0	0,1	5	16,5	0	0,0	0,0	0,0	9,2	11,7
poissons vivants	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres	17 294	5 657,7	10 585	6 381,6	5 677	6 209,5	21 009,8	6 837,0	13 854,5	8 900,2
Produits manufacturés	50 812	65 002,0	62 898	68 073,0	63 784	70 473,1	61 358,0	100 276,3	67 305,3	110 008,7
limonades, eaux gazeuses	59	61,1	450	373,6	3	4,6	14,9	16,8	325,4	727,4
bouteilles en verre foncé	2 970	7 225,3	366	735,0	2 754	2 127,1	1 192,8	5 163,7	2 329,8	7 660,8
bières	16 825	11 664,9	5 495	5 809,1	8 068	5 735,5	12 326,3	8 886,9	17 279,4	14 086,7
cigarettes	1 175	11 683,5	490	6 445,5	613	7 476,8	989,2	13 185,0	876,6	12 090,3
tissus de coton	3	16,8	56	120,9	23	63,1	15,7	212,0	48,4	294,9
sucré	5	0,1	201	300,7	0	0,1	0,5	0,2	0,4	0,2
farine de blé	15 876	14 008,9	16 069	16 095,3	19 172	19 014,8	17 395,7	17 656,2	9 179,9	10 655,5
farine de maïs	31	23,5	3	6,3	1	1,1	593,1	579,7	12,4	16,1
ciment portland	9	4,6	961	391,5	229	65,3	133,4	60,6	1,8	0,2
savons	1 988	2 059,9	1 752	2 034,9	1 376	1 703,9	677,8	763,3	2 816,5	1 027,8
Kérazène	0	0	3 730	9 452,2	3 158	8 474,9	1 982,5	5 365,2	1 716,1	4 565,2
Gazole			616	1 103	0	0,0	0,0	0,0	601,0	661,0
autres (1)	11 871	18 253,9	32 708,70	25 204,36	28 388,90	25 806,0	26 036,1	48 386,9	32 117,7	58 222,5
Total	93 125	298 500,1	103 218	321 255,4	102 721	331 344,3	105 857,8	310 993,2	102 499,8	326 247,1

(1) : Non compris les objets personnels.

Sources : OBR et OTB.

Annexe 14 : Exportations par pays de destination (en Tonne et en MBIF)

Pays	2017		2018		2019		2020		2021p	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. Europe	10 367	56 664,0	12 798	67 637,7	13 508	55 029	10 031	50 744	7 163	52 557
1. Union Européenne	4 848	31 980,1	7 172	41 609,7	7 959	27 545	5 630	29 663	4 715	39 746
Allemagne	2 740	15 268,5	3 188	13 480,9	3 091	12 121,4	2 283	11 650	1 854	10 485
Belgique	1 723	14 002,2	2 856	21 662,8	2 968	11 889,1	2 818	15 485	2 626	27 281
Danemark	0,2	1,0	1,5	7,6	6,7	28,5	0,1	6,3	0,3	4,3
Espagne	1	8,9	5	50,1	0	0,0	20	131	0	0
France	192	832,6	322	1 599,0	272	1 409,2	83	667	54	1 045
Grèce	0,1	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande			0	0,0	0	1,3	0	0	0	7
Italie	99	446,5	303	1 941,5	233	1 666,0	357	1 288	111	291
Pays-Bas	34	398,1	428	2 512,4	49	213,7	6	14	49	366
Portugal			0	0,0	0	0,0	0	0	18	197
Roumanie	0,6	559,1	0,0	0,0	1 278,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays de l'U.E.	58	463,3	68	350,1	61	216,1	63	420	3	69
2. AUTRES	5 518	24 683,9	5 626	26 028,0	5 550	27 483	4 400	21 081	2 448	12 811
Suisse	3 689	15 282,7	3 563	16 884,4	4 873	19 042,6	3 081	15 353	967	6 308
Russie	57,6	309,7	212,3	594,0	414,1	7 234,2	1 142,3	5 257,9	1 412,7	6 017,5
Royaume-Uni	1 651	8 461,6	1 768	8 146,3	1 768	18,5	25	39	0	0
Autres pays d'Europe	121	630,0	83	403,3	261	1 188,2	151	432	69	485
II. Asie	9 935	146 919,9	13 846	161 199,0	17 037	182 772,2	10 334	137 246	10 154	132 204
Arabie Saoudite	19,2	34,2	1,1	21,3	0,0	0,0	0,0	86,8	3,9	10,0
Bangladesh			1,0	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée du Nord			0	0,0	13	78,5	0	0	0	0
Corée du Sud	1	80,7	27	754,0	3	76,7	0	0	3	15
Hong-Kong	0	9,4	2	17,9	0	0,0	0	3	1	10
Emirats Arabes Unis	1 062	104 119,4	804	109 306,1	1 210	130 084,9	1 544	100 215	686	89 861
Iran			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	27	318,1	30	295,2	42	473,7	3	21	54	504
Oman					0	0,0	2 411	11 124	3 025	10 998
Pakistan	5 061	24 347,8	5 306	23 440,7	5 276	20 593,4	3 874	17 289	4 635	19 185
Rép. Pop. de Chine	687	3 859,4	2 199	9 935,1	1 096	10 246,9	548	3 589	148	2 327
Taiwan			15	166,7	50	225,9	0	3	0	0
Union Indienne	383	505,8	861	866,9	899	616,1	690	124	52	20
Autres pays d'Asie	2 694	13 645,1	4 601	16 392,3	8 447	20 376,1	1 247	4 791	1 547	9 274
III. Afrique	72 364	90 472,1	75 820	87 828,9	71 886	89 696,7	84 939	119 394	84 606	136 615
Afrique du Sud	25	124,0	103	291,3	235	707,2	166	488	245	845
Djibouti			0,0	0,0	3,8	10,1	0,0	0,0	0,3	5,9
Egypte	2 536	12 286,4	2 583	11 543,7	2 626	10 267,2	1 921	8 524	2 373	9 631
Kenya	7 732	6 298,6	8 949	7 486,3	8 537	5 247,6	8 604	10 302	6 041	11 675
Ouganda	9 119	7 225,4	13 532	7 906,9	10 239	11 590,1	6 606	4 596	5 679	12 810
République D.Congo	40 179	46 792,1	33 790	33 711,0	34 411	34 858,2	44 815	60 946	44 168	67 692
Rwanda	3 655	4 714,2	3 602	9 693,6	2 514	4 680,6	22	150	27	414
Tanzanie	7 889	2 242,5	11 090	5 313,7	11 133	19 698	16 437	23 092	15 348	15 348
Zambie	181	2 029,5	183	2 017,1	166	2 004,4	680	2 325	596	2 235
Zimbabwe	0	0,0	5	495,6	0	2,5	1	5	1	2
Autres pays d'Afrique	1 047	875,94	1 984	10 191,3	2 020	15 015,1	2 425	15 621	2 385	15 956
IV. Amérique	458	4 270,3	702	4 305,7	543	4 399,0	468	3 271	489	4 141
Etats-Unis	389	3 698,1	565	3 636,4	402	3 657,6	345	2 716	231	2 223
Canada	66	566,6	116	587,2	140	735,8	66	340	257	1 917
Autres pays d'Amérique	2,9	5,6	21,0	82,1	0,7	5,7	57,8	215,1	0,7	0,2
V. Océanie	1	173,9	52	284,1	56	273,3	86	339	88	731
Australie	1	173,9	38	219,0	0	0,0	13	147	38	233
Autres pays de l'Océanie	0,0	0,0	13,9	65,1	56,1	273,3	73,0	191,7	50,3	497,9
VI. Autres pays non spécifiés	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	93 125	298 500,1	103 218	321 255,4	103 030	332 170,0	105 857,8	310 993,2	102 499,8	326 247,1

Sources : OBR, OTB et Interpetrol energy SA

Annexe 15 : Position extérieure globale du Burundi (en MBIF)

	2017	2018*	2019*	2020*	2021p
Position extérieure nette	-2 850 180,10	-3 283 407,66	-3 427 239,99	-3 868 203,90	-4 438 446,22
Avoirs	1 446 973,3	1 516 230,1	1 881 716,8	2 052 855,7	2 493 282,3
Investissements directs à l'étranger	4 268,9	4 268,9	5 649,5	7 824,0	10 064,7
Investissements de portefeuille	499 553,6	499 553,6	499 553,6	499 553,6	499 553,6
Produits financiers dérivés	-	-	-	-	-
Autres investissements	762 839,6	884 102,6	1 161 689,3	1 361 903,7	1 448 788,1
crédits commerciaux	598 577,3	718 968,8	990 981,6	1 090 644,3	1 202 654,3
Monnaie fiduciaire et dépôts	154 987,5	161 079,6	161 478,4	262 428,6	241 468,6
Autres avoirs	9 274,8	4 054,2	9 229,3	8 830,8	4 665,2
Avoirs de réserve	180 311,2	128 305,1	214 824,5	183 574,4	534 875,8
Engagements	4 297 153,4	4 799 637,8	5 308 956,8	5 921 059,6	6 931 728,5
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	972 210,2	972 210,2	980 482,6	997 185,9	1 016 814,0
Investissements de portefeuille	24 368,0	24 368,6	24 368,0	24 368,0	24 368,0
Produits financiers dérivés	-	-	-	-	-
Autres investissements	3 300 575,1	3 803 058,9	4 304 106,2	4 899 505,7	5 890 546,4
Crédits commerciaux	2 054 575,3	2 525 220,9	2 801 553,4	3 242 754,1	3 544 479,0
Prêts	929 454,0	961 707,7	1 162 564,1	1 287 827,7	1 507 342,0
Autorités monétaires	146 139,6	115 083,0	163 729,4	129 886,0	79 149,4
Administrations publiques	778 292,4	815 659,1	948 429,4	1 035 965,0	1 275 253,6
Banques	31 758,0	61 798,0	81 059,7	152 162,4	183 025,8
Autres secteurs	-26 736,0	-30 832,4	-30 654,4	-30 185,7	-30 086,8
Monnaie fiduciaire et dépôts	131 152,0	130 374,0	147 730,8	161 781,2	216 800,9
Autres engagements	185 393,8	185 756,3	192 257,8	207 142,7	621 924,6

*= Les années ne prennent pas en compte les données sur les IDE et IPF;

p = provisoire

Source : BRB

